



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 12 MAI 1917.

QUEBEC, SATURDAY, 12TH MAY, 1917.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, 18 avril 1917.

M. le docteur Omer Paquette, de Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, juge de paix pour le district de Terrebonne.

Québec, 20 avril 1917.

M. Eugène Leclerc, de la cité de Québec, commissaire des incendies pour la cité de Québec, à compter du premier avril 1917.

Québec, 27 avril 1917.

Le major Ernest Légaré, le capitaine T. Grenier, du 87ième régiment, le lieutenant Thomas de la Perrelle, du 8ième régiment, de Québec, juges de paix pour assermenter les recrues qui s'enrôlent dans la force expéditionnaire canadienne, dans la force permanente canadienne, dans la milice active et dans la force de la défense canadienne, en vertu des dispositions de l'article

Appointments

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz.:

Québec, 18th April, 1917.

Omer Paquette, physician, of Sainte-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne, to be a justice of the peace for the district of Terrebonne.

Québec, 20th April, 1917.

Eugène Leclerc, esquire, of the city of Quebec, to be fire commissioner for the city of Quebec; said appointment to date from the 1st April, 1917.

Québec, 27th April, 1917.

Major Ernest Légaré, Captain T. Grenier, of the 87th regiment, Lieutenant Thomas de la Perrelle, of the 8th Regiment, of Quebec, to be justices of the peace to administer the oath to recruits enlisting in the Canadian Overseas Forces, in the Permanent Canadian Force, in the Active Militia and in the Canadian Defence Force, under the provisions of article 3361 Q. R. S.,

3361 des S. R. Q., 1909, pour l'espace de six mois, avec juridiction sur toute la province, aux fins d'assermenter les recrues. 2291

1909, for a period of six months, with jurisdiction over the whole Province for the aforesaid purposes. 2292

M. Louis-E. Parent, industriel, du village de Saint-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, juge de paix pour le district de Montcalm, conformément à l'article 3361, des S. R. Q., 1909. 2311

Mr Louis-E. Parent, manufacturer, of the village of Sainte Agathe-des-Monts, county of Terrebonne to be a justice of the peace for the district of Montcalm, pursuant to the provisions of article 3361, Q. R. S., 1909. 2312

Révocations et nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 7 février 1917, pour la paroisse de Saint-Léonard-d'Aston, et de nommer par commission, en date du 27 avril 1917, M.M. Elzéar Demers, Grégoire Leblanc, fils d'Antoine, Arthur Bergeron, fils de Luc, tous trois cultivateurs, et J.-Abraham Fleury, marchand, de Saint-Léonard-d'Aston, membres de ladite cour. 2295

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 7th February, 1917, for the parish of Saint-Léonard-d'Aston, and to appoint by commission, dated the 27th April, 1917, Elzéar Demers, Grégoire Leblanc, son of Antoine, Arthur Bergeron, son of Luc, all three farmers, and J.-Abraham Fleury, merchant, of Saint-Léonard-d'Aston, members of said Court. 2296

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 7 juin 1898, pour le canton Sutton, comté de Brôme, et de nommer par commission, en date du 2 mai 1917, M.M. Hiram-G. Bates, gentilhomme, Lewis-A. Hurlbut, gentilhomme, George-N. Thompson, entrepreneur, Louis-J. Beauregard et Louis-J. Côté, cultivateurs, de Sutton, membres de ladite cour. 2297

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 7th June, 1898, for the township of Sutton, county of Brome, and to appoint by commission, dated the 2nd May, 1917, Hiram-G. Bates, gentleman, Lewis-A. Hurlbut, gentleman, George-N. Thompson, contractor, Louis-J. Beauregard and Louis-J. Côté, farmers, of Sutton, members of said Court. 2298

Lettres patentes

"National Pickling & Preserving Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-unième jour d'avril 1917, constituant en corporation M.M. Joseph Tousignant, expéditeur; Wilfrid H. Watier, marchand; Emilien Archambault, menuisier; George Hausselman, finisseur en marbre; et Raoul Lapointe, machiniste, de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, raffiner, manufacturer ou préparer de toutes manières, les conserves et les marinades, tels que tomates, concombres, fruits de toutes sortes et tous autres produits de cette même matière, y compris le beurre, fromage, lait, crème, bacon et toutes autres sortes de viandes;

Manufacturer, préparer et emballer les poudres à pâtisseries, gelées de table, tapioca, gélatine et tous autres produits alimentaires, comme aussi les empois, les poudres à laver, à nettoyer et tous autres produits servant dans l'économie domestique;

Acheter, préparer, manufacturer et vendre des épicerie, produits alimentaires, liqueurs, sirops, vinaigre et autres effets et autres marchandises dépendant de ce commerce;

Exercer sous toutes ses formes, le commerce de marchand à commission;

Faire commerce, transiger dans le cours de ses opérations comme marchand à commission, acheter et vendre comme marchand de liqueurs en gros et au détail, des boissons enivrantes, le tout, sujet néanmoins aux dispositions de la loi des licences de Québec, au sujet des échantillons et

Letters patent

"National Pickling & Preserving Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of April, 1917, incorporating M.M. Joseph Tousignant, shipper; Wilfrid H. Watier, merchant; Emilien Archambault, joiner; George Hausselman, marble finisher, and Raoul Lapointe, machinist, of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, refine, manufacture or prepare in any manner preserves and pickles, such as tomatoes, cucumbers, fruits of all kinds and all other products of a like nature including butter, cheese, milk, cream, bacon and all other kinds of meats;

To manufacture, prepare and pack baking powders, table jellies, tapioca, gelatine and all other food-stuffs, including starch, washing powders, cleaning powders and all other products used in domestic economy;

To buy, prepare, manufacture and sell groceries, food-stuffs, liquors, syrups, vinegars and other goods and merchandises incidental to the above business;

To carry on in all its branches the business of commission merchant;

To do business and transact in the course of its operations as commission merchant, buy and sell as wholesale and retail liquor dealer, intoxicating liquors, the whole however subject to the provisions of the Quebec License Law, respecting samples and license, to sell liquor on commission,

licence, de vendre à la commission, en gros et au détail, des boissons, telles que les circonstances l'exigeront;

Agir comme courtier et agent de manufactures;

Faire le commerce de gros et de détail, comme épiciers, marchands de liqueurs, de provisions et de toute autre marchandise;

Exercer aucun autre genre d'affaire, industrie manufacturière ou commerce susceptible de profiter directement ou indirectement à la corporation;

Fabriquer des boîtes ou autres sortes d'emballages nécessaires pour le commerce de la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir et exploiter, cultiver, contrôler, gérer et disposer par vente, échange ou autrement, terres, terrains de descriptions quelconques nécessaires dans l'intérêt de la compagnie;

Acquérir, posséder, louer, donner à bail, vendre, échanger ou hypothéquer des propriétés immobilières pour les fins du dit commerce;

Acheter, accepter en paiement ou vente, des actions dans d'autres compagnies incorporées;

Tenir des entrepôts et réfrigérateurs pour leur usage personnel et celui du public, avec droit d'émettre des reçus d'entrepôt, et de prélever des loyers, commissions et contributions et en général, faire tout ce qui dépend de ce genre de commerce;

Payer à même les fonds de la compagnie, les frais ayant rapport à son organisation et son incorporation;

Acheter ou acquérir ou entreprendre tout ou aucune partie du commerce, des biens de l'actif ou le passif de toutes personnes, sociétés commerciales ou compagnies, exerçant le commerce avec des objets semblables, en tout ou en partie de cette compagnie, ou en possession des biens convenables et propres aux fins de la compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou débetures ou autres valeurs pour le paiement soit en tout ou en partie de tels immeubles, commerces, droits, prétentions, privilèges et concessions;

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder et tenir, exploiter, contrôler ou gérer; (1) des entrepôts, magasins, boutiques, hangars, cours, bureaux et établissements commerciaux, dans le but de faire le trafic en gros et en détail de toutes marchandises et produits de la compagnie, et aussi d'hôtels, pensions, restaurants, salles, clubs, maisons pour ouvriers, logements, camps et constructions de toutes descriptions, pour aider à l'accomplissement des affaires de la compagnie ou pour loger ou accommoder ses ouvriers ou toutes autres personnes;

Acquérir par bail, échange ou autrement, posséder et améliorer des terrains, terres, héritages, immeubles et intérêts en iceux, exercer en général le commerce d'une compagnie de terrains avec le pouvoir d'acheter, posséder, développer, améliorer, défricher, coloniser, cultiver, louer, engager, hypothéquer, échanger, vendre des immeubles, terres, terrains cultivés ou non, et tous intérêts et droits sur iceux, en faire le commerce et en disposer autrement, et à cette fin, payer et placer du capital pour acheter, arpenter, défricher et améliorer, développer et préparer pour l'occupation et l'établissement, tels terrains qui peuvent être nécessaires pour les fins de ladite compagnie, et sur tels terres et terrains, faire construire, bâtir et entretenir, des routes, ponts et autres communications intérieures, maisons, manufactures et fabriques, et toutes autres constructions et travaux nécessaires ou convenables, pour l'occupation de tous tels terres et terrains, d'y opérer et faire tous travaux d'améliorations;

Avancer des argents sous forme de prêts, aux

wholesale and retail, as circumstances may require;

To act as broker and manufacturers' agent;

To carry on the wholesale and retail business of grocers, dealers in liquors, provisions and other goods;

To carry on any other business, manufacturing industry or trade, capable of directly or indirectly benefiting the company;

To manufacture boxes and other kinds of packing necessary for the company's business;

To buy, lease or otherwise acquire and exploit, cultivate, control, manage and dispose of by sale, exchange or otherwise, lands, lots of any description whatever necessary for the company's benefit;

To acquire, own, lease, give on lease, sell, exchange or hypothecate immoveable property for the purposes of said business;

To buy, accept in payment or sale, shares in other incorporated companies;

To keep warehouses and cold storages for their personal use or that of the public with power to issue warehouse receipts and collect rents, commissions and subscriptions and generally do everything incidental to such business;

To pay out of the funds of the company, all costs relative to its organization and incorporation;

To buy or acquire or undertake the whole or any part of the business, property, assets and liabilities of any persons, firms or companies carrying on business with objects in whole or in part similar to that of this company or possessed of property suitable and fit for the company's purposes, and to issue paid up shares, bonds or debentures or other securities in payment, either in whole or in part of such immoveables, business, rights, pretensions, privileges and concessions;

To construct, buy, lease or otherwise acquire, own and keep, exploit, control or manage warehouses, stores, workshops, sheds, yards, offices and commercial establishments for the wholesale and retail dealing in of all the goods and products of the company, and also hotels, boarding houses, restaurants, halls, clubs, workmen's houses, lodgings, camps and constructions of any description, conducive to the attainment of the company's objects or for lodging or accommodating its workmen or other persons;

To acquire by lease, exchange or otherwise, own and improve lots, lands, hereditaments, immoveables and interests therein, to generally carry on the business of a real estate company with power to buy, own, develop, improve, clear, colonize, cultivate, lease, pledge, hypothecate, exchange, sell immoveables, cultivated or uncultivated lands and any interests and rights therein deal therein or otherwise dispose thereof and to that end to disburse and invest funds for the buying, surveying, clearing and improving, developing and preparing for occupation and settling, such lands as may be necessary for the purposes of said company and on such lots and lands to cause the construction, erection and maintenance of roads, bridges and other means of internal communications, houses, factories and workshops and other constructions and works necessary or suitable for the occupation of any such lands and lots and execute and make all improvement works;

To advance monies by way of loans to purcha-

acheteurs ou locataires, d'aucune partie des immeubles de la compagnie, pour fins de construction ou autres améliorations, aider au moyen d'avances d'argent ou autrement à la construction et l'entretien des chemins, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'améliorations sensés à rendre plus facile d'accès les biens de la compagnie et en accroître leurs valeurs, prendre et détenir des mort-gages, hypothèques, gages, échanges pour garantir le paiement du prix d'achat de toutes propriétés ou marchandises vendues par la compagnie, et de tout argent dû à la compagnie, par les acheteurs ou les avances faites par la compagnie aux acheteurs, pour fins de construction ou autrement;

Vendre, louer, engager, céder et transporter la totalité ou aucune partie des biens, droits, franchises, clientèle, commerce ou licence de la compagnie, société ou individu exerçant un commerce semblable à celui de la compagnie, et en paiement d'iceux, accepter de l'argent, des actions obligations, débentures ou autres valeurs de toute telle compagnie;

Demander et acquérir en aucune manière des brevets d'invention, droits de patentes, procédés, marques de commerce, droits d'auteur ou tous autres privilèges, ou protections de même nature pour ou se rapportant à toutes substances ou articles, ou objets susceptibles de fabrication ou convenables pour l'industrie de la compagnie et les faire valoir en les manufacturant, en les travaillant, ou accorder des permis à cet égard ou autrement;

Acheter, acquérir, détenir et posséder le capital-actions, les obligations et autres valeurs de tout autre compagnie, corporation ou personne, exerçant ou engagées dans tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, ou disposer autrement de telles actions, obligations ou autres valeurs;

Faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, co-opération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne, société commerciale ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à entreprendre ou exercer, ou se joindre avec toute telle compagnie;

Placer et prêter les argents de la compagnie non immédiatement requis de telle manière qu'il pourra de temps à autre être déterminé;

Faire des donations et souscriptions pour tous objets tendant à promouvoir l'intérêt de la compagnie, et créer et contribuer au fonds de pension ou autres fonds et systèmes employés par la compagnie, ou les épouses, veuves, enfants, ou les dépendants de toutes telles personnes, et souscrire ou garantir des fonds pour toutes fins charitables ou publiques;

Faire tous tels autres actes et choses propres à atteindre les objets susdits ou aucun d'eux, et exercer toute industrie pour la fabrication ou autrement alliée aux fins et objets énoncés, et qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être exercés convenablement par elle ou censée, directement ou indirectement, augmenter la valeur d'aucun des biens et droits de la compagnie ou les rendre profitables; et à cette fin importer et exporter, conserves, marinades, fruits de toutes sortes, liqueurs, beurre, fromage, lait, crème, bacon, gelées de table et tous autres produits manufacturés ou non, viande, effets et marchandises dépendant de ce commerce;

Chacune des clauses précédentes doit être interprétée indépendamment l'une de l'autre, comme formant un tout complet par elle-même, concernant toutes les choses, droits, pouvoirs, privilèges et obligations y énoncés, sous le nom de

sers or lessees of any part of the company's immoveables for purposes of building or other improvement, to aid by way of advances of money or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, waterworks, sewers and other works of improvement calculated to give better access to the company's property and enhance its value, to take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property or goods sold by the company and of any money due to the company by purchasers or advances made by the company to purchasers for building purposes or otherwise;

To sell, lease, pledge, convey and transfer the whole or any part of the property, rights, franchises, goodwill, business or license of the company, firm or individual carrying on a business similar to that of the company, and in payment thereof to accept cash, shares, bonds, debentures or other securities of any such company;

To apply for and acquire in any way, patents and patent rights, processes, trade marks, copyrights or other privileges or like protections as to any substances, articles or objects capable of manufacture or suitable for the business of the company and to turn same to account by manufacturing, working same or granting licenses in respect thereof;

To buy, acquire, hold and own the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation or person, carrying on or engaged in any business which this company is authorized to carry on or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities;

To enter into any arrangements for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying on or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to undertake or carry on or to amalgamate with any such company;

To invest and loan the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To make donations and subscribe for all objects conducive to the promotion of the company's interests and to create and contribute to the pension or other funds and systems of the employees of the company or the wives, widows, children or dependents of any such persons and to subscribe or guarantee funds for charitable or public purposes;

To do all such other acts and things suitable for the attainment of the above objects or any of them, and to carry on any business, manufacturing or otherwise, germane to the above enumerated objects and purposes and which may appear to the company capable of being conveniently carried on by it or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable the company's property or rights; and to that end to import and export, preserves, pickles, fruits of all kinds, liquors, butter, cheese milk, cream, bacon, jellies and other manufactured or unmanufactured products, meat, goods and merchandise incidental to such business;

Each of the foregoing clauses shall be interpreted independently from each other as forming a complete whole by itself respecting all the things, rights, powers, privileges and obligations therein enumerated, under the name of "National

"National Pickling & Preserving Company, Limited", avec un fonds social de dix-neuf mille cinq cents piastres (\$19,500.00) divisé en cent quatre-vingt-quinze (195) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-et-unième jour d'avril 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2279—19-2 C.-J. SIMARD.

Pickling & Preserving Company, Limited", with a capital stock of nineteen thousand five hundred dollars (\$19,500.00), divided into one hundred and ninety five (195) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of April, 1917.

C.-J. SIMARD,
2280—19-2 Assistant Provincial Secretary.

"The British Canadian Life and Accident Insurance Company".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des assurances de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en vertu de l'article 6838 S. R. Q., 1909, en date du 1er mai 1917, constituant en corporation MM. F.-Hector Daignault, médecin, d'Acton Vale, Napoléon Séguin, député, de Montréal, J.-Edmond Robert, député, de Marieville, Emery Phaneuf, député, de Saint-Hughes, Pierre St-Germain, agent d'assurance, de Saint-Hyacinthe, Joseph-Stanislas Picard, agent d'assurance, de Montréal, dans les buts suivants:

Faire tous les divers contrats et opérations d'assurance et de reassurances sur la vie et contre les accidents, de quelque nature ou provenant de quelque cause que ce soit par suite desquels l'assuré souffrira des dommages matériels, des pertes pécuniaires ou du mal et sera mis dans l'impossibilité de vaquer à ses occupations ou dans le cas de mort, garantir aux représentants de la personne assurée le paiement d'une certaine somme aux conditions qui auront été convenues; faire et exécuter des polices, contrats, conventions ou engagements écrits ou imprimés, ou en partie imprimés, suivant les exigences de chaque cas, et généralement exécuter toutes matières et choses relatives à ces fins et propres à les atteindre, en tenant une comptabilité séparée pour les affaires d'assurance sur la vie, et une comptabilité séparée pour les affaires d'assurance contre les accidents, sous le nom de "The British Canadian Life Accident Insurance Company", avec un fonds social de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mai 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2281—19-2 C.-J. SIMARD.

"Bienfond, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 26 avril 1917, constituant en corporation MM. Joseph-Phœdora Lefebvre, agent, Majorie Sloane, clavigraphie, Joseph-Thibaldo Poirier, agent, Hector Deschamps, collecteur, et Zéphirin Daoust, commis, de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat ou échange, posséder, administrer, vendre et disposer de toutes sortes de propriétés immobilières et mobilières;

Acheter, prendre en échange, détenir des hypothèques, faire des prêts et placements de toutes sortes;

Acheter, prendre en paiement ou autrement, acquérir et détenir des actions, obligations, débetures de toutes autres compagnies;

"The British Canadian Life and Accident Insurance Company".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Insurance Act, in and by virtue of article 6838 Q. R. S., 1909, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 1st May, 1917, incorporating Messrs. F.-Hector Daignault, of Acton Vale, physician, Napoléon Séguin, of the city of Montreal, member of the Legislative Assembly, J.-Edmond Robert, of Marieville, member of the Legislative Assembly, Emery Phaneuf, of Saint-Hughes, member of the Legislative Assembly, Pierre St-Germain, of the city of Saint-Hyacinthe, insurance agent, and Joseph-Stanislas Picard, of the city of Montreal, insurance agent, for the following purposes:

To undertake and transact the business of life and accident insurance and re-insurance in all branches thereof, of any nature and resulting from any cause whatsoever whereby the insured may suffer material damages or pecuniary loss or harm and disability, or in the case of death, to guarantee to the representatives of the insured the payment of a certain fixed sum on such conditions as may have been agreed upon; to issue and execute policies, contracts, agreements or conventions, written or printed, according to the circumstances of such ends and generally do all things and matters relative to such ends and necessary to acquire same, by keeping separate accounts for life insurance and for accident insurance, under the name of "The British Canadian Life Accident Insurance, Company", with a capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this first day of May, 1917.

C.-J. SIMARD,
2282—19-2 Assistant Provincial Secretary.

"Bienfond, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth April, 1917, incorporating Messrs. Joseph-Phœdora Lefebvre, agent, Majorie Sloane, typist, Joseph-Thibaldo Poirier, agent, Hector Deschamps, collector, and Zéphirin Daoust, clerk, of Montréal, for the following purposes:

To acquire by purchase or exchange, own, manage, sell and dispose of all kinds of immovable and moveable property;

To buy, take in exchange, hold hypothecs, make loans and investments of every kind;

To buy, take in payment or otherwise, acquire and hold shares, bonds, debentures of any other companies;

Emettre des actions acquittées, obligations ou débetures ou autres valeurs pour le paiement d'achat de biens meubles ou immeubles, services rendus pour formation, promotion ou autres services, droits, commerce, entreprise, pouvoir, privilège, que cette compagnie pourra acquérir, et en paiement pour des actions, obligations, débetures, ou autre valeur, de toute autre compagnie;

Vendre ou céder l'actif de la compagnie ou aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Distribuer en espèces ou en matière par dividende ou autrement, aucun des biens de la compagnie parmi les membres, et particulièrement des actions acquittées ou débetures de toutes autres compagnies;

En général, acheter, vendre et détenir des immeubles et faire toutes choses nécessaires à son commerce qu'il sera jugé convenable;

Aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité ou restreint par déduction ou induction d'aucun autre paragraphe;

De faire toute chose à l'accomplissement de l'objet et le but de la compagnie, sous le nom de "Bienfond, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'avril 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2283—19-2 C.-J. SIMARD,

"Hôpital St-Roch, Incorporé".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26 avril 1917, constituant en corporation M.M. Louis-Philippe Dorval, médecin, de Montréal, Aquilas Cheval, médecin, du village de Saint-Hilaire, Philippe Adam, médecin, de la cité de Québec, Albert-D. Denis, courtier, et Maxime Séguie, comptable, de Montréal, dans les buts suivants;

Fonder et maintenir des dispensaires pour recevoir et prendre soin des personnes atteintes de maladies vénériennes, ou de toutes autres maladies, à l'exception des maladies contagieuses, qui relèvent du bureau d'hygiène provincial, ou du bureau d'hygiène de la cité de Montréal, pourvu que tels dispensaires soient sous le contrôle immédiat et la direction de médecins licenciés et dûment autorisés à pratiquer la médecine dans la province de Québec;

Fonder et maintenir des dispensaires pour y pratiquer l'art dentaire, pourvu que tels dispensaires soient sous le contrôle immédiat et la direction de dentistes licenciés et dûment autorisés à pratiquer l'art dentaire dans la province de Québec;

Nommer un bureau de médecins qui fera le service médical ou chirurgical dans tels dispensaires dénommés en premier lieu; et qui, à cet effet sera autorisé à faire des règlements dans l'intérêt des personnes qui seront sous traitement dans ces dispensaires, lesquels règlements devront être soumis à l'approbation des directeurs de cette compagnie;

Nommer un bureau de dentistes licenciés qui fera le service de dentisterie dans tels dispensaires dénommés en deuxième lieu; et qui sera autorisé, comme il est dit plus haut, à faire des

To issue paid up shares, bonds or debentures or other securities in payment of the purchase price of moveable and immoveable property, services rendered for the formation, promotion or other services, rights, business, undertaking, power, privilege, which this company may acquire and in payment of shares, bonds, debentures or other securities of any other company;

To sell or convey the assets of the company, or any part thereof, for such consideration as the company shall deem fit and in particular for shares, debentures or other securities of any other company;

To distribute in specie or kind, by dividend or otherwise, any of the assets of the company among the members thereof and especially paid up shares and debentures of any other companies;

Generally, to buy, sell and hold real estate and do all things necessary for its business which shall be deemed proper;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

To do all things conducive to the attainment of the company's objects and purposes, under the name of "Bienfond, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of April, 1917.

C.-J. SIMARD,
2284—19-2 Assistant Provincial Secretary.

"Hôpital St-Roch, Incorporé".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of April, 1917, incorporating Messrs. Louis-Philippe Dorval, physician, of Montreal, Aquilas Cheval, physician, of the village of Saint Hilaire, Philippe Adam, physician, of the city of Quebec, Albert-D. Denis, broker, and Maxime Segue, accountant of Montréal, for the following purposes:

To establish and maintain dispensaries for receiving and taking care of persons afflicted with venereal or any other diseases, except contagious diseases, which pertain to the Provincial Board of Health or the Board of Health of the city of Montreal, provided that such dispensaries be under the immediate control and direction of licensed physicians and duly authorized to practice medicine in the province of Quebec;

To establish and maintain dispensaries for there to practice dentistry, provided that such dispensaries be under the immediate control and direction of licensed dentists and duly authorized to practice dentistry in the province of Quebec;

To appoint a board of physicians who will do medical or surgical work in the said aforementioned dispensaries; and who, to this effect, will be authorized to make by-laws in the interest of the persons who will be under treatment in such dispensaries, which by-laws must be submitted for the approval of the directors of the said company;

To appoint a board of licensed dentists who will carry on dentistry work in the said dispensaries secondly mentioned; and who will be authorized as aforesaid to make by-laws in the

réglemens dans l'intérêt des personnes sous traitement, à tels dispensaires, lesquels réglemens devront toujours être soumis à l'approbation des directeurs de cette compagnie;

Admettre dans ces dispensaires les personnes malades, et en prendre soin, ayant égard aux restrictions et charges qui pourraient être déterminées ou prescrites par les directeurs de la compagnie;

Former des infirmiers, accorder et délivrer à ces personnes des diplômes ou certificats de capacité;

Fonder, acheter, louer, maintenir et exploiter des musées d'anatomie dans la cité de Montréal et ailleurs;

Acquérir, recevoir et posséder par tout titre légal, achat, location ou autrement, des propriétés mobilières et immobilières, en retirer les revenus, les louer, vendre, échanger, céder, aliéner, ou autrement en disposer à quelque titre légal que ce soit, emprunter, contracter des obligations financières et hypothéquer les biens immeubles à la garantie des dits emprunts, afin d'atteindre le but proposé;

Acquérir la clientèle, la propriété, les biens et droits, de toutes personnes, maisons ou compagnies, poursuivant le même but que la présente compagnie; se charger de leurs obligations, et payer en deniers comptants, actions, valeurs de la dite compagnie ou autrement;

Payer les biens, droits, ou choses requises et utiles pour la compagnie, et pour services à elle rendus, par obligations, actions acquittées ou autres valeurs de la dite compagnie, et par l'émission d'actions acquittées et non sujettes à appel de son capital actions;

Se consolider avec toute autre compagnie, dont le but et les objets sont semblables, ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Les objets, pouvoirs et fins ci-dessus de la compagnie, seront censés être généraux, et non dépendant l'un de l'autre, et la compagnie pourra poursuivre et exercer plusieurs ou aucun de ces objets, pouvoirs ou fins sans considération pour les autres, et aucune clause ne sera limitée dans sa généralité, ni autrement interprétée par rapport à aucune autre clause, de tels objets, pouvoirs et fins, et en cas de doute, chaque clause devra être interprétée comme étendant et non comme restreignant les pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Hôpital St-Roch, Incorporé", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'avril 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2285—19-2 C.-J. SIMARD.

"Le Club Canada, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26 avril 1917, constituant en corporation M.M. Joseph-Herménégilde Racicot, bijoutier; Alexis Bouthillier, médecin; Alfred alias Fred Camaraire, caissier; Clovis Rousseau, agent et J.-Aimé Lussier, notaire, de Saint-Jean, P. Q., dans les buts suivants:

Réunion des membres pour le repos et le délassement du corps ainsi que pour le repos et l'instruction de l'esprit, dans un but sportif, social et littéraire; acheter, acquérir, tenir, posséder et avoir en jouissance, échanger, prendre et recevoir tous terres, tenements, héritages,

interest of the persons under treatment in such dispensaries, which by-laws must always be submitted for the approval of the directors of the said company;

To admit sick persons in the said dispensaries, and take care of them, having regard to the restrictions and charges that may be determined or prescribed by the directors of the company;

To train nurses, grant and give to such persons diplomas and certificates of capacity;

To establish, purchase, lease, maintain and operate anatomy museums in the city of Montreal and elsewhere;

To acquire, receive and hold by any legal title, purchase, lease or otherwise, moveable and immovable property, derive the revenue from, lease, sell, exchange, convey, alienate or otherwise dispose of same under any legal title whatsoever, borrow, contract financial obligations and mortgage the immovable property for the security of the said loans, so as to attain the proposed purpose;

To acquire the goodwill, goods, property and rights of any persons, firms or companies having a similar purpose to that of this company and take over their obligations, and pay for same in cash, shares, securities of the said company or otherwise;

To pay for the property, rights or things required by and useful to the company, and for services rendered to it, with bonds, paid up shares or other securities of the said company, and by the issue of paid up and non assessable shares of its capital stock;

To amalgamate with any other company whose purpose and objects are similar or in part similar to those of this company;

The hereabove objects, powers and purposes of the company shall be deemed to be general and not dependant the one upon the other, and the company may follow and exercise several or any of such objects, powers or purposes without consideration for the others, and no clause shall be limited in its generality or otherwise interpreted with regard to any other clause, objects, powers and purposes, and in case of doubt, each clause shall be interpreted as extending and not limiting the powers of the company, under the name of "Hôpital St. Roch, Incorporé", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of April, 1917.

C.-J. SIMARD,
2286—19-2 Assistant Provincial Secretary.

"Le Club Canada, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth April, 1917, incorporating Joseph Herménégilde Racicot, jeweler; Alexis Bouthillier, physician; Alfred alias Fred Camaraire, cashier; Clovis Rousseau, agent and J.-Aimé Lussier, notary, of Saint John's, P. Q., for the following purposes:

The meeting of the members thereof for the repose and relaxation of the body as well as for the repose and education of the mind, in a sporting, social and literary purpose; to buy, acquire, hold, own and enjoy, exchange, take and receive all lands, tenements, hereditaments, moveables

meubles, immeubles; aliéner, vendre ou hypothéquer les biens de la corporation dans les limites de son capital; faire, amender, abroger, changer à sa guise une constitution, et des règles et règlements pour la gouverne, le maintien et l'administration de ladite corporation, sous le nom "Le Club Canada, Limitée", avec un fonds social de mille piastres (\$1,000.00), divisé en cent (100) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Saint-Jean.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'avril 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2287—19-2 C.-J. SIMARD.

"La Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des assurances de Québec, tel que modifiée par la loi 7 Geo. V, c. 47, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'avril 1917, constituant en corporation Mme Marie Légaré, épouse séparée de biens par sentence judiciaire, de Hubert Moisan, Hubert Moisan, jr, entrepreneur de pompes funèbres; J.-B.-U. Moisan, peintre; Raoul Moisan, agent; et Théofred Moisan, comptable, de Québec, dans les buts suivants:

Faire tous les divers contrats et opérations de l'assurance et réassurance funéraire; faire et exécuter des polices, contrats, conventions ou engagements écrits ou imprimés ou en partie imprimés, suivant les exigences de chaque cas, conformément aux exigences de la loi, et généralement exécuter toutes matières et choses relatives à ces fins et propres à les atteindre et spécialement faire affaire comme entrepreneur généraux de pompes funèbres et comme manufacturiers en rapport avec l'entreprise de pompes funèbres;

Acquérir le fonds de commerce et la clientèle actuellement exploitée par Hubert Moisan, jr, entrepreneur de pompes funèbres, de la cité de Québec, ainsi que tous les biens, meubles et immeubles dudit Hubert Moisan, jr; en effectuer le paiement par des actions acquittées de ladite compagnie devant être incorporée;

Acquérir la clientèle et l'actif de l'Association funéraire de Québec, de Québec, en effectuer le paiement par des actions acquittées de ladite compagnie devant être incorporée, et en assumer les responsabilités;

Acquérir toute autre propriété nécessaire à l'entreprise de pompes funèbres et en effectuer le paiement en argent ou en parts acquittées de ladite compagnie sous le nom de La Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec, avec un fonds social de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisé en quinze cents (1,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'avril 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2299—19-2 C.-J. SIMARD.

"La Société de Placements de Montréal, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26 avril 1917, constituant en corporation MM. Arthur Mignault médecin, de Montréal; François-Xavier Cloutier,

and immoveables; to alienate, sell or hypothecate assets of the corporation within the limits of its capital; to make, amend, revoke, change at will, a constitution, rules and by-laws for the guidance, maintenance and management of said company, under the name of "Le Club Canada, Limitée", with a capital stock of one thousand dollars (\$1,000.00), divided into one hundred (100) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Saint John's.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of April.

C.-J. SIMARD,
2288—19-2 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Insurance Act, as amended by the Act 7 Geo. V, ch. 47, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of April, 1917, incorporating Marie Légaré, wife separated as to property by judicial sentence of Hubert Moisan, Hubert Moisan, jr., undertaker; J.-B.-U. Moisan, painter; Raoul Moisan, agent; and Théofred Moisan, accountant, of Quebec, for the following purposes:

To issue funeral insurance and re-insurance contracts, and to transact the business of funeral insurance and re-insurance; to issue and carry out policies, contracts or agreements written or printed, in whole or in part, according to the exigencies of each particular case, and pursuant to law, and generally to execute all acts and things incidental to its purposes and conducive to the attainment of same; and specially to carry on a general undertaking business and the manufacture of funeral undertaker's supplies;

To acquire the stock in trade and good will of the business carried on by the said Hubert Moisan, jr., undertaker, of the city of Quebec, together with the moveable and immoveable property belonging to said Hubert Moisan, jr.; to pay for same in paid-up-shares of said company now seeking incorporation;

To acquire the good-will and stock of "L'Association funéraire de Québec", of Quebec, to pay for same in paid-up-shares of the said company, now seeking incorporation, and to assume its liabilities;

To acquire all other properties necessary for the funeral undertaking business and to pay for same in cash or in paid-up-shares of the said company under the name of "La Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec", with a capital stock of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into one thousand five hundred (1,500) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of April, 1915.

C.-J. SIMARD,
2300—19-2 Assistant Provincial Secretary.

"La Société de Placements de Montréal, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth April, 1917, incorporating Arthur Mignault, physician, of Montreal; François-Xavier Cloutier, annuitant,

rentier, de Saint-Sauveur; Félix-Philias Vanier, médecin, de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne; Joseph-Gustave Mousseau, comptable, de Montréal, et Philémon Cousineau, avocat et conseil du Roi, de la ville de Saint-Laurent, dans les buts suivants;

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des biens-fonds;

Construire des résidences et autres bâtiments sur les biens-fonds ou partie d'iceux;

Vendre, louer, transférer, échanger, aliéner, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de ces biens-fonds et développer, améliorer et diviser aucune telle propriété en lots à bâtir, en rues, en ruelles, carrés ou autrement;

Prendre et détenir des mortgages, des hypothèques, biens et charges en garantie du paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie, ou aucune somme de deniers que les acheteurs lui devront;

Acheter, acquérir, détenir, transférer, vendre et aliéner les parts, le capital, les débentures ou valeurs d'aucune autre corporation aux objets totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant un commerce susceptible d'être exercé au bénéfice direct ou indirect de la présente corporation;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens-fonds ou autres propriétés que possède la compagnie pour les considérations, stipulations et conditions que la corporation croira avantageuses, et accepter en paiement total ou partiel du numéraire, des actions, des débentures, du capital ou des valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation;

Se joindre avec toute autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie; acquérir et posséder aucun commerce, aucune franchise, entreprise, propriété, aucun droits, privilèges, baux, contrats, biens-fonds, capitaux, actif et aucuns autres droits que la compagnie pourra légalement acquérir sous l'autorité des présentes;

Distribuer aux actionnaires de la corporation en nature aucune actions, débentures, valeurs ou propriétés qui appartiennent à la compagnie;

Employer l'excédant de ses deniers au rachat de ses propres actions, obligations ou autres valeurs;

Placer des capitaux sur la propriété foncière pour l'avantage d'aucune personne ou corporation, assumer la surveillance et l'administration des placements ainsi faits ainsi que des placements semblables, et en garantir la valeur;

Acquérir et posséder des édifices à bureaux, des maisons de rapport ainsi qu'aucune autre catégorie de bâtisses, les vendre ou les louer en tout ou en partie, en être les agents ou administrateurs;

Etre une agence ou une association représentant d'autres personnes qui confient à la compagnie des deniers à prêter ou à placer;

Garantir aucun placement que fera la compagnie comme agent ou autrement;

Exercer le commerce d'agents d'immeubles généralement; acheter, vendre et administrer des propriétés et des successions, aussi louer les propriétés et en percevoir les revenus, le tout à commission ou par une autre manière de rémunération; et généralement faire toutes telles choses qui tendent à l'accomplissement des objets de la corporation, sous le nom de "La Société de Placements de Montréal, Limitée", avec un fonds social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf mille neuf cents (9900) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

of Saint Sauveur; Felix-Philias Vanier, physician, of the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne; Joseph-Gustave Mousseau, accountant, of Montreal; and Philémon Cousineau, barrister and King's Counsel, of the town of Saint Laurent, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own real estate;

To construct dwelling houses and other buildings on such real estate or any part thereof;

To sell, lease, transfer, exchange, alienate or otherwise dispose of the whole or any part of such real estate and to develop, improve and lay out any such property into building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To take and hold hypothecs, mortgages, liens and charges to secure the purchase price of any property sold by the company or any sum of money due to the company by purchasers;

To buy, acquire, hold, transfer, sell and alienate the shares, capital stock, debentures or securities of any other corporation whose objects are altogether or partly similar to those of the present company or carrying on any business calculated to directly or indirectly benefit the present company;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the real estate or other property held by the company for such considerations and upon such terms and conditions as the company may think fit and to accept in full or part payment therefor cash, shares, debentures, stock or securities of any other company whose objects are wholly or partly similar to those of the present company;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of the present company; to acquire and own any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets and other rights which the company may legally acquire in virtue hereof;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any shares, debentures, securities or property owned by the company;

To apply its surplus funds to redeem its own shares, debentures or other securities;

To invest moneys in real estate for the benefit of any person or company, undertake the supervising and management of the investments thus made and similar investment and to guarantee their value;

To acquire and own office buildings, apartment houses and all other kinds of buildings, sell and lease same, in whole or in part, and act as agents and managers thereof;

To act as an agency or association, representing other persons entrusting moneys to the company for loan or investment purposes;

To guarantee any investment made by the company as agent or otherwise;

To carry on the business of real estate agents generally; to buy, sell and manage property and estates, also lease such property and collect the revenues therefrom, the whole on commission or in any other remunerative way; and generally do all such things as may be conducive to the attainment of the objects of the company, under the name of "Société de Placements de Montréal, Limitée", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine thousand nine hundred (9,900) shares of ten dollars (\$10.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'avril 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2301—19-2 C.-J. SIMARD.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of April, 1917.

C.-J. SIMARD,
2302—19-2 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Bernier, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinquième jour de mai 1917, constituant en corporation M.M. Wilbrod Bernier, négociant, de Québec; S. Bernier, rentier, de Montréal; J.-W. Bernier, commis, de Québec; Emile Bernier, peintre, de Montréal; et Marie Dufays, gouvernante, de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de marchands de nouveautés, de merceries, d'articles de bijouterie, de nouveautés et de fantaisies de toutes sortes, et faire toutes autres affaires qui peuvent être exercées en rapport avec tel commerce; acquérir, par achat ou autrement, de toute personne société, ou compagnie, tout commerce en opération ou fonds de commerce en semblable matière, et payer, pour telle acquisition, soit totalement ou partiellement, en argent ou en actions acquittées de la présente compagnie;

Vendre et aliéner en tout ou en partie les biens de la compagnie, mobiliers ou immobiliers pour telle considération jugée convenable et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Emettre, répartir et délivrer comme acquittées et non appelables ou autrement des actions, débetures ou autres valeurs de la présente compagnie, en paiement de toute propriété immobilière ou mobilière, ou, avec l'approbation des actionnaires, comme rémunération pour services rendus à la compagnie en plaçant le stock ou les débetures de la compagnie ou pour toute autre considération que les directeurs jugeront dans l'intérêt de la compagnie; faire, exécuter et accomplir tous autres actes et choses qui pourront être jugées nécessaires et avantageux pour l'exploitation du dit commerce, sous le nom de "La Compagnie Bernier, Limitée", avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00) divisé en cinq cents (500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mai 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2309—19-2 C.-J. SIMARD.

"La Compagnie Bernier, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1917, incorporating Wilbrod Bernier, merchant, of Quebec; S. Bernier, annuitant, of Montreal; J.-W. Bernier, clerk, of Quebec; Emile Bernier, painter, of Montreal; and Marie Dufays, governess, of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in dry-goods, haberdashery, jewelry, novelties and fancy articles of every kind and any other business capable of being carried on in connection with such business; to acquire by purchase or otherwise, from any person, firm or company any business, as a going concern, or stock in trade in similar lines and to pay for such acquisition, either in whole or in part, in cash or in paid up shares of the present company;

To sell and alienate, in whole or in part, the company's property, moveable or immovable, for such consideration as may be deemed fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company or corporation;

To issue, allot and hand over as fully paid up and non-assessable or otherwise, shares, debentures or other securities of the present company, in payment of any property, immovable or moveable, or with the approval of shareholders, as remuneration for services rendered to the company in placing the stock or debentures of the company or for any other consideration which the directors may think to be of benefit to the company; to make, execute and accomplish all other acts and things which may be deemed necessary or advantageous for the carrying on of the above business, under the name of "La Compagnie Bernier, Limitée", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of May, 1917.

C.-J. SIMARD,
2310—19-2 Assistant Provincial Secretary.

"Colonial Security Company, Limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 1er mai 1917, constituant en corporation MM. Solon Eliasoph, John MacNaughton, Maurice Tétreau, avocats, Joseph-Alphonse Bibaud, notaire, et Michael-Léon Brown, courtier, de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre, échanger ou autrement négocier toutes espèces d'obligations, de débetures, propriétés, biens-fonds, mortgages, hypothèques et valeurs;

Prendre, détenir, consentir et renouveler des mortgages, hypothèques, liens et charges en garantie du paiement du prix d'achat ou de vente d'aucune propriété que la compagnie vendra ou achètera ou d'aucune somme d'ar-

"Colonial Security Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the first of May, 1917, incorporating Messrs. Solon Eliasoph, John MacNaughton, Maurice Tétreau, advocates, Joseph-Alphonse Bibaud, notary, and Michael-Léon Brown, broker, of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, exchange or otherwise deal in all kinds of bonds, debentures, property, lands, mortgages, hypothecs and securities;

To take, hold, give and renew mortgages, hypothecs, liens and charges, to secure payment of the purchase or sale price of any property sold to or bought by the company or any money due or advanced to or by the company

gent qui lui sera due ou qu'elle aura prêtée aux acquéreurs ou vendeurs de ses propriétés ou dépendances;

Émettre et distribuer des actions, obligations ou débetures de la compagnie, pleinement acquittées, en paiement intégral ou partiel des propriétés, mortgage, hypothèque, commerce, droit, privilège, bail, licence, contrat que la corporation jugera à propos d'acquérir;

Vendre, échanger, ou autrement disposer des actions de la compagnie en compensation de ce que la corporation croira avantageux, et spécialement des immeubles, des hypothèques, débetures ou obligations;

Prélever des deniers au moyen d'emprunts, d'endossements, souscriptions de parts ou d'autres valeurs, suivant les stipulations et conditions que la compagnie croira convenables;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des reçus, billets promissaires, lettres de change, connaissements et d'autres instruments négociables;

Prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune personne, société ou compagnie avec laquelle la présente corporation aura des relations d'affaires;

Prendre, en garantie d'aucune dette due à la compagnie, des mortgages et des hypothèques sur la propriété de ses débiteurs, ou un nantissement sur leurs biens meubles, et réciproquement, les donner en garantie aux créanciers de la corporation pour aucunes obligations contractées ou assumées, ou pour argent que la compagnie aura emprunté;

Faire société ou conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, ou la coopération avec aucune personne, société, et promouvoir, aider à promouvoir, former ou organiser des compagnies, des syndicats, ou d'autres sociétés de toutes sortes, aux fins d'acquérir et de prendre charge d'aucune propriété de la présente corporation, accomplir ses objets, ou pour aucune autre fin que la compagnie jugera bon de poursuivre;

Payer toutes les dépenses se rattachant à l'organisation de la présente corporation, les services rendus ou à être rendus aux promoteurs et autres, en numéraire ou en actions libérées de la compagnie, ou des deux manières, suivant décision des directeurs;

Faire toutes les choses se rattachant ou tendant à la réalisation des objets précités, comme principaux, agents, entrepreneurs ou procureurs, soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Exercer aucun autre genre d'affaires que les directeurs de la compagnie jugeront avantageux d'exercer, sous le nom de "Colonial Security Company, Limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille cinq cents piastres (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mai 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2315—19-2 C.-J. SIMARD.

to purchasers or vendors of properties or improvements;

To issue and allot fully paid shares, bonds or debentures of the company in payment or part payment for any property, mortgage, hypothec, business, rights, privilege, lease, license, contract, which this company may deem advisable to acquire;

To sell, exchange, or otherwise dispose of the shares of the company for such consideration as the company may see fit, in particular for real estate, mortgages, bonds or securities;

To raise money by way of loans, endorsement, shares or other securities upon such terms and conditions as the company may think fit;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue receipt, promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable instruments;

To lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or company, with which the company may have business relations;

To take as securities for any debt to the company, mortgages and hypothecs upon the property of the debtors of the company and to the movable property of the debtors of the company in pledge, and reciprocally, to give the same security to creditors of the company for any debts contracted or assumed or money borrowed by the company;

To enter into partnership or other arrangement for sharing profits, union of interests, or co-operation with any person or firm, and to promote, aid in promoting, form or organize companies, syndicates, or other partnerships of all kinds, for the purposes of acquiring and undertaking any property of this company or of advancing the objects thereof or for any other purpose which may be expedient to this company to enter into;

To pay all expenses in connection with the formation of the company and for services rendered or to be rendered by the promoters and others either in cash or in the paid up shares of the company or both as the directors may determine;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, as principals, agents, contractors or attorneys, either alone or in conjunction with others;

To carry on any other business which the directors of the company may think fit to carry on, under the name of "Colonial Security Company, Limited", with a capital stock of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated form the office of the Provincial Secretary, this first day of May, 1917.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"The Windsor Athletic Club, Incorporated".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5 mai 1917, constituant en corporation M.M. George-W. Rendall, promoteur; Lorenzo Prince, journaliste; James Cloutier, gérant; J.-R. Hurteau,

"The Windsor Athletic Club, Incorporated".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth May, 1917, incorporating George-W. Kendall, promotor; Lorenzo Prince, journalist; James Cloutier, manager, J.-R. Hurteau, collector,

collecteur; et Louis Faguet, comptable, de Montréal, dans les buts suivants:

Développer le goût pour l'athlétisme et la culture physique, et le sport, et procurer par tous les moyens raisonnables de saines distractions dans la province de Québec et ailleurs, et à cette fin, donner des exhibitions athlétiques et tenir des tournois et concours dans toutes les branches de sport et de jeux athlétiques et en rapport avec ces exhibitions, tournois et concours athlétiques, donner des spectacles divers pour les amusements du public;

Avec pouvoir d'acheter, d'acquérir, posséder, aliéner et transporter, pour les fins ci-dessus, tous les biens meubles et immeubles nécessaires à la poursuite de l'entreprise; l'achalandage des tournois athlétiques organisés et exploités par "The Windsor Bowling Club Enregistré", ainsi que le matériel du dit "The Windsor Bowling Club Enregistré", comprenant l'installation de 16 allées de quilles, buffet, bureau et tous les meubles meublant qui sont présentement au No civique 476, de la rue Sainte-Catherine Ouest, cité de Montréal; de payer tous dividendes, service, dette, salaire, achalandage avec des actions du "The Windsor Athletic Club Incorporated", acheter, louer, acquérir, posséder, administrer, réparer et entretenir tous terrains et bâtiments dont la compagnie aura besoin pour les fins ci-dessus;

Requérir des actionnaires toutes les sommes qu'ils ont souscrites aux époques, aux lieux et aux termes de paiement ou de versement fixés par les directeurs du "The Windsor Athletic Club Incorporated", et exploiter une licence pour la vente des liqueurs enivrantes dans la compagnie sujet cependant aux dispositions de la loi des licences de la province de Québec; faire des règles et règlements concernant la régie interne des affaires de la compagnie et les amender;

Révoquer et changer en tout temps, et faire toute choses qui permettront d'atteindre les objets ci-dessus ou aucun d'eux ou qui pourront en découler, sous le nom de "The Windsor Athletic Club, Incorporated", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mai 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2317—19-2 C.-J. SIMARD.

"Delisle Lumber Company".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30 avril, 1917, constituant en corporation MM. J.-Odonat Delisle, manufacturier, Fred. Demers, constructeur, J.-H.-Albert Bohémier, notaire, J.-Hervé Delisle, comptable, Dame J.-Odonat Delisle, de Montréal, dans les buts suivants;

Manufacturer, acheter, vendre, trafiquer et faire le commerce de bois, portes et chassis, et de tous autres produits en bois, manufacturés ou non manufacturés, fer, acier, brique, ciment, granit, pierre; charbon, grain, foin, moulée, fleur;

Conduire et faire les affaires de commerçants et entrepreneurs pour les fins de construction, érections, changements, réparations ou faire tout autre travail en rapport avec aucune des classes de bâtisses et améliorations de toute

and Louis Faguet, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To develop a liking for athletics, physical culture and sport and to procure by all reasonable means healthy recreations, in the province of Quebec and elsewhere, and to that end to give athletic exhibitions, hold matches and competitions in all branches of sports and athletic games and in connection therewith to give various shows for public amusement;

With power to buy, acquire, hold, alienate and transfer, for the aforesaid purposes all the moveable and immoveable property necessary for the carrying on of the above undertaking; the goodwill of organized athletic matches and operated by "The Windsor Bowling Club, Registered", together with the complete equipment of said "The Windsor Athletic Club, Registered", including the installation of 16 bowling alleys, buffet, office and all household furniture now installed at civic number 476, Sainte-Catherine street, West, city of Montreal; to pay all dividends, services, debts, salary, goodwill with paid up shares of "The Windsor Athletic Club, Incorporated", to buy, lease, acquire, own, manage, repair and maintain all lands and buildings which the company may be in need of for the above purposes;

To call upon the shareholders to pay all sums of moneys subscribed by them, at such periods, places and terms of payment or instalments as may be fixed by the Directors of "The Windsor Athletic Club, Incorporated" and to operate a license for the sale of intoxicating liquors in the company's premises, subject however to the provisions of the Quebec License Law; to make rules and by-laws respecting the internal management of the business of the company and amend same;

To repeal and change at any time and do all such things as may be conducive or incidental to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "The Windsor Athletic Club, Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of May, 1917.

C.-J. SIMARD,
2318—19-2 Assistant Provincial Secretary.

"Delisle Lumber Company".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1917, incorporating M.M. J.-Odonat Delisle, manufacturer, Fred. Demers, builder, J.-H. Albert Bohémier, notary, J.-Hervé Delisle, accountant, Dame J.-Odonat Delisle, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, trade and deal in lumber, doors and windows and any other wood products, manufactured or otherwise, iron, steel, brick, cement, granite, stone; coal, grain, hay, meal, flour;

To carry on the business of traders and contractors for the purpose of constructing, erecting, altering, repairing or doing any kind of work in connection with any class of buildings and improvements of every kind and

sorte et description, y compris la situation, disposition des chemins, murs et en général de toutes classes de bâtisses, érections et travaux ou parties intégrales d'iceux et en général faire et exécuter aucun et tous travaux comme constructeurs et entrepreneurs;

Acheter, tenir, posséder, maintenir, travailler, développer, vendre, transporter, louer, hypothéquer, échanger, améliorer des immeubles, en faire le commerce et en disposer autrement; propriété immobilière ou aucun autre intérêt ou droits en iceux;

Prêter de l'argent sur obligations, garanties par hypothèques et propriétés immobilières et faire les avances de temps en temps sur obligations, garanties par hypothèques pour avances futures sur immeubles; de plus acquérir tous meubles et immeubles, droits ou privilèges propres ou convenables pour aucune des fins de ces affaires, et acheter, acquérir, ériger, construire, faire des améliorations sur bâtisses ou ateliers mécaniques ou travaux en autant qu'ils peuvent être en rapport ou utiles pour la conduite des affaires telles que ci-dessus spécifiées;

Acquérir et faire toutes ou aucune partie des affaires ou propriété de toute compagnie engagée dans des affaires semblables à celles que cette compagnie est autorisée à conduire;

Administrer les terrains, bâtisses et autres propriétés appartenant à la compagnie et percevoir les rentes et revenus;

Acquérir et prendre toutes affaires ou entreprises faites sur ou en rapport avec tous terrains ou bâtisses que la compagnie peut désirer d'acquérir comme susdit ou intérêts en icelles, et tous ou aucun des biens et obligations de telles affaires ou entreprises, en faire le commerce ou en disposer, les enlever ou y mettre fin;

Aider financièrement ou autrement les constructeurs, locataires et autres qui peuvent être disposés à construire sur ou améliorer tout terrain ou bâtisses dans lesquels la compagnie est intéressée;

Acheter, vendre, faire le commerce, louer, posséder ou améliorer les immeubles;

Acquérir par achat, bail, loyer ou autrement des terrains, terres et héritages ou tout autre intérêts en iceux, et les améliorer, et en général posséder, conduire, faire le commerce et améliorer la propriété de la compagnie et vendre, louer, hypothéquer, engager ou disposer autrement des terrains, terres et héritages ou autre propriété de la compagnie;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement d'aucune des fins ou l'acquisition d'aucun des objets ou l'avancement d'aucun des pouvoirs ci-dessus mentionnés;

Faire et construire toutes affaires, entreprises, transactions ou opérations ordinairement faites, ou entreprises par des capitalistes, promoteurs, financiers, entrepreneurs, marchands, personnes et agents à commission, et dans le cours des affaires de la compagnie, tirer, accepter, endosser, acquérir et vendre tous ou aucun des instruments et garanties négociables ou transférables, y compris les débetures, obligations, billets et lettres de change;

Acheter ou posséder autrement et faire le commerce de stock, obligations, hypothèques, débetures, garanties et engagements de toute nature;

Faire aucun et tous les actes et choses propres à augmenter la valeur de la propriété possédée par la corporation;

Emprunter pour l'usage de ses affaires incorporées toutes sommes d'argent requises par

description, including the situation, laying out of the roads, walls and generally all classes of buildings, structures and works or integral parts of same and generally carry out and execute any and all works as builders and contractors;

To purchase, hold, own, maintain, work, develop, sell, transfer, lease, mortgage, exchange immoveables or any interest or rights therein; deal in and otherwise dispose of same;

To loan money on debentures, secured by mortgages and immoveable property and make advances from time to time on debentures, secured by mortgages, for future advances on immoveables; moreover to acquire any moveables and immoveables, rights or privileges suitable or proper for any of the purposes of the said business, and purchase, acquire, erect, construct, make improvements on buildings or mechanical workshops or works in so far as they may be in connection or useful for the carrying on of the business as hereinabove specified;

To acquire and carry on all or any part of the business or property of any company engaged in any business similar to that which this company is authorized to carry on;

To manage the lands, buildings and other property belonging to the company and collect the rents and revenues;

To acquire and take over any business or undertaking made on or in connection with any lands or buildings that the company may wish to acquire as aforesaid, or interest in same, and all or any of the property and obligations of such business or undertaking, deal with or dispose of, remove or make an end of same;

To financially or otherwise aid the builders, tenants and others who may be disposed to construct on or improve any land or buildings in which the company is interested;

To purchase, sell, deal in, lease, hold or improve immoveables;

To acquire by purchase, lease, rental or otherwise, lands and hereditaments or any interest in same, and improve them, and generally hold, manage, deal in and improve the property of the company, and sell, lease, mortgage, pledge or otherwise dispose of the lands and hereditaments or other property of the company;

To do everything necessary, suitable or proper for the fulfilment of any of the purposes or the acquisition of any of the objects or the advancement of the powers hereinabove mentioned;

To carry on and erect any business, undertakings, transactions or operations usually carried on or undertaken by capitalists, promoters, financiers, contractors, merchants, persons and commission agents, and in the course of the business of the company, draw, accept, endorse, acquire and sell all or any negotiable or transferable instruments and securities, including debentures, bonds, notes and bills of exchange;

To purchase or otherwise hold and deal in stocks, bonds, mortgages, debentures, securities and pledges of every kind;

To do all and any such acts and things necessary to increase the value of the property held by the corporation;

To borrow for the use of its incorporate business any amounts of money required by

elle et les garantir par obligation, hypothèques, engagements ou autrement;

Emettre des obligations et débetures et les garantir par garanties ou hypothèques de ou sur toutes ou aucune partie de la propriété possédée par la corporation et vendre les dites obligations et débetures pour telles fins que le bureau des directeurs pourra déterminer;

Examiner et garantir les titres des terrains;

Acquérir toutes les propriétés et la manufacture actuelle de portes et chassis du dit J.-Odonat Delisle, y compris toutes les machineries, stock, roulant, pour le prix ou somme qui sera convenu entre le bureau de direction de la présente compagnie et le dit J.-O. Delisle, et de payer le prix convenu en argent ou en actions acquittées de la présente compagnie ou partie en argent et partie en actions acquittées de cette dite compagnie; payer pour tous biens, articles ou autres effets requis pour la compagnie en actions du stock ou autres obligations de la dite compagnie, sous le nom de "Delisle Lumber Company" avec un fonds social de vingt-mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'avril 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2339—19-2

C.-J. SIMARD.

"Impervious Fabric Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21 avril 1917, constituant en corporation MM. Elzéar Dallaire, imprimeur, Octave Courteau, contre-maître, Marie Courteau, épouse séparée de biens, de J. E. Paquet, et par lui autorisée, Flore Lacroix, épouse séparée de biens de Octave Courteau, et par lui autorisée, J. E. Paquet, industriel de Grand'Mère, dans les buts suivants:

Exercer sous toutes leurs formes le commerce et l'industrie de manufacturiers et commerçants de toutes les catégories d'effets, denrées et marchandises, et spécialement fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter et faire négoce de toutes les sortes de marchandises; et spécialement se livrer à l'industrie de tout ce qui n'est pas cuir et qui sert à la confection de la chaussure, de toute nature et de toute description, pour hommes, femmes et enfants. Transiger les affaires de manufacturiers de tous autres articles et choses pouvant servir à leur fabrication et à leur vente;

Exercer tout commerce de fabrication ou autre que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec le bien ou de nature, directement ou indirectement, à accroître la valeur des biens ou droits de la corporation ou à les rendre profitables pourvu qu'il se rattache aux pouvoirs de la corporation;

Acquérir en entier ou en partie le commerce ou le passif de personnes ou compagnies exerçant un commerce autorisé par les présentes, et les payer totalement ou partiellement en numéraire ou en actions libérées de la corporation, en débetures ou en obligations, et en disposer;

Conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, le risque mutuel, la concession réciproque ou autres fins, avec toute personne ou société exerçant une industrie susceptible d'être exercée par cette corporation et pouvant lui bénéficier. Prêter des deniers à ces

the company and guarantee same by bonds, mortgages, pledges or otherwise;

To issue bonds and debentures and guarantee same by securities or mortgages of or on all or any part of the property held by the corporation, and sell the said bonds and debentures for such purposes as the board of directors may determine;

To examine and guarantee the titles of the land;

To acquire all the actual property and the sash and door factory of the said J.-Odonat Delisle, including all the machinery, materials and rolling stock, for the price and amounts agreed upon between the board of directors of this company and the said J.-O. Delisle, and to pay the price agreed upon in cash or paid up shares of this company, or partly in cash and partly in paid up shares of this said company; to pay for any property, articles or other effects required for the company with shares of the stock or other securities of the said company, under the name of "Delisle Lumber Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1917.

C.-J. SIMARD,
2340—19-2 Assistant Provincial Secretary.

"Impervious Fabric Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st April, 1917, incorporating Elzéar Dallaire, printer, Octave Courteau, foreman, Marie Courteau, wife separated as to property of J. E. Paquet and by him duly authorized, Flore Lacroix, wife separated as to property of Octave Courteau and by him duly authorized, J. E. Paquet, manufacturer, of Grand'Mère, for the following purposes:

To carry on in all their branches the business and trade of manufacturers of and traders in all kinds of goods, wares and merchandise and especially to manufacture, buy, sell, import and export and deal in all kinds of merchandise; and again especially to engage in the business of everything besides leather entering into the making of footwear for men, women and children. To carry on the business of manufacturers of all articles and things capable of being utilized in the manufacture and sale thereof;

To carry on any business, manufacturing or otherwise, which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable the company's property or rights, provided such business be connected with the company's powers;

To acquire in whole or in part the business or liabilities of persons or companies carrying on any business authorized herein and to pay for same wholly or partly in cash or in paid up shares of the company, in debentures or bonds and to dispose thereof;

To enter into any arrangements for the sharing of profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, or firm carrying on any business capable of being carried on by the company or benefiting same. To loan monies to, go security for or other-

personnes ou corporations, les cautionner ou wise assist such persons or corporations ; autrement les aider ;

Garantir, cautionner et se rendre responsable à toute société ou personne, du paiement de billets promissaires, lettres de change, comptes et obligations de nature quelconque ;

Acquérir et utiliser à ses fins des marques de commerce, patentes, inventions, licences ou privilèges quelconques conférant des droits limités, exclusifs ou non, ou des secrets ou renseignements dont l'acquisition pourrait lui être profitable et les exploiter à toutes fins que de droit ;

Acquérir en propre ou temporairement des propriétés mobilières ou immobilières, des droits ou privilèges utiles aux objets de la corporation, et construire et exploiter des usines ou bâtiments quelconques et en disposer ;

Acheter, échanger, négocier des actions, débetures, obligations ou autres valeurs provenant de corporations ou de personnes dont l'industrie est totalement ou partiellement semblable à celle de la présente corporation.

Payer, garantir le remboursement du capital, des intérêts et dividendes, en parts, obligations, ou autres valeurs ;

Acquérir et disposer des droits hypothécaires ou privilèges sur des propriétés ou titres quelconques ;

Produire la force motrice nécessaire aux fins de cette corporation ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus à l'occasion de la formation et de l'organisation de la compagnie ou de la vente de ses actions ;

Vendre, administrer, développer, échanger, louer, grever, faire valoir ou autrement disposer de la propriété ou des droits de la corporation et annoncer ses produits ou marchandises, à titre de propriétaire, agent, procurer ou autrement ;

Défrayer à même les fonds de la compagnie le coût de sa constitution et de son organisation ;

Les pouvoirs susdits ne seront ni limités ni restreints en conséquence des termes d'aucun paragraphe particulier ou déduction quelconque et les objets ou pouvoirs précités seront distincts et indépendants les uns des autres. La corporation pourra poursuivre l'accomplissement d'un ou de plusieurs de ses pouvoirs indépendamment des autres, sous le nom de "Impervious Fabric Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Théophile-du-Lac, district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour d'avril 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

2161—18-2

C.-J. SIMARD.

To guarantee, go security for and hold itself liable to any person or firm of the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts and liabilities of any nature whatsoever ;

To acquire and utilize for its own purposes, trade marks, patents, inventions, licenses or privileges whatever conferring limited, exclusive or non-exclusive rights, or secrets or informations the acquisition of which may seem calculated to benefit the company or to utilize same for all lawful purposes ;

To acquire the full or temporary ownership of moveable or immoveable property, rights or privileges conducive to the company's objects and to erect and operate workshops or buildings whatever and dispose of same ;

To acquire, exchange, deal in shares, debentures, bonds or other securities of corporations or persons whose business is altogether or partly similar to that of the present corporation.

To pay, guarantee the repayment of the capital, interests and dividends in shares, bonds or other securities.

To acquire and dispose of hypothecary rights or privileges or property or other titles whatever ;

To generate the motive power necessary for the company's purposes ;

To remunerate any person or company for services rendered in or about the formation and organization of the company or the sale of its shares ;

To sell, manage, develop, exchange, lease, mortgage, turn to account or otherwise dispose of the property or rights of the company and advertise its products or merchandise, as owner, agent, attorney or otherwise ;

To pay out of the funds of the company all costs relative to its incorporation and organization ;

The above powers to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other particular paragraph and the above objects or powers aforesaid shall be considered as being distinct and independent one from the other. The company shall pursue the attainment of any one or several of its powers independently from the others, under the name of "Impervious Fabric Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Saint Theophile-du-Lac, district of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of April, 1917.

C.-J. SIMARD,

2162—

Assistant Provincial Secretary.

"Vulcan Knitting Mills of Canada, Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'avril 1917, constituant en corporation M.M. Edward B. Sudbury, marchand ; Augustus T. Ellis, commis ; James E. Sterritt, avocat ; Arthur L. Fullman, avocat ; et M. E. Peeples, comptable, de New-York, N. Y. U. S. A., pour les fins suivantes :

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et autrement exercer le commerce des gants, des bas, des sous-vêtements ainsi que des autres articles tricotés ;

"Vulcan Knitting Mills of Canada, Limited"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor in the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of April, 1917, incorporating M.M. Edward B. Sudbury, merchant, Augustus T. Ellis, clerk ; James E. Sterritt, lawyer ; Arthur L. Fullman, lawyer ; and M. E. Peeples, accountant, of New-York, N. Y., U. S. A., for the following purposes :

To manufacture, buy, sell, import, export and otherwise deal in gloves, hosiery, underwear and other knit goods.

Manufacturer, acheter, vendre et autrement exercer le négoce de marchands généraux;

Acheter, vendre, louer ou autrement acquérir et disposer de propriétés foncières dans la province de Québec et ailleurs, sous le nom de "Vulcan Knitting Mills of Canada, Limited", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'avril 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2219—18-2 C.-J. SIMARD.

To manufacture, buy, sell and otherwise trade in general merchandise;

To buy, sell, lease or otherwise acquire and dispose of real property in the province of Quebec and elsewhere, under the name of "Vulcan Knitting Mills of Canada, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of April, 1917.

C.-J. SIMARD.
2220—18-2 Assistant Provincial Secretary.

"Civic Realities, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatrième jour de mai 1917, constituant en corporation M.M. Gerald Augustin Coughlin, avocat; Francis George Bush, teneur-de-livres; Frank Breadon Common, étudiant-en-droit; Herbert William Jackson, commis et Alexander Gordon Yeoman, sténographe, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme agents et courtiers d'immeubles, y compris les biens-fonds, bâtiments et améliorations dessus construits;

Acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre ou autrement aliéner des terrains, bâtisses et d'autres propriétés, mobilières ou immobilières, ou aucuns intérêts en icelles, et généralement transiger et trafiquer de telle propriété, d'aucune manière quelconque;

Développer, améliorer, exploiter et diviser aucune telle propriété en lots de subdivision, en rues, carrés, ruelles ou autrement, bâtir des maisons, des bâtiments et d'autres structures sur la propriété acquise par la compagnie, ou sur aucune partie d'icelle; et généralement développer et faire valoir aucuns terrains ou autre propriété que la corporation aura acquis ou dans lesquels elle sera intéressée;

Disposer des rues, carrés ou terrains en faveur de personnes ou de municipalités aux termes et conditions que la compagnie jugera avantageux; faire et conclure aucun arrangement ou contrat pour le pavage, le macadamisage, le nivellement, la réparation, le nettoyage et l'arrosage des rues et chemins, ainsi que pour la construction, l'ouverture et la réparation des conduits, citernes, drains et tuyaux d'égouts;

Faire des avances de deniers au moyen de prêts à l'acheteur, aux acheteurs ou aux locataires d'aucune partie de la propriété de la compagnie pour fins de construction et d'entretien des chemins, rues, ruelles, aqueducs, drains, égouts et autres structures propres à faciliter l'accès à la propriété de la corporation et à accroître sa valeur;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie croira susceptible d'être exercé conjointement avec le sien ou aucun de ses objets, ou propre, directement ou indirectement, à accroître la valeur des droits et propriétés de la corporation ou à les rendre profitables;

Acquérir par achat, louage ou autrement, ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou du passif d'aucune personne, société ou compagnie, ou les actions, obligations, débiteures ou autres valeurs d'aucune corporation exerçant aucun commerce

"Civic Realities, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1917, incorporating M.M. Gerald Augustine Coughlin, advocate; Francis George Bush, book-keeper; Frank Breadon Common, student-at-law; Herbert William Jackson, clerk, and Alexander Gordon Yeoman, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes;

To carry on business as real estate agents and dealers in real estate, including lands, buildings and improvements thereon;

To purchase, lease or otherwise acquire, own, sell or otherwise dispose of lands, buildings and other properties, moveable or immovable or any interest therein and generally to deal and traffic in such property in any manner whatsoever;

To develop, improve, exploit and lay out any such property in subdivision lots, streets, squares, lanes or otherwise, and to erect houses, buildings and other constructions on the property acquired by the company, or any part thereof; and generally to develop and turn to account any lands or other property acquired by or in which the company is interested;

To dispose of any streets, squares or lands in favor of persons or municipalities upon such terms and conditions as the company may think fit; and to make and enter into any agreement or contract for paving, macadamizing, grading, repairing, cleaning and watering streets and highways, and for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains and sewers;

To advance moneys by way of loan or loans to the purchaser or purchasers or lessees of any part of the company's property for purposes of building or other improvements thereon; to aid by advances of money the construction and maintenance of roads, streets, lanes, water-works, drains, sewers and other works calculated to give better access to the property of the company and to enhance its value;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business or any of the objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's rights or property;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person, firm or company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on any business in whole or in part similar to that carried

totalement ou partiellement semblable à celui qu'exerce la présente compagnie, ou en possession de biens convenant aux fins de la présente corporation;

Payer aucune propriété ou aucuns droits que la compagnie acquerra, ou les services rendus à elle ou qui lui seront rendus, soit en numéraire, soit en parts acquittées, ou avec aucunes valeurs que la corporation peut émettre ou partiellement par un de ces moyens, partiellement par un autre ou d'autres, et généralement suivant les stipulations et conditions que déterminera la corporation;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque conjoint, la concession réciproque, ou autrement, avec aucun gouvernement, avec aucune autorité municipale ou locale, ou avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente corporation est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires propres à être exercés de manière à profiter à la présente compagnie directement ou indirectement; et garantir les contrats, avec ou sans cautionnement, prêter de l'argent, ou autrement aider aucune telle personne ou corporation qui entreprendra de bâtir ou d'améliorer aucune propriété en laquelle la compagnie possède des intérêts;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise, de la propriété et de l'actif de la corporation, suivant la compensation, les stipulations et conditions que la compagnie croira convenables, et particulièrement pour des parts, débentures et valeurs d'aucune autre corporation;

Distribuer aux actionnaires, en espèces, au moyen de dividendes ou de boni, ou d'aucune autre manière jugée bonne, aucune propriété de la compagnie ou le produit de la vente ou de l'aliénation d'icelle;

Exercer aucuns commerces et faire aucuns actes et choses, tel que susdit, soit comme principaux, agents ou fidéicommissaires, par l'entremise de fiduciaires, mandataires, ou autrement, et soit seule ou conjointement avec une autre personne ou plusieurs autres;

Faire toutes et aucune des choses nécessaires, avantageuses ou propres à la réalisation d'aucun des objets ou à l'obtention d'aucune ou de plusieurs des fins précitées;

Il est entendu que les objets mentionnés dans les six premiers paragraphes des présentes sont distincts, et ne seront nullement limités ou restreints par référence aux termes d'aucune autre paragraphe ou du nom de la compagnie ou déduction d'iceux, sous le nom de "Civic Realities, Limited", avec un fonds social de trois cent mille piastres (\$300,000.00), divisé en trois mille (3000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mai 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2269-18-2 C.-J. SIMARD.

on by this company, or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To pay for any property or rights acquired by the company, or services rendered or to be rendered to the company, either in cash or in fully paid up shares or by any securities which the company has power to issue, or partly in one mode or partly in another or others, and generally on such terms and conditions as the company may determine;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying on or engage in or about to carry on or engage in any business, or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company; and to guarantee the contracts of, either with or without security, or to lend money to, or otherwise assist any such person or company or any person or company undertaking to build on or improve any property in which the company is interested;

To sell, lease or otherwise dispose of the entire undertaking, property and asset of the company, or any part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the company may think fit, and in particular for the shares, debentures and securities of any other company;

To distribute among the shareholders in specie by way of dividend or bonus, or in any other manner deemed advisable, any property of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company;

To carry on or do any of the businesses, acts and things aforesaid, either as principals, agents or trustees, or by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with another or others;

To do all and every thing necessary, suitable or proper for the accomplishment of any of the purposes or conducive to the attainment of any one or more of the objects hereinabove enumerated;

The intention is that the objects specified in the first six paragraphs hereof shall be independent objects, and shall be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph or the name of the company, under the name of "Civic Realities, Limited", with a capital stock of three hundred thousand dollars (\$300,000.00), divided into three thousand (3000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of May, 1917.

C.-J. SIMARD,
2270-18-2 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"The Canadian Greek Dairy Lunch, Limited" changée par "Crown Dairy, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huitième jour d'avril 1917, à la compagnie "The Canadian Greek Dairy Lunch, Limited", par lesquelles son nom est changé par celui de "Crown Dairy, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour d'avril 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2213—18-2 C.-J. SIMARD.

"The Victoriaville Furniture Company".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-septième jour d'avril 1917, à la compagnie "The Victoriaville Furniture Company", par lesquelles son fonds social est augmenté, de la somme de soixante mille piastres (\$60,000.00) à celle de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisant le nouveau fonds social de trente-neuf mille piastres (\$39,000.00) en actions de cent piastres (\$100.00) chacune, dont deux cent cinquante (250) actions privilégiées portant intérêt cumulatif de sept par cent par année et cent quarante (140) actions ordinaires; de plus l'autorisant à continuer les affaires en vertu de la loi des compagnies de Québec, avec les pouvoirs additionnels suivants, savoir: les directeurs de la compagnie, lorsqu'ils y seront autorisés par règlement sanctionné par le vote de pas moins que les deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie représentée à une assemblée générale dûment convoquée pour prendre en considération ce règlement, pourront de temps à autre emprunter des argents sur le crédit de la compagnie, diminuer ou accroître le montant de l'emprunt; émettre des obligations, des actions-obligations, débentures et débentures-stock ou d'autres valeurs de la compagnie; grever ou vendre ces obligations, ces actions-obligations, "débentures" et "débentures-stock" ou ces autres valeurs pour les sommes et les prix qui seront jugés avantageux, les déposer pour garantir de temps à autre des avances sur un compte courant, avec pouvoir de les racheter, de les maintenir en force et de les réemettre; hypothéquer, nantir et mettre en gage par acte authentique de fidéi-commis au autres les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs que la compagnie possède ou pourra posséder pour garantir ces obligations, ces actions-obligations, "débentures" et "débentures-stock" ou autres valeurs, ainsi qu'aucune somme de deniers empruntés pour les fins de la compagnie, le tout conformément aux articles 6013 et 6014 des S. R. P. Q. 1909.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'avril 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
2261—18-2 C.-J. SIMARD.

"The Canadian Greek Dairy Lunch, Limited" changée par "Crown Dairy, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1917, changing the name of the company "The Canadian Greek Dairy Lunch, Limited" to that of "Crown Dairy, Limited".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of April, 1917.

C.-J. SIMARD,
2214—18-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Victoriaville Furniture Company".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of April, 1917, to "The Victoriaville Furniture Company", by which its capital stock is increased, from the amount of sixty thousand dollars (\$60,000.00), up to ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), dividing the new capital stock of thirty nine thousand dollars (\$39,000.00), into two hundred and fifty (250) seven per cent cumulative preference shares and one hundred and forty (140) common shares of the per value of one hundred dollars (\$100.00) each; moreover, authorizing it to continue doing business under the Quebec Companies' Act, with the following additional powers, to wit: the directors of the company, when so authorized by by-law sanctioned by the vote of no less than the two thirds in value of the subscribed capital of the company, represented at a general meeting duly convened for the taking into consideration of such by-law, may from time to time borrow money on the credit of the company, diminish or increase the amount of the loan; issue debentures and debenture-stock or other securities of the company; give as security or sell the said debentures and debenture-stock or other securities for the amounts and prices deemed advantageous, deposit same as security from time to time for advances on a running account, with power to redeem, maintain in force and reissue same; hypothecate, mortgage and pledge by authentic deed of trust or other the moveable or immoveable property, present or future, that the company holds or may hold as security for such debentures and debenture-stock or other securities as also for any sums of money borrowed for the purposes of the company, the whole in conformity with articles 6013 and 6014 of the R. S. P. Q., 1909.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of April, 1917.

C.-J. SIMARD,
2262—18-2 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

447-17.

Québec, 5 mai 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Benoit, paroisse, dans le comté de Deux-Montagnes, les lots Nos 63 à 136, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Benoit, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Côte-Saint-Jean.

2271-19-2

447-17.

Quebec, 5th May, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Saint Benoit parish, in the county of Two Mountains, the lots Nos. 63 to 136, inclusively, of the official cadastre of the parish of Saint-Benoit, and to erect all the above described territory into a separate school municipality, under the name of "Côte-Saint-Jean".

2272-19-2

472-17.

Québec, 4 mai 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Cœur-de-Marie, dans le comté de Lac Saint Jean, les lots Nos 1 à 49, inclusivement, des rangs VI et VII du canton Delisle avec tout le canton Garnier, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Garnier.

2273-19-2

472-17.

Quebec, 4th May, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Saint-Cœur-de-Marie, in the county of Lake Saint John, the lots Nos. 1 to 49, inclusively, of ranges VI and VII of Delisle township together with the whole of Garnier township, and to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of "Garnier".

2294-19-2

1160-08.

Québec, 8 mai 1917.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 5 mai 1917, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Gérard-Magella, dans le comté d'Yamaska, les lots Nos 11, 12, 17, 16 et 18 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-David, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Pie-de-Guire, même comté.

2329

1160-08

Québec, 8th May, 1917.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order-in-Council, dated the 5th May, 1917, to detach from the school municipality of Saint-Gérard-Magella, in the county of Yamaska, the lots Nos 11, 12, 17, 16 and 18 of the official cadastre of the parish of Saint-David, and to annex the aforesaid lots to the school municipality of Saint-Pie-de-Guire, same county.

2330

1160-08.

Québec, 8 mai 1917.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 5 mai 1917, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre-de-Saint-David, dans le comté d'Yamaska, les lots Nos 219 à 240 inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-David-d'Yamaska, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Gérard-d'Yamaska, même comté.

2331

1160-08.

Quebec, 8th May, 1917.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 5th May, 1917, to detach from the school municipality of Saint-Pierre-de-Saint-David, in the county of Yamaska, the lots Nos 219 to 240, both inclusive, of the official cadastre of the parish of Saint-David-d'Yamaska, and to annex the above lots to the school municipality of Saint-Gérard-d'Yamaska, same county.

2332

768-16.

Québec, 8 mai 1917.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 5 mai 1917, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Etienne-des-Grès, dans le comté de Saint-Maurice, les lots Nos 574 à 579, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Etienne-des-Grès, et de les annexer à celle de Saint-Barnabé, même comté.

2333

768-16.

Quebec, 8th May, 1917.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order-in-Council, dated the 5th May, 1917, to detach from the school municipality of Saint-Etienne-des-Grès, in the county of Saint-Maurice, the lots Nos 574 to 579, both inclusive, of the official cadastre of the parish of Saint Etienne-des-Grès, and to annex said lots to that of Saint-Barnabé, same county.

2334

748-17.

Québec, 8 mai 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jude, dans le comté de Saint-Hyacinthe, les lots Nos 809, 810 et 811 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jude, et de les annexer à la municipalité scolaire de Salvail, même comté.

2337-19-2

748-17.

Quebec, 8th May, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Saint-Jude, in the county of Saint-Hyacinthe, the lots Nos 809, 810 and 811 of the official cadastre of the parish of S 81 Jude, and to annex the above lots to the school municipality of Salvail, same county.

2338-19-2

3354-16.

Québec, 8 mai 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Octave, dans le comté de Matane, le territoire compris dans les limites suivantes, savoir:

Au nord, borné par la ligne de séparation des paroisses de Sainte-Flavie et Saint-Rémi-de-Métis (la rivière Métis), à l'est par la ligne qui sépare la seigneurie Métis, dans la paroisse de Saint-Octave, du fief Pachot, et du rang A du canton Cabot, dans la paroisse de Saint-Rémi-de-Métis; au sud par la ligne qui sépare la paroisse de Saint-Octave de la paroisse de Saint-Rémi-de-Métis, à l'ouest par la ligne qui sépare actuellement la municipalité scolaire de Priceville de celle de Saint-Octave; c'est-à-dire la ligne qui sépare les lots Nos 9a de 10, sur le rang A Cabot, et les lots Nos 86 de 85, sur le fief Pachot, jusqu'à la rivière Métis, et d'annexer le dit territoire à la municipalité scolaire de Saint-Rémi-de-la-Rivière-Métis, comté de Matane.

2341-19-2

612-16

Québec, 9 mai 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Anne-du-Sault, dans le comté d'Arthabaska, le territoire suivant, savoir:

1. Du lot No 28 du 3ème rang du canton Bulstrode, correspondant au lot No 141 du cadastre officiel de ce canton, ainsi que la moitié ouest du lot No 3 et des lots Nos 4, 5 et 6 de chacun des 1er et 2ème rangs de l'augmentation du canton de Bulstrode, correspondant collectivement aux Nos 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et à la moitié ouest des lots Nos 15 et 16 du cadastre officiel de la susdite augmentation, tous détachés de la paroisse de Sainte-Anne, dans le comté d'Arthabaska;

2. De la municipalité scolaire de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet, les lots Nos 1 à 6, inclusivement, du 3ème rang de l'augmentation du canton de Bulstrode, correspondant collectivement aux Nos 21 et 32, inclusivement, du cadastre officiel de la dite augmentation; les lots Nos 4 et 5 du 11ème rang du canton Aston, correspondant chacun à chacun aux Nos 258 et 259 du cadastre officiel de ce canton et des lots Nos 6 à 13, inclus, du même rang, correspondant collectivement aux Nos 1 à 11, inclus, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Eulalie;

3. De la municipalité scolaire de Saint-Wenceslas, comté de Nicolet, les lots Nos 2 à 7, inclusivement, du 9ème rang du canton Aston, correspondant collectivement aux Nos 210, 209, 208, 207, 206, 205, 204, 203, 202, 201, 200, 199 du cadastre officiel de ce canton, et les lots Nos 1 à 11, inclusivement, du 10ème rang du même canton, correspondant collectivement aux Nos 257, 256, 255, 254, 253, 252, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219 du susdit cadastre du canton Aston, tous détachés de la paroisse de Saint-Wenceslas, dans le comté de Nicolet, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint Raphaël-d'Aston". 2383-19-2

260-16.

Québec, 2 mai 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire catholique de la ville de Lachine, dans le

3354-16.

Québec, 8th May, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Saint-Octave, in the county of Matane, the territory included within the following boundaries, namely:

On the north, bounded by the division of the parishes of Sainte-Flavie and Saint-Rémi-de-Métis (la rivière Métis), on the east by the line separating the Métis Seigniory, in the parish of Saint-Octave from Pachot fief and from range A of Cabot township, in the parish of Saint-Rémi-de-Métis; on the south by the line separating the parish of Saint-Octave from the parish of Saint-Rémi-de-Métis, on the west by the line now separating the school municipality of Princeville from that of Saint-Octave, being the line separating the lot No. 9a from No. 10, on range A Cabot and the line separating the lot No. 86 from No. 85, in Pachot fief, to the Metis river, and to annex the aforementioned territory to the school municipality of Saint-Rémi-de-la-Rivière-Métis, county of Matane.

2342-19-2

612-16

Québec, 9th May, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Sainte-Anne-du-Sault, in the county of Arthabaska, the following territory, namely:

1. The lot No. 28 of the 3rd range of Bulstrode township, corresponding to lot No. 141 of the official cadastre of said township, together with the west half of lot No. 3 and lots Nos. 4, 5 and 6 of both the first and second ranges of the augmentation of Bulstrode township, corresponding, collectively, to the Nos. 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 and the west half of lots Nos. 15 and 16 of the official cadastre of the aforesaid augmentation, all detached from the parish of Sainte Anne, in the county of Arthabaska;

2. From the school municipality of Sainte-Eulalie, in the county of Nicolet, the lots Nos. 1 to 6, both inclusive, of the 3rd range of the augmentation of the Bulstrode township, corresponding collectively to the Nos. 21 to 32, both inclusive, of the official cadastre of said augmentation, the lots Nos. 4 and 5 of the 11th range of Aston township, corresponding each to each to the Nos. 258 and 259 of the official cadastre of said township, and the lots Nos. 6 to 13, both inclusive, of same range corresponding collectively to the Nos. 1 to 11, both inclusive, of the official cadastre of the parish of Sainte-Eulalie;

3. From the school municipality of Saint-Wenceslas, county of Nicolet, the lots Nos. 2 to 7, both inclusive, of the 9th range of Aston township, corresponding collectively to the Nos. 210, 209, 208, 207, 206, 205, 204, 203, 202, 201, 200, 199, of the official cadastre of said township, and the lots Nos. 1 to 11, both inclusive, of the 10th range of same township, corresponding collectively to the Nos. 257, 256, 255, 254, 253, 252, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219 of the aforesaid cadastre of the Aston township, all detached from the parish of Saint-Wenceslas, in the county of Nicolet, and to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of "Saint-Raphaël-d'Aston". 2384-19-2

260-16.

Québec, 2nd May, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the Catholic school municipality of the town of Lachine,

comté de Jacques-Cartier, le territoire borné vers le nord par les limites nord de la ville de Lachine; vers l'est, par la ligne limitative qui sépare le lot No 753 du lot 752, au plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Lachine; vers le sud, par le centre de la rue Saint-Antoine; vers l'ouest, par la ligne séparative des lots Nos 709 et 293, auxdits plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Lachine, ledit territoire comprenant les lots Nos 911 et 912, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, et les subdivisions Nos 2 à 904, inclusivement, du lot originaire No 709 et les subdivisions Nos 2 à 400, inclusivement, du lot originaire No 752, auxdits plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Très-Saint-Sacrement, même comté.

2211-18-2

in the county of Jacques-Cartier, the territory bounded towards the north by the northern limits of the town of Lachine; towards the east by the division line between the lot No. 753 and the lot No. 752, on the official plan and book of reference of the town of Lachine; towards the south by the middle of Saint Antoine street; towards the west by the division line between the lot No. 709 and the lot No. 293, on said official plan and book of reference for the town of Lachine, the said territory comprising the lots Nos. 911 and 912, of the official plan and book of reference of the parish of Lachine, and the subdivisions Nos. 2 to 904, inclusively, of original lot No. 709, and subdivisions Nos. 2 to 400, inclusively, of original lot No. 752, of said official plan and book of reference of the town of Lachine, and to annex all said territory to the school municipality of Très Saint-Sacrement, same county.

2212-18-2

1408-14

Québec, 4 mai 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle, dans le comté de Saint-Jean, tout le territoire compris dans les limites de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel telle qu'érigée civilement le 23 avril 1913, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Lacolle.

2263-18-2

1408-14

Quebec, 4th May, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of the parish of Saint-Bernard-de-Lacolle, in the county of Saint John, all the territory comprised within the limits of the parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, as erected civilly on the 23rd April, 1913, and to erect all the said territory into a distinct school municipality under the name of Lacolle.

2264-18-2

Département du trésor (service des assurances)

Treasury Department (Insurance Branch)

Avis est par le présent donné qu'un permis No 183 a été émis le 2 mai 1917, autorisant La Compagnie de frais funéraires des cantons de l'Est, constituée en corporation par lettres patentes avant le 22 décembre 1916, et ayant son bureau principal dans la cité de Sherbrooke, à transiger des affaires d'assurances funéraires, conformément à la loi des assurances de Québec, telle que modifiée par la loi 7 Geo. V, chap. 47.

L'assistant trésorier provincial,

2275-19-2

ALEX. HYDE.

Notice is hereby given that license No 183 has been issued on the 2nd day of May 1917, to "La Compagnie de frais funéraires des cantons de l'Est", incorporated by letters patent prior to 22nd December, 1916, having its head office in the city of Sherbrooke, Que., authorizing it to transact the business of funeral insurance, in conformity with the Insurance Act of the Province of Quebec, as amended by the Act 7 Geo. V, chap. 47.

ALEX. HYDE,

2276-19-2

Assistant Provincial Treasurer.

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Médéric Ste-Marie, cultivateur, de Compton, comté de Compton, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "The Sherbrooke County Wool Growers' and Sheep Breeder's Co-operative Agricultural Association", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du village de Lennoxville, dans le comté de Sherbrooke.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la

Notice is hereby given that pursuant to the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Médéric Ste-Marie, farmer, of Compton, county of Compton, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "The Sherbrooke County Wool Grower's and Sheep Breeders' Co-operative Agricultural Association", with its principal place of business in the municipality of the village of Lennoxville, in the county of Sherbrooke.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural classes, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture of

province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 4 mai 1917.

Le ministre de l'agriculture,
2277 JOS.-ED. CARON.

Avis est par le présent donné que la société coopérative agricole qui a été constituée, en 1909, dans le comté de L'Islet, sous le nom de "Société Coopérative agricole du comté de L'Islet", avec principal siège d'affaires au village des Aulnaies, sera, à l'avenir, connue sous le nom de "Société d'apiculture du comté de L'Islet" et que son principal siège d'affaires continuera à être au dit village des Aulnaies, dans le comté de L'Islet.

Daté à Québec, le 5 mai 1917.

Le ministre de l'agriculture,
2313 JOS.-ED. CARON.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Aubert Gingras, cultivateur, de la paroisse de Saint-Flavien, comté de Lotbinière, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de la paroisse de Saint-Flavien", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du village de Saint-Flavien, dans le comté de Lotbinière.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 7 mai 1917.

Le ministre de l'agriculture,
2335 JOS.-ED. CARON.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, No 60. Dame Marie-Délia Gauvin, de la cité de : aint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Antoine Gervais, de la cité de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Les avocats de la demanderesse,

FONTAINE & CHAGNON.
Saint-Hyacinthe, 27 avril 1917. 2355—19-5

Canada, province de Québec, district de Québec, No 794, cour supérieure. Dame Maria-Virginie-Eulalie Couture, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Joseph-Edmond Boivin, du même lieu, menuisier, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Edmond Boivin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

Le procureur de la demanderesse,
LEON ROUILLARD.
Québec, 29 avril 1917. 2231—18-5

the Province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this 4th May, 1917.

JOS.-ED. CARON,
2278 Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the cooperative agricultural association incorporated, in 1909, in the county of L'Islet, under the name of "Société coopérative agricole du comté de L'Islet", with its chief place of business at the village of Aulnaies, shall, in future, be known under the name of "Société d'apiculture du comté de L'Islet", its chief place of business continuing to be at said village of Aulnaies, in the county of L'Islet.

Dated at Quebec, 5th May, 1917.

JOS.-ED. CARON,
2314 Minister of Agriculture.

Public notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Aubert Gingras, farmer, of the parish of Saint Flavien, county of Lotbinière, and others, have formed a cooperative agricultural association, under the name of "Société coopérative agricole de la paroisse de Saint-Flavien", with its chief place of business in the municipality of the village of Saint Flavien, in the county of Lotbinière.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, 7th May, 1917.

JOS.-ED. CARON,
2336 Minister of Agriculture.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Saint-Hyacinthe, No. 60. Dame Marie-Délia Gauvin, of the city of Saint-Hyacinthe, wife common as to property of Antoine Gervais, of the city of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

FONTAINE & CHAGNON.

Attorneys for plaintiff.
Saint-Hyacinthe, 27th April, 1917.
2356—19-5

Canada, province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 794. Dame Maria-Virginie-Eulalie Couture, of Quebec city, wife in common as to property of Joseph-Edmond Boivin, carpenter, of same city, duly authorised to ester in justice, plaintiff; vs the said Joseph-Edmond Boivin, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

LEON ROUILLARD,
Attorney for Plaintiff.
Quebec, 29th April, 1917. 2232—18-5

Province de Québec, district de Montréal, No 708. Cour supérieure. Dame Noela Bonin, épouse commune en biens de Léon Daumery, demanderesse; vs Léon Daumery, défendeur, tous deux des cité et district de Montréal. Une action en séparation de biens a été intentée ce 23ème jour d'avril 1917, par la demanderesse contre le défendeur.

L'avocat de la demanderesse,
2265—18-2 J.-O. LACROIX.

Province of Quebec, district of Montreal, No. 708. Superior Court. Dame Noela Bonin, wife common as to property of Léon Daumery, plaintiff; vs Léon Daumery, defendant, both of the city and district of Montreal. An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, this 23rd day of April 1917.

J.-O. LACROIX,
2266—18-2 Attorney for the plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2391. Dame Anna Beaulieu, épouse commune en biens de Ernest Larue, serrefrein, de la cité de Montréal, dit district, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Ernest Larue, défendeur.

Une action en séparation de biens a été émanée en cette cause, le 26ième jour d'avril 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
BAYARD & LANCTOT.
Montréal, 26 avril 1917. 2157—18-5

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 2391. Dame Anna Beaulieu, wife common as to property of Ernest Larue, brakeman, of the city of Montreal, said district, duly authorized *à ester en justice*, Plaintiff; vs the said Ernest Larue, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on April 26th, 1917.

BAYARD & LANCTOT,
Montreal, 26th April, 1917. 2158—18-5
Attorneys for the plaintiff.

Cour supérieure, district de Chicoutimi, No 5392. Dame Claudia Laforge, épouse commune en biens de Théodule Lachapelle, forgeron, de la ville de Jonquières, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Théodule Lachapelle, défendeur;

Une action en séparation de biens a été instituée le 27 avril 1917.

Le procureur de la demanderesse,
2193—18-5 J.-C. GAGNÉ.

District of Chicoutimi, Superior Court, No. 5392. Dame Claudia Laforge, wife common as to property of Théodule Lachapelle, of Jonquières, blacksmith, duly authorized *à ester en justice*, plaintiff; vs the said Théodule Lachapelle, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 27th April, 1917.

J.-C. GAGNÉ,
2194-18-5 Attorney for plaintiff.

Cour supérieure, Québec, No 1224. Dorothy Priden, épouse commune en biens de George Trakas, dûment autorisée à ester en justice, de Québec; vs George Trakas, marchand, de la cité de Québec.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse en la présente cause le 30 avril courant.

Le procureur de la demanderesse,
C.-V. DARVEAU.
Québec, 30 avril 1917. 2229—18-5

Superior Court, Quebec, No. 1224. Dorothy Priden, wife common as to property of George Trakas, duly authorized by her said husband, of Quebec, plaintiff; vs George Trakas, merchant, of the city of Quebec.

An action in separation as to property has been taken by defendant in the present case on 30th April instant.

C.-V. DARVEAU,
Quebec, 30th April, 1917. 2230—18-5
Attorney for Plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2737. Dame Annie Wainstein, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Bennie Banovey, faiseur de casquettes, du même lieu, ladite Annie Wainstein étant dûment autorisée par jugement de cette cour à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs Bennie Banovey, faiseur de casquettes, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une demande en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 10 avril 1917.

Procureurs de la demanderesse,
TESSIER & RACH.
Montréal, 23 avril 1917. 2081—17-5

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2737. Mrs. A. Wainstein, of the city of Montreal, wife common as to property of Bennie Banovey, cap manufacturer, of the same place, the said Annie Wainstein duly authorized by judgment of this Court to *ester en justice*, plaintiff; vs Bennie Banovey, cap manufacturer, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant.

TESSIER & RACH,
Montreal, 23rd April, 1917. 2082—17-5
Attorneys for plaintiff.

Cour supérieure, province de Québec, district de Beauce. Dame Léontine Audet, Sainte-Germaine, Lac Etchemin, épouse commune en biens de Alphonse Nadeau, demanderesse; vs Alphonse Nadeau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce 13ième jour d'avril courant.

Les procureurs de la demanderesse,
TALBOT & BEAUDOIN.
Saint-Joseph, Beauce, 13 avril 1917.
1885—16-5

Superior Court, Province of Quebec, district of Beauce. Dame Léontine Audet, of Sainte-Germaine, Lac Etchemin, wife common as to property of Alphonse Nadeau, plaintiff; vs Alphonse Nadeau, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 13th day of April, instant.

TALBOT & BEAUDOIN,
Saint Joseph, Beauce, 13th April, 1917.
1886—16-5
Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4336. Dame Mary-Helen Lees, demanderesse; vs Harold Lees, défendeur.

Avis est par le présent donné que la demanderesse a intenté, ce jour, une action en séparation, de biens contre son mari, défendeur.

Les procureurs de la demanderesse,
LAFLAMME, MITCHELL & CALLAGHAN.
Montréal, 13 avril 1917. 1969—16-2

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 1538.

Avis est par le présent donné que Dame Marie-Rose-Amelia Landry, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari, Joseph-Edouard Lebeau, notaire public, du même lieu.

Les procureurs de la demanderesse,
BARNARD, McKEOWN & CHOQUETTE.
Montréal, 17 avril 1917. 1967—16-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 5067. Dame Annie Rosenfield, demanderesse; vs Louis Frankel, défendeur.

Dame Annie Rosenfield, épouse commune en biens de Louis Frankel, épiciier, de Montréal, dûment autorisée par l'un des honorables juges de la cour supérieure à ester en justice, tous deux de Montréal, demanderesse; vs Louis Frankel, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quatorzième jour d'avril 1917.

Les avocats de la demanderesse,
RAINVILLE & RAINVILLE.
Montréal, 17 avril 1917. 2035—16-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2293. Dame Marie-Georgiana alias Marie-Rose-Anna Bourdeau, épouse commune en biens de Honoré Lafleur, marchand, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Honoré Lafleur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le cinquième jour d'avril 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
MURPHY, PERRAULT, RAYMOND &
GOUIN.
Montréal, 16 avril 1917. 1923—16-2

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. No 1470. Dame Eldolédia Legault, épouse commune en biens de William Thibert, marchand de charbon, de la cité de Verdun, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a intenté le 2 avril 1917 une action en séparation de biens contre son dit époux.

Les avocats de la demanderesse,
LACHAPELLE & BEAULIEU.
1871—15-5

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, cour supérieure. No 47.

Avis est par les présentes donné que Dame Angéline Demers, de la paroisse de Sainte-Madeleine, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Ovila Langlois, cultivateur et commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi, ce jour, ledit Ovila Langlois en séparation de biens.

Les procureurs de la demanderesse,
LUSSIER, FLYNN & GENDRON.
Saint-Hyacinthe, 24 mars 1917. 1779—15-5

Canada, province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 4336. Dame Mary-Helen Lees, plaintiff; vs Harold Lees, defendant.

Notice is hereby given that the plaintiff has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband, the defendant.

LAFLAMME, MITCHELL & CALLAGHAN,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 13th April, 1917. 1970—1-2

Province of Quebec, district of Montreal, in the superior court. No. 1538.

Notice is hereby given that Dame Marie-Rose-Amelia Landry, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Joseph-Edouard Lebeau, notary public, of the same place.

BARNARD, McKEOWN & CHOQUETTE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 17th April, 1917. 1968—16-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5067. Dame Annie Rosenfield, plaintiff; vs Louis Frankel, defendant.

Dame Annie Rosenfield, wife common as to property of Louis Frankel, grocer, of Montreal, duly authorized by one of the Honorable Justices of the Superior Court, to *ester en justice*, both of Montreal, plaintiff; vs Louis Frankel, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the fourteenth day of April, 1917.

RAINVILLE & RAINVILLE,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 17th April, 1917. 2036—16-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2293. Dame Marie-Georgiana alias Marie-Rose-Anna Bourdeau, wife common as to property of Honoré Lafleur, merchant, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Honoré Lafleur, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the fifth day of April, 1917.

MURPHY, PERRAULT, RAYMOND &
GOUIN,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 16th April, 1917. 1924—16-5

Province of Quebec, district of Montreal. In the Superior Court. No. 1470. Mrs Eldolédia Legault, wife common as to property of William Thibert, coal merchant, of the city of Verdun, district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, has, on the 2nd of April, 1917, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LACHAPELLE & BEAULIEU,
Attorneys for plaintiff.
1872—15-5

Province of Quebec, district of Saint Hyacinthe, Superior Court. No. 47.

Notice is hereby given that Dame Angéline Demers, of the parish of Sainte Madeleine, district of Saint Hyacinthe, wife common as to property of Ovila Langlois, farmer and trader, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, sued the said Ovila Langlois for separation as to property.

LUSSIER, FLYNN & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinthe, 24th March, 1917.
1780—15-5

Actions en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Montréal, No 4948, cour supérieure. Dame Clara Lemay, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Hormisdas Laverdure, forgeron, autrefois du même lieu, et maintenant de lieux inconnus, demanderesse; vs le dit Hormisdas Laverdure, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été prise contre le défendeur, le 20 mars 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
PERRON, TASCHEREAU,
RINFRET, VALLEE & GENEST
Montréal, 5 avril 1917. 1797—15-5

Albert-A. Martin, cultivateur, du canton de Barford, district de Saint-François, a pris, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre son épouse Elizabeth-A. Sutherland, sous le No 752, des dossiers de la cour supérieure, district de Saint-François.

Le procureur du demandeur,
HECTOR VERRET.
Sherbrooke, 10 avril 1917. 1817—15-5

Actions for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montreal, No. 4948, Superior Court. Dame Clara Lemay, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Hormisdas Laverdure, blacksmith, formerly of the same place, and now of parts unknown, plaintiff; vs the said Hormisdas Laverdure, defendant.

An action for separation as to bed and board has been taken against the defendant, on the 20th day of March, 1917.

PERRON, TASCHEREAU,
RINFRET, VALLEE & GENEST,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 5th April, 1917. 1798—15-5

Albert-A. Martin, of the township of Barford, district of Saint Francis, has, this day, taken an action for separation as to bed and board and property against his wife, Elizabeth-A. Sutherland, under No. 752, of the records of the Superior Courts for the district of Saint Francis.

HECTOR VERRET,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 10th April, 1917. 1818—15-5

Compagnie nommant un nouvel agent

Avis public est par le présent donné que la compagnie "Lamont, Corliss & Company", autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé, par nouvelle procuration, M. A.-W. Pae, de la cité de Montréal, son agent principal, avec bureau chef d'affaires à Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
Québec, 8 mai 1917. 2343

Company appointing a new agent

Public notice is hereby given that the company "Lamont, Corliss & Company", licensed to do business in this Province, has, by a new power of attorney, appointed Mr. A. W.-Pae, of the city of Montreal, its principal agent with head office at Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Quebec, 8th May, 1917. 2344

En Liquidation

Avis est par le présent donné que La Compagnie Cantin, de Warwick, constituée en corporation par lettres patentes de cette province, en date du 25 mars 1903, et ayant sa place principale d'affaires à Warwick, est liquidée.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mai 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
2293

Winding Up Act

Notice is hereby given that the company "La Compagnie Cantin, de Warwick", incorporated by letters patent of this Province, dated the 25th March, 1903, with its chief place of business at Warwick, is dissolved.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of the month of May, 1917.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
2294

Avis en vertu de la section 6127 des Statuts Refondus de Québec

Re: "La Cie J. & S. Bessette, ltée.

Par résolution passée par les actionnaires de la compagnie à leur assemblée générale et spéciale, tenue le 29 avril 1917, la liquidation et la dissolution de la dite compagnie ont été décrétées.

En date d'Iberville, Québec, ce 5ème jour de mai 1917.

Le liquidateur,
O. NORMANDIN.
2307

Notice under section 6127 of the Revised Statutes of the province of Quebec

In re: J. & S. Bessette Company, limited.

By resolution passed by the shareholders at their special general meeting, held on the 29th day of April, 1917, it was resolved to liquidate and dissolve the said company.

Dated at Iberville, this 5th day of May, 1917.

O. NORMANDIN,
Liquidator.
2308

Faillite

Province de Québec, district de Bedford. Cour supérieure, No 161. Dans l'affaire de Albert Pontbriand, commerçant, du village de Roxton Falls, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 2 mai 1917, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

Les curateurs conjoints,
L. TRANCHEMONTAGNE &
J. RAICHE,
Notaires.

Bureau de L. Tranchemontagne,
Roxton Falls, Qué., 3 mai 1917. 2289

Province de Québec, district de Montmagny, cour supérieure. *In re: Polydore Dumais, Notre-Dame-du-Rosaire, insolvable.*

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 1er mai 1917, j'ai été nommé curateur aux biens de cette faillite.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de produire leurs réclamations, dûment assermentées, entre mes mains dans le délai de trente jours.

Le curateur,
JOS.-C. HEBERT.

Montmagny, le 8 mai 1917. 2321

Re: Gauthier & Frères, Québec, Lauzon, Pont de Québec, marchands, insolubles.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection d'ici au 30 mai 1917, et sera payable à notre bureau le ou après le 31 mai 1917.

Les curateurs conjoints,
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureau 147 Côte de la Montagne,
Edifice Bossé), Québec, 8 mai 1917. 2323

Re: Glass & China Decorators, Limited.

Avis est par le présent donné que nous avons été nommés liquidateurs de la succession précitée, par jugement de la cour supérieure rendu ce jour.

Si votre réclamation n'a pas déjà été produite, s'il vous plaît y donner votre attention dans les 30 jours qui suivent la date des présentes, afin que vous soyez colloqué au rapport de distribution.

Les liquidateurs conjoints,
JOHN.-J. ROBSON,
T.-YATES FOSTER.

Bureau de Robson et Foster,
211 rue McGill,
Montréal, 4 mai, 1917. 2325

Province de Québec, district de Montréal, No 100. Cour supérieure. *In re: M.-L. Schlo-man et al, "Eclipse Cloak Co.", Montréal, insolubles.*

Avis est donné que le 7 mai 1917, les dits insolubles ont déposé leur bilan au greffe de la cour supérieure du district de Montréal, tel que pourvu par la loi.

VINET & DUFRESNE,
Pour le gardien provisoire.

99 rue Saint-Jacques.
Montréal, 12 mai 1917. 2347

Bankruptcy

Province of Quebec, district of Bedford. Superior Court, No. 161. In the matter of Albert Pontbriand, trader, of the village of Roxton Falls, insolvent.

Notice is hereby given that pursuant to an order of the Court, dated 2nd May, 1917, we have been appointed joint curators to this estate.

All parties having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days from this date.

L. TRANCHEMONTAGNE &
J. RAICHE,
Notaries,
Joint curators.

Office of L. Tranchemontagne,
Roxton Falls, Que., 3rd May 1917. 2290

Province of Quebec, district of Montmagny, Superior Court. *In re: Polydore Dumais, Notre-Dame-du-Rosaire, insolvent.*

In virtue of an order of the court, dated 1st May, 1917, I have been appointed curator to this estate.

The creditors of the said insolvent are requested to file their claims, duly sworn to, in my hands, within the delay of thirty days.

JOS.-C. HEBERT,
Curator.

Montmagny, 8th May, 1917. 2322

Re: Gauthier & Frères, of Quebec, Lauzon and Pont de Québec, merchants, insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter and will be subject to objection until 30th May, 1917, and will be payable at our office 147 Mountain Hill, Quebec, on or after 31st May, 1917.

LEFAIVRE & GAGNON,
Joint curators.

Office 147 Mountain Hill, (Bossé building),
Quebec, 8th May, 1917. 2324

Re: Glass & China Decorators, Limited.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court rendered this day, we have been appointed joint liquidators of the above named estate.

If your claim has not already been filed, please attend to same within 30 days from this date, in order that you may be collocated for the dividend.

JOHN.-T. ROBSON,
T.-YATES FOSTER,
Joint liquidators.

Office of Robson and Foster,
211 McGill street,
Montréal, 4th May, 1917. 2326

Province of Quebec, district of Montreal, No. 100. Superior Court. *In re: M.-L. Schlo-man et al, "Eclipse Cloak Co.", Montreal, insolvents.*

Notice is hereby given that on the 7th May, 1917, the said insolvents have filed their statement in the prothonotary's office of the district of Montreal, as provided by law.

VINET & DUFRESNE,
For the provisional guardian.

99 Saint James street.
Montreal, 12th May, 1917. 2348

Province de Québec, district de Montréal, No 98, cour supérieure. *In re: L.-E. Gariépy, Maisonneuve, failli.*

Avis est donné que le 9 mai 1917, par ordre de la cour supérieure, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé qui a fait cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

Les curateurs,
F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE.

Bâtisse Banque Nationale,
99 rue Saint-Jacques.
Montréal, 12 mai 1917. 2349

Province de Québec, district de Joliette, No 7749. Cour supérieure. *In re: Dion & Paradis, insolubles.*

Avis est donné que, en vertu d'un jugement de la cour supérieure, district de Joliette, en date du 2 mai 1917, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens des dits insolubles.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

Les curateurs,
PAQUET & BONNIER,

Suite: 501, édifice Transportation.
Montréal, 8 mai 1917. 2351

Province de Québec, district de Montréal, No 99. Cour supérieure. *In re: Joseph Aubain, 1072 Ontario-Est, Montréal, insolvable.*

Avis est donné que ledit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers le 30 avril 1917, et les soussignés ont été subrogés gardiens provisoires.

Les gardiens provisoires,
PAQUET & BONNIER.

Suite: 501, bâtisse Transportation.
Montréal, 8 mai 1917. 2353

Canada, province de Québec, district de Québec, No 1376. Cour supérieure. *Re: Alyre Talbot, faisant affaires sous le nom de "Octave Brochu, enreg." Québec, insolvable.*

Avis est par le présent donné que ledit insolvable a, le 10 mai 1917, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Québec, suivant la loi.

Les gardiens provisoires,
LARUE, TRUDEL & PICHER.

Bureaux: édifice "Dominion",
126 rue Saint-Pierre,
Québec, 10 mai 1917. 2381

En vertu de la loi des liquidations.

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 215. Cour supérieure. *In re: Peerless Lighting Co. Ltd., Montréal, en liquidation.*

Un bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et restera ouvert à contestation jusqu'au 28 mai 1917.

Les liquidateurs,
F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE.

Bâtisse Banque Nationale,
99 rue Saint-Jacques.
Montréal, 10 mai 1917. 2385

Province of Quebec, district of Montreal, No. 98. Superior Court. *In re: L.-E. Gariépy, Maisonneuve, insolvent.*

Notice is hereby given that on the 9th May, 1917, by order of the Court, we were appointed curators to the estate of the above named who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE.
Curators.

Banque Nationale building,
99 Saint James street.
Montreal, 12th May, 1917. 2350

Province of Quebec, district of Joliette. No. 7749. Superior Court. *In re: Dion & Paradis, insolvents.*

Notice is hereby given that, by order of the Superior Court, district of Joliette, on 2nd May, 1917, the undersigned have been appointed curators to the said estate.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days of this notice.

PAQUET & BONNIER,
Curators.

Room: 501, Transportation bldg.
Montreal, 8th May, 1917. 2352

Province of Quebec, district of Montreal. No. 99. Superior Court. *In re: Joseph Aubain, 1072 Ontario street East, Montreal, insolvent.*

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors on 30th April, 1917, and the undersigned have been subrogated provisional guardians.

PAQUET & BONNIER,
Provisional guardians.

Room: 501, Transportation building.
Montreal, 8th May, 1917. 2354

Canada, province of Quebec, district of Quebec, No. 1376. Superior Court. *Re: Alyre Talbot, doing business under the firm name of Octave Brochu, Regd., Quebec, insolvent.*

Notice is hereby given that the said insolvent has made on 10th May, 1917, a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the Superior Court, at Quebec, according to the law.

LARUE, TRUDEL & PICHER,
Provisional guardians.

Offices: Dominion building,
126 Saint Peter street,
Quebec, 10th May, 1917. 2382

Under the winding up act.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, No. 215. Superior Court. *In re: Peerless Lighting Co. Ltd., Montreal, in liquidation.*

A dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to contestation until the 28th May, 1917.

F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE.
Liquidators.

Banque Nationale building,
99 Saint James street.
Montreal, 10th May, 1917. 2386

District de Saint-François.

In re: Alphonse Laliberté, fils, Saint-Elie d'Oxford, failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 3 mai 1917.

Le gardien provisoire,

GEDEON-E. BEGIN.

Bureau de Bélanger & Bégin,
155 rue Wellington,
Sherbrooke, Qué., 7 mai 1917.

2327

District of Saint Francis.

In re: Alphonse Laliberté, junior, Saint Elie d'Oxford, insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, on the 3rd May, 1917, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors.

GEDEON-E. BEGIN,

Provisional guardian.

Office of Bélanger & Bégin,
155 Wellington street,
Sherbrooke, Que., 7th May, 1917.

2328

Vente par Encan

Avis est par le présent donné au public que, sous l'autorité de la loi des chemins de fer du Canada, la compagnie de messageries "Dominion" vendra à l'enchère publique, en la cité de Montréal, dans la province de Québec, MARDI, le DIX-NEUVIEME jour de JUIN 1917, toutes les consignations non réclamées détenues antérieurement au 1er juin 1916, dans les bureaux de la division atlantique.

Le président et gérant-général,
2207—18-6 W.-S. STOUT.

Auction Sale

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on TUESDAY, the NINETEENTH day of JUNE, 1917, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to 1st June, 1916, at Offices in the Atlantic Division.

W.-S. STOUT,
2208—18-6 President and General Manager.

Vente pour taxes municipales.

PROVINCE DE QUEBEC.

VILLE D'IBERVILLE.

Avis public est par les présentes donné par J.-Emile Bourguignon, soussigné, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-après désignés et les constructions sus-érigées seront vendus à l'enchère publique, MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI courant (1917), à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du soussigné, pour les taxes et charges dues à la ville d'Iberville sur les lots de terre ci-après décrits et les constructions sus-érigées, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant le jour ci-dessus indiqué pour la vente.

Sale for municipal taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF IBERVILLE.

Public notice is hereby given by J.-Emile Bourguignon, undersigned, secretary treasurer, that the undermentioned lots of land together with the buildings erected thereon, will be sold by public auction, on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of MAY instant (1917), at TEN o'clock in the forenoon, at the office of the undersigned, for the taxes and charges due to the town of Iberville upon the said lots of land hereinafter described together with the buildings erected thereon, unless the same be paid, with costs, before the day of sale hereinabove indicated.

Noms des propriétaires Names of owners.	Nos du cadastre Cadastral numbers	Taxes munic. Municipal taxes.	Taxes scolaires School taxes	Autres charges Other charges	Intérêt. Interest	Total
Israel Polunski & Dame G. Zudick.....	305	\$63.00	\$47.25	.65	\$ 6.03	\$116.93
Hormisdas Blais.....	Part. 297..	.75	.57		.08	1.40
Antoine Riendeau.....	448,449,450	.75	.57		.08	1.40

Donné à Iberville, ce septième jour de mai mil neuf cent dix-sept.

Given at Iberville, this seventh day of May, nineteen hundred and seventeen.

Le secrétaire-trésorier de la ville d'Iberville,

J.-E. BOURGUIGNON,

Secretary-treasurer of the town of Iberville.

Vente par Licitation

Canada, province de Québec, district de Beauce, cour supérieure, No 2796. Simons Thompson, demandeur; vs Thomas Bartley *et al*, défendeurs.

Avis vous est par le présent donné, qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Saint-Joseph-de-la-Beauce, district de Beauce, le douzième jour d'avril mil neuf cent dix-sept, dans une cause dans laquelle Simons Thompson, cultivateur, de Saint-Théophile, était demandeur; et Thomas Bartley, Nelson Bartley, tous deux de Jackman, Maine; James Bartley, de Brownville, Maine; Alfred Bartley, de Madison, Maine; Henry Bartley, de Greenville, Maine; HESSIE Bartley, épouse de William Elliott, de Jackman, Maine, ce dernier mis en cause pour assister son épouse et aussi personnellement; et Mary-Rachel Bartley, épouse d'un nommé Williams, de Los Angeles, Californie, ce dernier mis en cause tant personnellement que pour assister son épouse, étaient défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: les lots numéros vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six A, vingt-six B, (24, 25, 26a, 26b) du cadastre pour le premier rang du chemin de Kennébec, division de Marlow, circonstances et dépendances, distraction faite sur lesdits immeubles de ce qui suit, savoir:

a. Un terrain contenant un demi-arpent de largeur sur la longueur qu'il peut y avoir depuis le commencement de la rivière Lindsay à aller jusqu'au bout du lot No 24; borné en avant à environ 10 arpents de longueur sur le susdit lot 24, en profondeur au bout de la profondeur qu'il peut y avoir jusqu'au bout dudit lot, joignant des côtés nord-ouest et sud-est les autres parties dudit lot 24;

b. Un autre terrain situé dans le susdit lot 26, contenant un demi arpent de largeur sur environ 20 arpents, plus ou moins, de profondeur; borné en front au terrain ci-dessus désigné, en profondeur au bout de la profondeur du lot 26, joignant des côtés nord-ouest et sud-est aux autres parties dudit lot, lesquels terrains passeront sur les dits lots de terre sus mentionnés comme suit: un quart d'arpent de largeur chaque côté de la rivière Lindsay;

c. En outre, le droit exclusif en faveur de John Armstrong ou ses représentants, d'exploiter toutes les mines de quelque nature que ce soit, pouvant exister sur toutes les parties des lots de terre ci-dessus mentionnés, sans causer aucun dommage aux bâties pouvant se trouver près desdites rivières, et le droit de rechercher et d'exploiter lesdites mines sur tous les restants desdits lots de terre sus désignés, en par lui payant aux propriétaires desdits lots \$20.00 par chaque arpent de terre en superficie, pourvu que ce ne soit pas dans le terrain défriché et mis en valeur.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Saint-Joseph, Beauce, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charges ou à fin de distraire, à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et l'adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et, à défaut par les

Sale by Licitation

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 2796. Simons Thompson, plaintiff; vs Thomas Bartley *et al*, defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Saint-Joseph-de-Beauce, district of Beauce, rendered on the twelfth day of April, one thousand nine hundred and seventeen, in a cause wherein Simons Thompson, farmer, of Saint Théophile, was plaintiff; and Thomas Bartley, Nelson Bartley, both of Jackman, Maine; James Bartley, of Brownville, Maine; Alfred Bartley, of Madison, Maine; Henry Bartley, of Greenville, Maine; HESSIE Bartley, wife of William Elliott, of Jackman, Maine, and the latter a party hereto both personally and to authorize his said wife; and Mary-Rachel Bartley, wife of a party named Williams, of Los Angeles, California, and the said Williams a party hereto both personally and to authorize his said wife, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit: the lots numbers twenty four, twenty five, twenty six A and twenty six B, (24, 25, 26a, 26b) of the cadastre for the first range of Kennebec road, Marlow division, circumstances and dependencies, save and except therefrom the following, namely:

a. That certain lot of land containing one half arpent in width by whatever depth there may be from the commencement of the river Lindsay to the end of lot No. 24; bounded in front at a distance of about 10 arpents in length on the aforesaid lot 24, in depth at the end of the depth there may be at the end of said lot, and on the north west and south east sides by other parts of said lot 24;

b. Another lot of land situated in the aforesaid lot 26, containing one half arpent in width by about 20 arpents, more or less, in depth; bounded in front by the lot above described, in depth at the end of the depth of lot 26, and on the north west and south east sides by other parts of said lot 26, which lots of lands are taken out of the aforesaid lots of land as follows: one quarter arpent on each side of the river Lindsay;

c. Together with the exclusive right, in favor of John Armstrong or his assigns, to operate all the mines of any nature whatever, which may exist on all the aforementioned parts of lot, without causing any damage to the buildings erected or which may be erected close to the said rivers, and the right to explore and operate the said mines on the residues of the above described lots of lands, subject to the payment by him to the owners of said lots \$20.00 for each superficial arpent of land and provided also it be not in the land cleared and improved.

The above described immoveables will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the EIGHTEENTH day of the month of JUNE next, sitting the court, in the Court room of the court House of Saint Joseph, Beauce, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the

parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les procureurs du demandeur,
BOUFFARD & GODBOUT.
Saint-Joseph, Beauce, 8 mai 1917. 2345—19-2

adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from the right of so doing.

BOUFFARD & GODBOUT,
Attorneys for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 8th May, 1917.
2346—19-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } ALEXANDRE MAR-
No 433. } TEL, demandeur;
contre WILFRID HENAIRE et AMEDEE
HENAIRE, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

1. Une portion de terre sise et située dans la paroisse de St-Lucien, comté de Drummond, formant partie du lot No 24 du sixième rang du canton de Kingsey—avec bâtisses dessus érigées, connue et désignée comme étant le lot No 24e, du sixième rang des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Kingsey, comté de Drummond.

2. Une autre portion de terre sise et située dans la dite paroisse de St-Lucien, étant le lot No 24 F, du sixième rang des dits plan et livre de renvoi officiels du sixième rang du canton de Kingsey—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Lucien, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain (1917), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif,
Arthabaska, 10 avril 1917. 1811—15-2
[Première publication du 14 avril 1917 est nulle.]
[Première publication, 21 avril 1917.]

SHERIFFS' SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } ALEXANDRE MAR-
No. 433. } TEL, Plaintiff; against
WILFRID HENAIRE and AMEDEE HE-
NAIRE, Defendants.

As belonging to the defendants:

1. A piece of land situated in the parish of Saint Lucien, in the county of Drummond, forming part of lot No. 24, of the sixth range of the township of Kingsey—with the buildings thereon erected, known and designated as being the lot No. 24e, of the sixth range of the official plan and book of reference of the said township of Kingsey.

2. Another piece of land situated in the said parish of Saint Lucien, being the lot No. 24F, of the sixth range of the said official plan and book of reference of the said township of Kingsey—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Lucien, on the TWENTY-FIFTH day of MAY next (1917), at TWO o'clock in the afternoon.

J.-E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's office,
Arthabaska, 10th April, 1917. 1812—15-2
[First publication of the 14th April, 1917 is null.]
[First publication, 21st April 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Bedford.
Arthabaska, à savoir: } THE EASTERN
No 8382. } TOWNSHIPS
BANK, demanderesse; contre ALMA PETIT,
défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre située dans le deuxième rang du canton de Kingsey, connue et désignée au cadastre officiel dudit canton de Kingsey comme étant la moitié sud-ouest du lot 2B du deuxième rang du dit canton—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix-de-Kingsey, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain (1917), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député shérif,
EDOUARD LEBLANC.

Bureau du shérif.
Arthabaska, 14 avril 1917. 1995—16-2
[Première publication, 21 avril 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Bedford.
Arthabaska, to wit: } THE EASTERN TOWN-
No. 8382. } SHIPS BANK, plain-
tiff; against ALMA PETIT, defendant.

As belonging to the defendant:

A land situated in the second range of the township of Kingsey, known and designated upon the official plan and book of reference of said township of Kingsey as being the south west half of lot 2B of the second range of said township—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Felix-de-Kingsey, on the TWENTY-FIFTH day of MAY next (1917), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

EDOUARD LEBLANC,
Deputy sheriff.

Sheriff's office.
Arthabaska, 14th April, 1917. 1996—17-2
[First publication, 21st April, 1917.]

BEDFORD

*Dans la Cour supérieure.**Dans et pour le district de Bedford.*

Province de Québec, }
 District de Bedford. } JOSEPH PIGEON, de-
 mandeur; vs GIL-
 bert ROY, défen-
 deur; et HERMAN-B. MILLER ET AL
 ("The Model Palace Amusement"), opposants.

Saisi en exécution comme appartenant audit défendeur:

L'emplacement situé en la cité de Granby, dans le district de Bedford, décrit comme suit, à savoir: Partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-seize (pt. 396) du cadastre du village de Granby, dit district, décrit comme suit, à savoir: commençant à un point sur le côté nord de la rue Principale, à une distance de soixante pieds à l'ouest du coin sud-est du lot 396 susdit; de là, sur la rue Principale jusqu'à son intersection avec la propriété d'Octave Monty, ce qui fait une distance d'environ quatre-vingt-seize pieds; de là, vers le nord, en longeant la frontière est de la dite propriété Monty, ainsi que les limites est des propriétés Louis Paré et Mathilde Lyle jusqu'à intersection de la ligne nord du dit lot 396; de là est jusqu'à intersection d'un point soixante pieds à l'ouest de la borne qui se trouve au coin nord-est du dit lot 396; de là, vers le sud, jusqu'au point de départ—avec toutes les bâtisses et améliorations dessus construites, y compris les bancs ou les chaises fixés à demeure ou mobiles, ainsi que toutes les machines, appareils et accessoires s'y rattachant servant aux projections cinématographiques, le tout faisant partie de la dite propriété immobilière, et utile et nécessaire à la tenue d'un théâtre de vues animées.

Suivant le jugement rendu par l'honorable juge Hackett, le 26 avril 1917, la propriété immobilière précitée restera soumise au bail enregistré de Herman-B. Miller ET AL (The Model Palace Amusement Co.), en date du 25 novembre 1916, le dit bail enregistré par transcription au bureau d'enregistrement du comté de Shefford, à Waterloo, dans le registre "B" vol. 89, page 518, sous le numéro 70757.

Suivant encore le jugement rendu par l'hon. juge Hackett, le deuxième jour de mai 1917, ordonnant au shérif ou à l'officier chargé de la vente de la propriété immobilière précitée d'exiger de chaque enchérisseur, avant réception de son offre, un montant égal aux frais dus au demandeur en vertu du jugement qu'il a obtenu contre le défendeur, et aux frais subséquents, y compris les dépens de la saisie, de la vente et de la distribution des deniers.

Conséquemment, le montant exigible sera de sept cents piastres avant acceptation d'aucune offre.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles ci-haut désignés en la présente cause, annoncée une première fois comme devant avoir lieu à dix heures du matin, le 14 avril 1917, aura lieu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame-de-Granby, en la cité de Granby, dit district, le

BEDFORD

*In the Superior Court.**In and for the district of Bedford.*

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } JOSEPH PIGEON,
 Plaintiff; vs GIL-
 bert ROY, Defendant,
 and HERMAN-B. MILLER ET AL ("The
 Model Palace Amusement Company"), Oppo-
 sants.

Taken in execution as belonging to the said defendant:

That certain piece of land situated in the city of Granby, in the district of Bedford, described as follows, to wit: Part of lot number three hundred and ninety six (pt. 396) of the cadastre for the village of Granby, said district, described as follows, to wit: commen-
 cing at a certain point on the north side of Main street, at a distance of sixty feet west of the south east corner of lot 396 aforesaid; thence on Main street till it strikes the eastern line of Octave Monty's land, it being a distance of about ninety six feet; thence northerly following said Monty's east line and the east lines of lands owned by Louis Paré and Mathilde Lyle till it strikes the north line of said lot 396; thence easterly till it strikes a point sixty feet west of the north east corner post of said lot 396; thence southerly to the point of beginning—with all buildings and improvements thereon made and erected, including all chairs or seats fixed or otherwise, and all machinery, apparatus and appurtenances there-
 to belonging used for producing moving pictures, the whole forming part of said immoveable property, in use and necessary for the operation of a moving picture theatre.

Pursuant to a judgment rendered by Hon. Mr. Justice Hackett, dated April 26th, 1917, the foregoing described immoveable property will be sold subject to a registered lease of Herman-B. Miller et al (The Model Palace Amusement Co.), dated the 25th November, 1916, said lease being registered at full length the registry office for the county of Shefford, at Waterloo, in register, "B" vol. 89, page 518, under the number 70757.

Also pursuant to a judgment rendered by Hon. Mr. Justice Hackett, on the second day of May, 1917, ordering the sheriff or officer conducting the sale of the above described immoveable property to exact from each bidder before accepting the bid a sum of money equal to the costs due to plaintiff under his judgment against defendant, as well as subsequent costs, including costs of seizure, sale and proceedings to distribute the money.

Therefore, the sum to be exacted will be seven hundred dollars before any bid will be accepted.

Notice is hereby given that the sale of the above described immoveables seized in this cause, formerly announced to take place at the hour of ten in the forenoon, on 14th April, 1917, will take place at the parochial church door of the parish of Notre-Dame-de-Granby, at the city of Granby, said district, on the

NEUVIEME jour de JUIN 1917, à DIX NINTH day of JUNE, 1917, at the hour of heures de l'avant-midi. TEN of the clock in the forenoon.

Le shérif,
C.-B. JAMESON.

C.-B. JAMESON,
Sheriff.

Bureau du shérif,
Sweetsburg, le 7 mai 1917. 2303
[Première publication, 12 mai 1917.]

Sheriff's office,
Sweetsburg, 7th May, 1917. 2304
[First publication, 12th May, 1917.]

Cour supérieure.—District de Bedford.
Province de Québec, } AUGUSTIN CHOI-
District de Bedford. } NIERE, deman-
No 9870. } deur; vs ARTHUR
QUINTIN, JOSEPH-H. DESCHAMPS ET
DAME AGNES PROULX, épouse séparée de
biens de Denis Magnan, défendeurs.

Superior Court.—District of Bedford.
Province of Quebec, } AUGUSTIN CHOI-
District of Bedford. } NIERE, plaintiff;
No. 9870. } vs ARTHUR QUIN-
TIN, JOSEPH-H. DESCHAMPS AND DAME
AGNES PROULX, wife separated as to pro-
perty of Denis Magnan, defendants.

Saisie en exécution comme appartenant à
Dame Agnès Proulx, défenderesse.

Taken in execution as belonging to Dame
Agnès Proulx, the female defendant.

La terre située dans le canton Granby, dans le
district de Bedford, et connue aux plan et livre
de renvoi officiels dudit canton Granby comme
étant la moitié ouest du lot cadastral six cent
trente-trois ($\frac{1}{2}$ ouest-633), mesurant cent acres,
plus ou moins—avec toutes les bâtisses et autres
améliorations dessus construites.

That certain farm situated in the township of
Granby, in the district of Bedford, and now known
on the official plan and in the book of reference
of the said township of Granby, as the west half
of cadastral lot number six hundred and thirty
three (west $\frac{1}{2}$ 633), containing one hundred
acres, more or less—with all buildings and other
improvements thereon erected.

Pour être vendue à la porte de l'église de la
paroisse de Notre-Dame-de-Granby, en la cité
de Granby, dit district, le VINGT-TROISIEME
jour de MAI prochain 1917, à DIX heures de
l'avant-midi.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Notre-Dame-de-Granby, at the city of
Granby, said district, on the TWENTY THIRD
day of MAY next, 1917, at the hour of TEN
of the clock in the forenoon.

Le shérif,
C.-B. JAMESON.

C.-B. JAMESON,
Sheriff.

Bureau du shérif.
Sweetsburg, 17 avril 1917. 2027—16-2
[Première publication, 21 avril 1917.]

Sheriff's office.
Sweetsburg, 17th April, 1917. 2028—16-2
[First publication, 21st April, 1917.]

KAMOURASKA

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir: } EUGÈNE COTÉ, cul-
No 6119. } tivateur, de la pa-
roisse de Saint-Antonin, demandeur; contre
POLYCARPE GUERETTE, cultivateur, du
même endroit, défendeur.

Comme appartenant au défendeur, savoir:

1. Une terre connue et désignée aux plan et
livre de renvoi officiels du cadastre de Témis-
couata, pour la paroisse de Saint-Antonin, sous
le numéro trois cent neuf (No 309)—avec bâ-
tisses dessus construites, circonstances et dépen-
dances;

2. Une terre à bois connue et désignée aux
plan et livre de renvoi officiels du cadastre de
Témiscouata, pour la paroisse de Saint-Antonin,
sous le numéro trois cent quatre-vingt-un
(No 381).

Pour être vendus séparément à la porte de
l'église de la paroisse de Saint-Antonin, le
QUATORZIEME jour de JUIN prochain (1917),
à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-O. GIRARD.

Bureau du shérif,
Fraserville, 7 mai 1917. 2305—19-2
[Première publication, 12 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit: } EUGÈNE COTÉ,
No. 6119. } farmer, of the parish of
Saint-Antonin, plaintiff; vs POLYCARPE
GUERETTE, farmer, of the same place, defend-
ant.

As belonging to said defendant, to wit:

1. That certain land known and designated
on the official plan and book of reference of the
cadastre of Témiscouata, for the parish of Saint-
Antonin, under the number three hundred
and nine (No. 309)—with the buildings thereon
erected, circumstances and dependencies;

2. That certain timber land known and
designated on the official plan and book of
reference of the cadastre of Témiscouata, for
the parish of Saint-Antonin, under the number
three hundred and eighty one (No. 381).

To be sold separately at the church door of
the parish of Saint-Antonin, on the FOUR-
TEENTH day of JUNE next (1917), at TEN
o'clock in the forenoon.

J.-O. GIRARD,
Sheriff.

Sheriff's office,
Fraserville, 7th May, 1917. 2306—19-2
[First publication, 12th May, 1917.]

MONTCALM

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montcalm.*Mont-Laurier, à savoir: } JOSEPH OUEL-
No 355. } LETTE, mar-

chand, du village de Mont-Laurier, district de Montcalm, demandeur; contre les HÉRITIERS légaux de feu ALBERT LEVIS, en son vivant du village de Mont-Laurier, district de Montcalm, défendeurs.

Un lopin de terre faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cinquante et un (51), du troisième rang du canton Robertson, mesurant soixante et cinq pieds de largeur par cent dix-neuf pieds de profondeur dans la ligne est, et cent quatre-vingt-quinze pieds de profondeur dans la ligne ouest, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front au nord par la rue du Portage, à l'ouest par le terrain de Odilon Demers, à l'est par le terrain de Dame George Barrette et au sud-est par la rivière du Lièvre—avec les bâtisses dessus construites, et maintenant désigné: un terrain ou emplacement situé au village de Mont-Laurier, connu et désigné comme étant le lot de terre portant le numéro 1546, des plan et livre de renvoi officiels du village de Mont-Laurier.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-Fourvières (Mont-Laurier), le LUNDI, VINGT-HUITIÈME jour de MAI prochain (1917), à DIX heures du matin.

Le shérif,

RODOLPHE ROBERT.

Bureau du shérif.

Mont-Laurier, 12 avril 1917. 1927—16-2
[Première publication, 21 avril 1917.]

MONTCALM

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montcalm.*Mont-Laurier, to wit: } JOSEPH OUEL-
No. 355. } LETTE, mer-

chant, of the village of Mont-Laurier, district of Montcalm, plaintiff; against the legal HEIRS of the late ALBERT LEVIS, in his lifetime of the village of Mont-Laurier, district of Montcalm, defendants.

All that certain parcel of land forming part of the lot of land known and designated under the number fifty one (51), of the third range of Robertson township, measuring sixty five feet in width by one hundred and nineteen feet in depth in the east line, and one hundred and fifteen feet in depth in the west line, more or less, english measure; bounded in front, to the north, by Portage street, on the west by the land of Odilon Demers, on the east by the land of Dame George Barrette, and on the south east by the Lievre river—with the buildings thereon erected and now designated: that certain emplacement or lot of land situated in the village of Mont-Laurier, known and designated as being the lot bearing number 1546, of the official plan and book of reference of the village of Mont-Laurier.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-de-Fourvières (Mont-Laurier), on MONDAY, the TWENTY EIGHTH day of MAY next (1917), at TEN o'clock in the forenoon

RODOLPHE ROBERT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Mont-Laurier, 12th April, 1917. 1928—16-2
[First publication, 21st April, 1917.]

MONTMAGNY

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—Montmagny.*Montmagny, à savoir: } JOSEPH - VALERE
No 448. } COTE, médecin,

demandeur; contre JOSEPH-ADELARD GAUDREAU, de St-Cyrille, défendeur.

1. Une terre située sur le premier rang du canton Bourdages, comté de L'Islet, contenant trois arpents et quatre perches de largeur, au front, sur vingt-huit arpents de profondeur; de là deux arpents et quatre perches de largeur sur le reste de la concession; bornée à chaque bout par le fronteau, à l'ouest par Iréné Lord et Achille Bernier, connu et désigné comme étant une partie du lot No huit a (8a), du cadastre pour le premier rang du dit canton Bourdages;

2. Un terrain de un arpent et un quart de largeur sur quarante-deux arpents de profondeur, connu et désigné comme étant le lot No sept b (7b), du 1er rang du canton Bourdages susdit—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, le tout sujet à la donation par Napoléon Gaudreau à J.-H. Gaudreau, devant M^{re} Henri Boivert, N. P., enregistrée au bureau d'enregistrement de l'Islet sous le No 42274, vol. 50, page 186.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille, le VINGT-DEUX-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—Montmagny.*Montmagny, to wit: } JOSEPH-VALERE CO-
No. 448. } TE, physician, plain-

tiff; against JOSEPH-ADELARD GAUDREAU, of Saint Cyrille, defendant.

1. That certain land situated on the first range of Bourdages township, county of L'Islet, containing three arpents and four perches in width, in front, by twenty eight arpents in depth; thence two arpents and four perches in width by the remaining depth of the concession; bounded at each end by the range line, on the west by Iréné Lord and Achille Bernier, known and designated as being part of the lot No. eight a (8a), of the cadastre for the first range of said Bourdages township.

2. That certain lot of land of one arpent and a quarter in width by forty two arpents in depth, known and designated as being the lot No. seven b (7b), of the first range of Bourdages township aforesaid—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, the whole subject to the donation by Napoléon Gaudreau to J.-A. Gaudreau before Henri Boivert, esq., N. P., recorded in the registry office of L'Islet under No. 42274, vol. 50, page 186.

To be sold at the church door of the parish of Saint Cyrille, on the TWENTY SECOND

IEME jour de MAI prochain, 1917, à DIX heures du matin.

Le shérif,
GEO. ROY.

Bureau du shérif,
Montmagny, 16 avril 1917. 1961—16-2
[Première publication, 21 avril 1917.]

day of MAY next, 1917, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montmagny, 16th April, 1917. 1962—16-2
[First publication, 21st April, 1917.]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ORPHISE LE-
No 2268. } GAULT, veuve de
Amédée Lecavalier, du village de Sainte-Geneviève, district de Montréal, demanderesse; contre ADOLPH MORITZER, défendeurs et TELES-PHORE DEPATIE, curateur au délaisement.

Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-Dominique, connu et désigné sous le numéro trois (3), de la subdivision officielle du lot numéro sept cent soixante et seize (No 776), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.
Montréal, 9 mai 1917. 2359—19-2
[Première publication, 12 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ARTHUR YALE ET AL
No 714. } ES-QUAL., deman-
deurs; vs BENJAMIN SCHWARTZ, défendeur.

Un lot de terre situé sur le côté sud-ouest de l'avenue Coloniale (autrefois rue Saint-Georges-Hypolite) en la cité de Montréal, portant le numéro 285, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—avec une maison double à trois étages lambrisée en briques.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.
Montréal, 7 mai 1917. 2361—19-2
[Première publication, 12 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J.-ARTHUR AUMAIS,
No 1330. } demandeur; vs ELIE-
W. JACOBS ET AL, défendeurs; et JOSEPH-G. DUHAMEL ET HORMISDAS-H. BEAULIEU, défendeurs *ès-qualité*.

Contre les défendeurs Moses-L. Morris, Bernard Wolowitch et Simon Miller, chacun 1-10 indivis, et contre Joseph Richard, *ès-qualité* de curateur au délaisement fait en cette cause par les autres défendeurs 7-10 indivis de: Cet emplacement ayant front sur la rue Saint-Laurent, en la cité de Montréal, et composé des lots de terre connus aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis comme étant les numéros vingt-cinq, vingt-six et vingt-sept de la subdivision du lot numéro 10 (10-25, 26 et 27)—avec les constructions sus-

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ORPHISE LE-
No. 2268. } GAULT, widow of
Amédée Lecavalier, of the village of Sainte-Geneviève, district of Montreal, plaintiff; against ADOLPH MORITZER, defendant and TELES-PHORE DEPATIE, curator to the surrender made therein.

That certain lot of land fronting on Saint-Dominique street, known and designated under the number three (3) of the official subdivision of the lot number seven hundred and seventy six (No. 776), on the official plan and book of reference of Saint-Louis ward, in the city of Montreal—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 9th May, 1917. 2360—19-2
[First publication, 12th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ARTHUR YALE ET AL,
No. 714. } ES-QUAL., plaintiffs; vs
BENJAMIN SCHWARTZ, defendant.

That certain lot of land situate on the south side of Colonial Avenue (formerly Saint-Georges Hypolite street), in the city of Montreal, bearing the number 285, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste—with a double house three storeys high, incased with brick thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 7th May, 1917. 2362—19-2
[First publication, 12th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J.-ARTHUR AUMAIS,
No. 1330. } plaintiff; vs ELIE-W.
JACOBS ET AL, defendants; and JOSEPH-G. DUHAMEL AND HORMISDAS-H. BEAULIEU, defendants *ès-qualité*.

Against the defendants Moses-L. Morris, Bernard Wolowitch and Simon Miller, each for 1-10 undivided, and against Joseph Richard, *ès-qualité* of curator to the surrender made herein by the other defendants, the 7-10 undivided of: That certain emplacement fronting on Saint Lawrence street, in the city of Montreal, and made up of the lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis as being the numbers twenty five, twenty six and twenty seven of the subdivision of the lot number

érigées, le tout formant une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 9 mai 1917.

2363—19-2

[Première publication, 12 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **A** THANASE TREPA-
No 3482. } NIER, demandeur;
vs KELLY SHUGHAR ET DAME CELINA
BEAUCHAMP, veuve de Jean-Baptiste Pauzé,
défendeurs.

Saisis comme appartenant à ladite défende-
resse:

Les lots de terre connus et désignés comme
étant les subdivision numéros trois cent cin-
quante-trois, trois cent cinquante-quatre, trois
cent cinquante-cinq, trois cent cinquante-six,
trois cent cinquante-sept, trois cent cinquante-
huit, trois cent cinquante-neuf, trois cent soixante,
trois cent soixante et un et trois cent soixante-deux
du lot originaire No cent onze (111-353, 354, 355,
356, 357, 358, 359, 360, 361 et 362), aux plan et
livre de renvoi officiels du village incorporé de
la Côte-des-Neiges, et ayant front sur une rue
projetée connue sous le numéro 447 dudit lot
originaire No 111 (111-447).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
Montréal, le QUATORZIEME jour de JUIN
prochain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 8 mai 1917.

2365—19-2

[Première publication, 12 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L** UMBER CONSTRUC-
No 5306. } TION CO LIMITED
corps politique et incorporé, ayant son principal
bureau d'affaires dans la ville Saint-Pierre, dis-
trict de Montréal, faisant affaires comme mar-
chand de bois, demandeur; vs JULES FRANKEL
défendeur.

Un immeuble portant le No 2630, subdivision
93, des plan et livre de renvoi officiels de la pa-
roisse de Saint-Laurent, dans le quartier Saint-
Denis; borné en front par la rue de Châteaubriand.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le QUINZIEME jour de JUIN pro-
chain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 9 mai 1917.

2367—19-2

[Première publication, 12 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **D** AME ORPHISE LE-
No 5014. } GAULT, veuve de
Amedée Lecavalier, demanderesse; contre les
terres et tenements de ADOLPH MORITZER,
défendeur, mais entre les mains de Télesphore
Dépatie, curateur au délaisement.

Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-
Dominique, connu et désigné sous le numéro
deux (2) de la subdivision officielle du lot numéro
sept cent soixante et seize (No 776), aux plan et

ten (10-25, 26 and 27)—with all the constructions
thereon, the whole forming but one single plot
of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FOURTEENTH day of JUNE next, at
THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 9th May, 1917.

2364—19-2

[First publication, 12th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **A** THANASE TREPA-
No. 3482. } NIER, plaintiff; vs
KELLY SHUGHAR AND DAME CELINA
BEAUCHAMP, widow of Jean-Baptiste Pauzé,
defendants.

Seized as belonging to the defendant, Dame
Céline Beauchamp:

These lots of land known and designated as
being the subdivision numbers three hundred
and fifty three, three hundred and fifty four,
three hundred and fifty five, three hundred and
fifty six, three hundred and fifty seven, three
hundred and fifty eight, three hundred and fifty
nine, three hundred and sixty, three hundred
and sixty one and three hundred and sixty two
of original lot number one hundred and eleven
(111-353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361
and 362), on the official plan and book of reference
of the incorporated village of Côte-des-Neiges,
fronting on a projected street known under the
number 447 of said original lot No. 111 (111-447).

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FOURTEENTH day of JUNE next,
at TWELVE o'clock NOON.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 8th May, 1917.

2366—19-2

[First publication, 12th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **L** UMBER CONSTRUC-
No. 5306. } TION CO., LI-
MITED, a body politic and corporate, having its
principal place of business and head office in the
town of Saint-Pierre, district of Montreal, carry-
ing on business as lumber merchant, plaintiff; vs
JULES FRANKEL, defendant.

That certain immoveable bearing the number
2630, subdivision 93, of the official plan and book
of reference of the parish of Saint-Laurent, in
Saint-Denis ward; fronting on Chateaubriand
street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FIFTEENTH day of JUNE next, at
TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 9th May, 1917.

2368—19-2

[First publication, 12th May, 1917]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **D** AME ORPHISE LE-
No. 5014. } GAULT, widow of
Amedée Lecavalier, plaintiff; against the lands and
tenements of ADOLPH MORITZER, defendant,
but now in the hands of Télesphore Depatie,
curator to the surrender made herein.

That certain lot of land fronting on Saint
Dominique street, known and designated under
the number two (2) of the official subdivision
of the number seven hundred and seventy six

livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUIN prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 8 mai 1917.

2369—19-2

[Première publication, 12 mai 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ALBERT BARRETTE**,
No 1996. } **TE**, demandeur; vs
JOSEPH BARRETTE, défendeur.

Les lots de terre faisant front à la rue Camille, situés dans la ville Saint-Pierre, comté de Jacques-Cartier, désignés sous les numéros trois, six, sept de la subdivision du lot officiel numéro cent vingt-six (126-3, 6, 7), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, district de Montréal—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 9 mai 1917.

2371—19-2

[Première publication, 12 mai 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **MESSIEURS LES**
No 4427. } **ECCLESIASTI-**
QUES DU SEMINAIRE DE SAINT-SULPICE
DE MONTREAL, corps politique et incorporé,
ayant sa principale place d'affaires, en les cité et
district de Montréal, demandeurs; contre **JEAN**
GERACIMO, défendeur.

Une propriété de forme triangulaire située au coin des rues des Carrières et de Grandpré (autrefois Saint-Edouard), en ladite cité de Montréal, composée des lots de terre portant les numéros soixante et onze, soixante et douze et soixante et treize (Nos 71, 72 et 73) de la subdivision du lot numéro cent quatre-vingt-dix-sept (197), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte-Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga, chacun desdits lots Nos 71 et 72 contenant vingt-quatre pieds de largeur, et ledit lot No 73 contenant soixante et onze pieds de largeur, mesure anglaise et plus ou moins, mais sous réserve d'une lisière de terre d'environ deux pieds et vingt-cinq centièmes de pied de profondeur, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites portant les numéros pairs 58 à 74a de la rue des Carrières et leurs dépendances, pour être vendus en bloc comme étant et formant une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 9 mai 1917.

2373—19-2

[Première publication, 12 mai 1917].

(No. 776), on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montréal—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the FIFTEENTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 8th May, 1917.

2370—19-2

[First publication, 12th May, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ALBERT BARRETTE**,
No. 1996. } **plaintiff**; vs **JOSEPH**
BARRETTE, defendant.

Those certain lots of land fronting on Camille street, situated in the town of Saint-Pierre, county of Jacques-Cartier, designated under the numbers three, six and seven of the subdivision of official lot number one hundred and twenty six (126-3, 6 and 7), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, district of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the FIFTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 9th May, 1917.

2372—19-2

[First publication, 12th May, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **MESSIEURS LES**
No. 4427. } **ECCLESIASTI-**
QUES DU SEMINAIRE DE SAINT-SULPICE
DE MONTREAL, a body politic and corporate
with its principal place of business in the city and
district of Montreal, plaintiffs; against **JEAN**
GERACIMO, defendant.

A property of triangular outline situate at the corner of Carrières and de Grandpré (formerly Saint Edouard) streets, in the said city of Montreal, composed of the lots of land bearing the numbers seventy one, seventy two and seventy three (Nos. 71, 72 and 73) of the subdivision of the lot number one hundred and ninety seven (197), on the official plan and book of reference of the village of Côte-Saint-Louis, in the county of Hochelaga, each of the said lots Nos. 71 and 72 containing twenty four feet in width, and the said lot No. 73 containing seventy one feet in width, english measurement and more or less, but under reserve a strip of land of about two feet and twenty five one hundredths of a foot in depth, more or less, taken off the front of the said lots and required by the city of Montreal for the widening of Carrières street, which leaves the lot of land presently sold an area of three thousand eight hundred and seventy six feet and sixty three one hundredths, english measurements, and more or less—with the buildings thereon erected bearing the even numbers 58 to 74a of Carrières street and their dependencies, to be sold in block as being and forming one plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 9th May, 1917.

2374—19-2

[First publication, 12th May, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J. -A. MARION**, deman-
No 2401. } **deur; vs ADELARD**
MARTEL, défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Paul, de Montréal, connu et désigné comme suit:

1. Partie du lot numéro quatre-vingt-huit de la subdivision officielle du lot numéro trois mille neuf cent vingt-neuf (3929 pt. 88), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant quarante-quatre pieds de front par cinquante-cinq pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; bornée en front par la partie du même lot faisant maintenant partie de la rue Saint-Emile, en arrière par partie de la partie ci-après décrite du lot quatre-vingt-six de la même subdivision, d'un côté par la rue Hadley, et de l'autre côté par la partie ci-après décrite du lot numéro quatre-vingt-sept de la même subdivision;

2. Un autre lot de terre situé au même endroit, connu et désigné comme étant partie du lot numéro quatre-vingt-sept de la subdivision officielle du lot No trois mille neuf cent vingt-neuf (3929 pt. 87), dudit cadastre, contenant trente-neuf pieds de front par cinquante-cinq pieds de profondeur; borné en front par la partie du même lot faisant maintenant partie de la rue Saint-Emile, en arrière par partie de la partie ci-après décrite de ladite subdivision quatre-vingt-six du même lot, d'un côté par la partie ci-dessus décrite dudit lot numéro quatre-vingt-huit de ladite subdivision, et de l'autre côté par le résidu dudit lot No quatre-vingt-sept;

3. Une lisière de terre étant la juste moitié sud-ouest d'un lot de terre situé au même endroit, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-six de la subdivision officielle dudit lot numéro trois mille neuf cent vingt-neuf ($\frac{1}{2}$ s.-e. 3929-86) dudit cadastre, contenant dix pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise; bornée en front par la rue Hadley, en arrière par le lot No quatre-vingts, de la dite subdivision, d'un côté par les parties ci-dessus décrites desdits lots Nos. 87 et 88, et de l'autre côté par l'autre moitié dudit lot No 86—avec les bâtisses y érigées portant les Nos 85 et 87 de la rue Hadley.

Ces trois parties de lots forment un seul héritage.

Ainsi que les immeubles par destination qui se trouvent sur les lieux décrits.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 7 mai 1917.

2375—19-2

[Première publication, 12 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **EDMOND LAFON-**
No 4938. } **TAINE**, demandeur;
contre **OVIDE PAPINEAU** et **H.-J. HOPE**,
défendeurs.

Comme appartenant à Ovide Papineau, l'un des dits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, autrefois ville DeLorimier, ayant front sur le chemin de la Côte Visitation, maintenant Des Carrières, connu et désigné sous le lot numéro 982 de la subdivision offi-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J. -A. MARION**, plaintiff;
No. 2401. } **vs ADELARD MAR-**
TEL, defendant.

An emplacement situate in Saint Paul's ward, of Montreal, known and designated as follows:

1. Part of the lot number eighty eight of the official subdivision of lot number three thousand nine hundred and twenty nine (3929 pt. 88), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing forty four feet in front by fifty five feet in depth, more or less, english measurement; bounded in front by the part of the same lot now forming part of Saint Emile street, in the rear by portion of the part hereinafter described of the lot eighty six of the same subdivision, on one side by Hadley street, and on the other side by the part hereinafter described of the lot number eighty seven of the same subdivision;

2. Another lot of land situate in the same place, known and designated as being part of the lot number eighty seven of the official subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twenty nine (3929 pt. 87) of the said cadastre, containing thirty nine feet in front by fifty five feet in depth; bounded in front by the portion of the same lot now forming part of Saint Emile street, in the rear by portion of the part hereinafter described of the said subdivision eighty six of the same lot, on one side by the part hereinabove described of the said lot number eighty eight of the said subdivision, and on the other side by the residue of the said lot number eighty seven;

3. A strip of land being the exact southwest half of the lot of land situate in the same place, known and designated under the number eighty six of the official subdivision of the said lot number three thousand nine hundred and twenty nine ($\frac{1}{2}$ s. w. 3929-86) of the said cadastre, containing ten feet in width by eighty feet in depth, english measurement; bounded in front by Hadley street, in the rear by the lot number eighty of the said subdivision, on one side by the parts hereinabove described of the said lots Nos. 87 and 88, and on the other side by the other half of the said lot No. 86—with the buildings erected thereon bearing the Nos. 85 and 87 of Hadley street.

These three parts of lots comprise one estate.

As well as the immoveables by destination upon the premises described.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 7th May, 1917.

2376—19-2

[First publication, 12th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **EDMOND LAFONTAINE**,
No. 4938. } **plaintiff; against OVIDE**
PAPINEAU and **H.-J. HOPE**, defendant.

As belonging to Ovide Papineau, one of the aforesaid defendants, the following immovable, namely:

That certain lot of land situated in the city of Montreal, formerly town of DeLorimier, fronting on Côte Visitation road, now Des Carrières road, known and designated under the number 982 of the official subdivision of the

cielle du lot originaire numéro 161 (161-982), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, de la contenance de vingt-cinq pieds en arrière, par une profondeur de cent vingt pieds sur le côté nord-est, et cent onze pieds sur le côté sud-ouest, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, avec droits de passage dans la ruelle située en arrière du dit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,
Montréal, 17 avril 1917. 1983—16-2
[Première publication, 21 avril 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } GEORGES ST-GER-
No 4189. } MAIN, demandeur,
vs GEORGES MANSOUR SALHANI, défen-
deur.

Deux lots de terre ayant front sur le boulevard Saint-Laurent, dans le quartier Laurier, cité de Montréal, et connus et désignés comme étant les lots Nos 301 et 302, de la subdivision officielle du lot No 11 (11-301 et 302), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, avec droit de passage en commun dans la ruelle située en arrière des dits lots.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à MIDI.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,
Montréal, 17 avril 1917. 1985—16-2
[Première publication, 21 avril 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH MONETTE,
No 309. } en sa qualité d'exé-
cuteur testamentaire de feu Dame Odile Dage-
nais, veuve de Michel Jasmin, demandeur; vs
DAME MARIE-LOUISE LEGAULT, veuve de
sieur Camille Bastien, défenderesse.

Un emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot No 120, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Dorothée, de cent dix pieds (110) de largeur sur environ six perches et neuf pieds de profondeur; borné en front par le chemin public, en arrière vers le nord, et d'un côté vers l'ouest par une partie du dit lot appartenant à Ferdinand Gravel, représentant Philias Pesant, et de l'autre côté vers l'est par une autre partie du lot appartenant à Florido Lecavalier—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Dorothée, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,
Montréal, 17 avril 1917. 1987—16-2
[Première publication, 21 avril 1917.]

MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } F. R. VINET & P.-H.
No 29a. } F. DUFRESNE, cura-
teurs aux biens de BERNARD DAMIEN et

primitive lot number 161 (161-982), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation, containing twenty five feet in rear, by a depth of one hundred and twenty feet on the north east side, and one hundred and eleven feet in the south west side, the whole english measurements, and more or less, with a right of way in the lane in rear of said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 17th April, 1917. 1984—16-2
[First publication, 21st April, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } GEORGES ST-GER-
No. 4189. } MAIN, plaintiff; vs
GEORGES MANSOUR SALHANI, defendant.

Those two lots of land fronting on Saint Lawrence Boulevard, in Laurier ward, city of Montreal, and known and designated as being the lots Nos 301 and 302, of the official subdivision of lot No. 11 (11-301 and 302), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, with a common right of way in the lane situated at the rear of said lots.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of MAY next, at TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 17th April, 1917. 1986—16-2
[First publication, 21st April, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH MONETTE, in
No. 309. } his quality of testamen-
tary executor of the late Dame Odile Dagenais,
widow of Michel Jasmin, plaintiff; vs DAME
MARIE-LOUISE LEGAULT, widow of Camil-
le Bastien, defendant.

That certain emplacement known and designated as forming part of the lot No. 120, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Dorothée, of one hundred and ten (110) feet in width by about six perches and nine feet in depth; bounded in front by the public road, in rear to the north, and on one side to the west by a part of said lot belonging to Ferdinand Gravel, representing Philias Pesant, and on the other side, to the east by another part of said lot belonging to Florido Lecavalier—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Dorothée, on the TWENTY THIRD day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 17th April, 1917. 1988—16-2
[First publication, 21st April, 1917.]

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } F. R. VINET & P.-H.
No. 29a. } F. DUFRESNE, cu-
rators to the property of BERNARD DAMIEN

J.-HORACE DAVID, faillis; et L'HON. SIR H. ARCHAMBAULT ET AL, requérants.

Trois lots de terre situés en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Jérôme, connus comme étant les subdivisions soixante et seize, soixante-dix-sept et soixante-huit du lot numéro cent soixante et un (161-76, 77 et 78), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, contenant chacune desdites subdivisions vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec bâtisses y érigées portant les Nos civiques 102 à 104 "E" de ladite rue Saint-Jérôme et les numéros civiques 1887 à 1895 de la rue Bordeaux. Pour être vendus en bloc, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, en date du 2 avril 1917.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 17 avril 1917.

1989—16-2

[Première publication, 21 avril 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **PIERRE TERRAULT**,
No 1079. } notaire, **JOSEPH LAMOUREUX**, **ALPHONSE MORIN**, avocat, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de la succession de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve, demandeurs; vs **DAME NESE KRASNO**, épouse séparée de biens de Isaac Greenplat, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et al, défendeurs.

Comme appartenant à Dame Sarah Stoloff, épouse séparée de biens de Harry Wilnesky et Moses Waxman, deux des dits défendeurs:

La moitié nord-est du lot connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent (N.-E. $\frac{1}{2}$ —500), des plan et livre de renvoi du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, faisant maintenant partie de la cité de Montréal, mesurant cent vingt-deux pieds de front sur une profondeur de quatre-vingt-quatre pieds, avec superficie totale de dix mille deux cent quarante-huit pieds, le tout d'après la mesure anglaise, et plus ou moins; bornée en front au nord-est par la rue Saint-Urbain, en arrière au sud-ouest par l'autre moitié dudit lot officiel 500, au sud-est par la rue Rachel, et sur le côté nord-ouest par le lot officiel No 499, desdits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances s'y rattachant.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 18 avril 1917.

2003—16-2

[Première publication, 21 avril 1917.]

MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **OSCAR BEAUCHAMP**,
No 195a. } curateur aux biens de **ZENON CORBEAU**, failli.

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Denis, en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Boucher, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent quarante (240), aux plan et livre

and J.-HORACE DAVID, insolvents; and the HON. SIR H. ARCHAMBAULT ET AL, petitioners.

Three lots of land situated in the city of Montreal, fronting on Saint Jerome street, known as being the subdivisions seventy six, seventy seven and seventy eight of the lot number one hundred and sixty one (161-76, 77 and 78), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Visitation, containing each of said subdivisions twenty five feet in width by ninety feet in depth, english measure, and more or less—with the buildings thereon erected bearing civic Nos. 102 to 104 "E" in said Saint Jerome street and civic Nos. 1887 to 1895 in Bordeaux street. To be sold as a whole *en bloc*, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bruneau, dated the 2nd April, 1917.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 17th April, 1917.

1990—16-2

[First publication, 21st April, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **PIERRE TERRAULT**,
No. 1079. } notary, **JOSEPH LAMOUREUX**, **ALPHONSE MORIN**, advocate, in their quality of testamentary executors to the estate of the late the Honourable Joseph-Octave Villeneuve, plaintiffs; vs **DAME NESE KRASNO**, wife separated as to property of Isaac Greenplat, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, et al, defendants.

As belonging to Dame Sarah Stoloff, wife separated as to property of Harry Wilnesky and Moses Waxman, two of the said defendants:

The north east half of lot known and designated as lot number five hundred (N. E. $\frac{1}{2}$ —500), upon the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, now forming part of the city of Montreal, containing one hundred and twenty two feet in front by a depth of eighty four feet and a total superficies of ten thousand two hundred and forty eight feet, all english measure, and more or less; bounded in front to the north east by Saint Urbain street, in rear to the south west by the remaining half of said official lot 500, on the south east by Rachel street, and on the north west side by official lot No. 499, on said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected, with the members and appurtenances thereto belonging.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 18th April, 1917.

2004—16-2

[First publication, 21st April, 1917.]

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **OSCAR BEAUCHAMP**,
No. 195a. } curator to the property of **ZENON CORBEAU**, insolvent.

That certain lot of land situated in Saint Denis ward, in the city of Montreal, fronting on Boucher street, known and designated as being the lot number two hundred and forty (240), on the

de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à MIDI.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 18 avril 1917. 2005—16-2
[Première publication, 21 avril 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } A DEODAT CHAU-
No 5058. } RET, demandeur;
vs JOSEPH BERNARD, défendeur, et TELES-
PHORE DEPATIE, curateur au délaissement
fait par ledit défendeur.

Un immeuble situé en la cité de Montréal et composé du lot connu et désigné sous le No 269 de la subdivision du lot originaire No 1705 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal (1705-269) et des lots Nos 191 et 192 de la subdivision du lot originaire No 1704 (1704-191 et 192), des même plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses dessus érigées les trois lots ci-dessus ne formant qu'une seule exploitation et ayant front sur la rue Notre-Dame.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 18 avril 1917. 2007—16-2
[Première publication, 21 avril 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } L'ALLIANCE NATIO-
No 3357. } NALE, corps politi-
que et incorporé, ayant son principal bureau
d'affaires en les cité et district de Montréal,
demanderesse; vs GEORGES HEBERT ET AL,
défendeurs.

Comme appartenant audit Georges Hébert, l'un des défendeurs.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Iberville, connu et désigné sous le numéro vingt-huit, de la subdivision officielle du lot numéro deux A (No 2a-28), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation—avec les constructions y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 18 avril 1917. 2011—16-2
[Première publication, 21 avril 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EDOUARD BARLIE,
No 4269. } demandeur; vs P.-P.
HUET DIT DULUDE, défendeur.

1. Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, ayant front sur la rue Parthenais, dans le quartier Delorimier, composé comme suit: de la re-subdivision du lot No 1 de la subdivision du lot No 123 du lot No 9 (No 9-123-1), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation;

2. De la re-subdivision No 2 de la subdivision No 123 du dit lot No 9 (No 9-123-2), aux plan et

official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of MAY next, at TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 18th April, 1917. 2006—16-2
[First publication, 21st April, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } A DEODAT CHAURET,
No. 5058. } plaintiff; vs JOSEPH
BERNARD, defendant, AND TELES-
PHORE DEPATIE, curator to the surrender of property
made herein by said defendant.

That certain immovable situated in the city of Montreal and composed of the lot known and designated under the No. 269 of the subdivision of the original lot No. 1705, of the official plan and book of reference of the parish of Montreal (1705-269) and of the lots Nos. 191 and 192, of the subdivision of original lot No. 1704 (1704-191 and 192), of same official plan and book of reference—with the buildings thereon erected, the above three lots forming but one single plot of land and fronting on Notre-Dame street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 18th April, 1917. 2008—16-2
[First publication, 21st April, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } L'ALLIANCE NATIO-
No. 3357. } NALE, a body politic
and corporate, with its principal place of business
in the city and district of Montreal, plaintiff;
vs GEORGE HEBERT ET AL, defendants.

As belonging to the said Georges Hébert, one of the defendants.

A lot of land situate in the city of Montreal, fronting on Iberville street, known and designated under the number twenty eight, of the official subdivision of the lot number two A (No. 2a-28), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Visitation—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 18th April, 1917. 2012—16-2
[First publication, 21st April, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EDOUARD BARLIE, plain-
No. 4269. } tiff; vs P.-P. HUOT
ALIAS DULUDE, Defendant.

1. That certain lot of land situated in the city of Montreal, fronting on Parthenais street, in Delorimier ward, composed as follows: of the resubdivision of lot No. 1 of the subdivision lot No. 123 of lot No. 9 (No. 9-123-1), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-de-la-Visitation.

2. Of the resubdivision lot No. 2 of the subdivision No. 123 of said lot No. 9 (No. 9-123-2), on the

livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, ayant front sur la rue Parthenais.

3. De la re-subdivision No 1 de la subdivision No 124 du dit lot originaire No 9 (No 9-124-1), des dits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation—avec une maison en brique et autres bâtisses dessus érigées, et avec droit de passage en commun dans une ruelle en arrière dudit lot, ayant front sur la rue Parthenais.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 18 avril 1917.

2013—16-2

[Première publication, 21 avril 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DEMOISELLE HENRIETTE LEVY, No 186.

filles majeure et usant de ses droits, assistée aux présentes par Jules Lareau, avocat et député-protonotaire de la cour supérieure, son conseil judiciaire dûment nommé à cette charge, demanderesse; vs JOSEPH-RAPHAEL BEAUCHAMP, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Marie-Anne, en la cité de Montréal, à l'angle nord-ouest des rues Marie-Anne et Parthenais, composé comme suit:

1. Du lot de terre connu et désigné sous le numéro cinquante-et-un, de la subdivision officielle du lot onze (11-51), aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation;

2. D'une partie du lot connu et désigné sous le numéro cinquante, de la subdivision officielle du lot numéro onze (11-50), auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant icelle partie de lot douze pieds et six pouces de largeur par cent pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par ladite rue Marie-Anne, en arrière par une ruelle, d'un côté par ledit lot numéro cinquante-et-un de la dite subdivision, et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro cinquante de ladite subdivision, vendu à la municipalité du village de Delorimier pour l'élargissement de ladite rue Parthenais.

Avec droit de passage en commun avec les autres y ayant droit dans la ruelle en arrière, et avec les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 1195, 1197, 1199 et 1201 de la dite rue Marie-Anne et 1218, 1220, 1222 et 1224 de ladite rue Parthenais.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 18 avril 1917.

2015—16-2

[Première publication, 21 avril 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JEAN-BAPTISTE LA-COMBE, demandeur; No 4150.

vs DAME MARIA YON, veuve de feu Louis-Philippe Dubuc, héritière et ayant droit de Dame Cecilia Yon, veuve de feu Napoléon Poulin défenderesse.

1. Un lot de terre situé en la cité de Maisonneuve, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga,

official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation, fronting on Parthenais street.

3. Of the resubdivision lot No. 1 of the subdivision No. 124 of said original lot No. 9 (No. 9-124-1), on said official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation—with a brick house and other buildings thereon erected and with a right of way in common with others in the lane in rear of said lot, fronting on Parthenais street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX.

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 18th April, 1917.

2014—16-2

[First publication, 21st April, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MISS HENRIETTE LEVY, spinster in No. 186.

the full exercise of her rights assisted herein by Jules Lareau, advocate and deputy-prothonotary of the Superior Court, her legal adviser duly appointed to that charge, plaintiff; vs JOSEPH-RAPHAEL BEAUCHAMP, defendant.

That certain emplacement fronting on Marie-Anne street, in the city of Montreal, at the corner of Marie-Anne and Parthenais streets, and composed as follows:

1. Of the lot of land known and designated as being the number fifty one, of the official subdivision of the lot number eleven (11-51), on the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation.

2. Of a part of the lot of land known and designated under the number fifty, of the official subdivision of the lot number eleven (11-50), on said official plan and book of reference, measuring said part of lot, twelve feet and six inches in width by one hundred feet in depth, more or less english measurements; bounded in front by said Marie-Anne street, in rear by a lane, on one side by said lot number fifty one of said subdivision and on the other side by the residue of said lot number fifty of said subdivision, sold to the municipality of the village of Delorimier for widening said Parthenais street.

With a right of way, in common with others having rights therein in the lane in rear, and with the buildings thereon erected bearing civic numbers 1195, 1197, 1199 and 1201 in said Marie-Anne street, and 1218, 1220, 1222 and 1224 in said Parthenais street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 18th April, 1917.

2016—16-2

[First publication, 21st April, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JEAN-BAPTISTE LA-COMBE, Plaintiff; vs No. 4150.

DAME MARIA YON, widow of the late Louis-Philippe Dubuc, heiress by right of Dame Cecilia Yon, widow of the late Napoléon Poulin, Defendant.

1. A lot of land situate in the city of Maisonneuve, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated

comme formant l'arrière partie du lot de subdivision officielle numéro vingt-huit du lot officiel originaire numéro quatorze (14-28), de la contenance de vingt-six pieds de front par quarante-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front par l'avenue Pie IX, en profondeur par partie du lot officiel numéro treize ci-après désigné, d'un côté par le lot No 14-29, et d'autre côté par le résidu dudit lot No 14-28.

2. Un autre lot de terre situé en arrière de celui ci-haut désigné, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga comme formant partie du lot originaire No 13, contenant 65 pieds de largeur par 42 pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front par l'arrière partie du lot No 28 de la subdivision du No 14, sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sur une largeur de 65 pieds en profondeur, et des deux côtés par d'autres parties dudit lot originaire No 13.

Les deux terrains ci-dessus étant vacants, mais ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 18 avril 1917. 2017—16-2
[Première publication, 21 avril 1917].

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **GEORGES DUCLOS,**
No 236. } curateur aux biens de
NAPOLÉON MATHIEU, failli.

Un terrain connu et désigné comme lot numéro deux cent quatre-vingt-trois, du plan et du livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal, contenant d'après le cadastre quarante-neuf pieds de front sur cent vingt-cinq pieds et six pouces de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la rue Panet—avec les maisons et bâtisses dessus érigées et les servitudes suivant titre à cet effet.

Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-Louis—avec bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 355, 355a, 357 rue Saint-Louis, Montréal, connu et désigné comme lot numéro cent soixante et treize, du plan et du livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, en la cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 18 avril 1917. 2021—16-2
[Première publication, 21 avril 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ULRIC MAISONNEU-**
No 2081. } **VE**, demandeur; vs
GEORGIANA CONNOLLY, veuve de premières noces de Joseph Godbout, fils, et maintenant remariée à Iréné-A. Amiot, et ce dernier pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, et **ALBINI RACINE**, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires dudit feu Joseph Godbout, fils, défendeurs.

1. Un emplacement ayant front sur la rue

village of Hochelaga, as forming the rear part of the official subdivision lot number twenty eight of the primitive official lot number fourteen (14-28), containing twenty six feet in front by forty five feet in depth, english measurement; bounded in front by Avenue Pie IX, in depth by part of the official lot number thirteen hereinafter designated, on one side by the lot No. 14-29, and on the other side by the residue of the said lot No. 14-28.

2. Another lot of land situate in the rear of the lot hereabove designated, being known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, as forming part of the primitive lot No. 13, containing 65 feet in width by 42 feet in depth, english measurement; bounded in front by the rear part of the lot No. 28 of the subdivision of No. 14, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, for a width of 65 feet in depth, and on both sides by other parts of the said primitive lot No. 13.

The said hereabove lots of land being vacant and forming but one plot.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 18th April, 1917. 2018—16-2
[First publication, 21st April, 1917].

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **GEORGES DUCLOS,**
No. 236. } curator to the property of **NAPOLÉON MATHIEU**, insolvent.

That certain lot of land known and designated as being the lot number two hundred and eighty three, on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, in the city of Montreal, containing, according to the cadastre, forty nine feet in front by one hundred and twenty five feet and six inches in depth, the whole english measurements and more or less; bounded in front by Panet street—with the houses and buildings thereon erected and the servitudes attached thereto, according to title.

That certain lot of land fronting on Saint Louis street—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 355, 355a and 357 in Saint Louis street, at Montreal, known and designated as being the lot number one hundred and seventy three, on the official plan and book of reference of Saint James ward, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 18th April, 1917. 2022—16-2
[First publication, 21st April, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ULRIC MAISONNEU-**
No. 2081. } **VE**, Plaintiff; vs
GEORGIANA CONNOLLY, widow by first marriage of **JOSEPH Godbout, jr.** and now remarried to **Irene-A. Amiot**, and the latter to assist and authorize his said wife for the purposes hereof, and **ALBINI RACINE**, in their quality of testamentary executors of the said late Joseph Godbout, jr., Defendants.

1. That certain emplacement fronting on

Brown, en la cité de Montréal—avec toutes les bâtisses dessus construites, et droit de passage avec tous autres y ayant droit dans la ruelle sise à l'arrière, et composé des lots de terre suivants, savoir:

a. Du lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro dix-neuf cent quatre-vingt-six du lot numéro cent quarante-huit (148-1986-2), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant ce dit lot, six pieds et trois pouces de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

b. Du lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro dix-neuf cent quatre-vingt-sept du lot numéro cent quarante-huit (148-1987-1), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant douze pieds et six pouces de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins.

2. Un emplacement ayant front sur ladite rue Brown, en la cité de Montréal—avec toutes les bâtisses dessus construites, et droit de passage dans la ruelle sise à l'arrière avec tous autres y ayant droit, et composé des lots de terre suivants, savoir:

a. Du lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro dix-neuf cent quatre-vingt-sept du lot numéro cent quarante-huit (148-1987-2), aux plan et livre de renvoi officiels dudit village incorporé d'Hochelaga, contenant douze pieds et six pouces de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

b. Du lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro dix-neuf cent quatre-vingt-huit du lot numéro cent quarante-huit (148-1988-1), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant six pieds et trois pouces de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Formant lesdits lots un seul emplacement de dix-huit pieds et neuf pouces de largeur sur quatre-vingts pieds de profondeur ayant front sur la rue Brown—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 18 avril 1917. 2023—16-2

Première publication, 21 avril 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH KAHNE, de-
No 2316. } mandeur; vs LAZARUS MILLMAN, défendeur.

La moitié indivise de:

1. Un emplacement composé du lot maintenant connu et désigné sous le numéro six cent seize (616), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, moins cependant la partie frontale du dit lot expropriée pour l'élargissement du boulevard Saint-Laurent; le dit emplacement mesurant trente-huit pieds neuf pouces de largeur en front par environ trente pieds et trente-cinq centièmes d'un pied de profondeur en front, où il s'élargit jusqu'à cinquante et un pieds et dix-

Brown street, in the city of Montreal—with all the buildings thereon erected and a right of way in common with others having rights thereto in the lane situated in rear of said lot and composed of the following lots of land, namely:

a. Of the lot of land known and designated as being the lot number two of the official subdivision of the lot number nineteen hundred and eighty six of the lot number one hundred and forty eight (148-1986-2), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing said lot of land six feet and three inches in width by eighty feet in depth, english measurements and more or less.

b. Of the lot of land known and designated as being the lot number one of the official subdivision of the lot number nineteen hundred and eighty seven of the lot number one hundred and forty eight (148-1987-1), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing twelve feet and six inches in width by eighty feet in depth, english measurements and more or less.

2. That certain emplacement fronting on said Brown street, in the city of Montreal—with all the buildings thereon erected and a right of way in the lane lying at the rear in common with all others having rights therein, and composed of the following lots of land, namely:

a. Of the lot of land known and designated as being the lot number two of the official subdivision of the number nineteen hundred and eighty seven of the lot number one hundred and forty eight (148-1987-2), on the official plan and book of reference of said incorporated village of Hochelaga, containing twelve feet and six inches in width by eighty feet in depth, english measurements and more or less.

b. Of the lot of land known and designated as being the lot number one of the official subdivision of the lot number nineteen hundred and eighty eight of the lot number one hundred and forty eight (148-1988-1), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing six feet and three inches in width by eighty feet in depth, english measurements and more or less.

Forming the above two lots one single emplacement of eighteen feet and nine inches in width by eighty feet in depth, fronting on Brown street—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 18th April, 1917. 2024—16-2

[First publication, 21st April, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH KAHNE, Plain-
No 2316. } tiff; vs LAZARUS MILLMAN, defendant.

The divided half of:

1. An emplacement composed of the lot now known and designated under the number six hundred and sixteen (616), of the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, less however the front part of the said lot expropriated for the widening of Saint Lawrence Boulevard; the said emplacement measuring thirty eight feet nine inches in width in front by about thirty feet and thirty five one hundredths of a foot in depth in front, where it widens up to fifty one feet

centièmes de pied en front, et quarante-neuf pieds en arrière, avec une profondeur totale d'environ cent quatorze pieds, le tout d'après la mesure anglaise, et plus ou moins, sans garantie de mesure précise, et borné comme suit: en front par le boulevard Saint-Laurent dans sa largeur actuelle, en arrière par la rue Saint-Charles-Borromée, maintenant connue sous le nom de rue Clark, d'un côté, au nord-ouest, partie par le lot No 613 et partie par le lot No 615 ci-dessous décrit, et de l'autre côté, au sud-est, par le lot No six cent dix-sept (617), tous des dits plan et livre de renvoi officiels.

2. Un autre emplacement composé de la totalité du lot maintenant connu et désigné sous le numéro six cent quinze (615), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, moins cependant la partie frontale du dit lot expropriée pour élargir le boulevard Saint-Laurent le dit emplacement mesurant trente-sept pieds et trente-cinq centièmes de profondeur, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit, à savoir: en front par le boulevard Saint-Laurent, tel qu'élargi, en arrière par le lot numéro six cent treize (613), et partiellement par le lot numéro six cent seize (616), au nord-ouest par le lot numéro six cent treize, et au sud-est par le lot numéro six cent seize (616), tous des dits plan et livre de renvoi officiels—avec un édifice en pierre et brique pour fins commerciales et autres bâtiments construits sur le dit emplacement.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 18 avril 1917. 2025—16—2
[Première publication, 21 avril 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DEMOISELLE MARY**
No 3302. } **KING**, fille majeure
et usant de ses droits, des cité et district de
Montréal, demanderesse; contre **WILFRID**
TALBOT, des cité et district de Montréal, et
ERNEST TALBOT, autrefois des cité et district
de Montréal, et maintenant de l'Ile Verte,
district de Kamouraska, ayant tous deux fait
affaires ensemble comme agents d'immeubles,
sous les nom de Talbot & Frères, Dame Eloise
Bénard, épouse séparée de biens de François
Larouche, tous deux des cité et district de
Montréal, et ce dernier partie aux présentes
pour autoriser sa dite épouse en autant que besoin
est, et Alphonse Piquette, des cité et district
de Montréal, défendeurs.

Comme appartenant à Dame Eloise Bénard,
épouse séparée de biens de François Larouche,
et ce dernier pour l'autoriser et Alphonse
Piquette.

L'immeuble portant le No 1306, de la subdivision
officielle du lot originaire 2643, suivant les
plan et livre de renvoi officiels de la paroisse
Saint-Laurent; borné en front par la rue Gaspé
—avec bâtisses dessus érigées.

Les autres immeubles suivants appartenant à
Dame Eloise Bénard, épouse séparée de biens
de François Larouche, défenderesse, suivant le
dernier titre, savoir:

Un lot de terre connu et désigné sous le No

and ten one hundredths of a foot in front, and
forty nine feet in the rear, with a total depth
of about one hundred and fourteen feet, all
according to english measurement, and more or
less, without warranty of precise measurement,
and bounded as follows: in front by St-
Lawrence Boulevard in its actual width, in
the rear by Saint Charles-Borromée street,
now known under the name of Clark street, on
one side, to the northwest, partly by the lot No.
613 and partly by the lot No. 615, hereinunder
described, and on the other side, to the south-
east, by the lot number six hundred and seven-
teen (617), all of the said official plan and book
of reference.

2. Another emplacement composed of the
whole of the lot now known and designated
under the number six hundred and fifteen (615),
of the official plan and book of reference of
Saint Lawrence ward, in the city of Montreal,
less however the front part of the said lot
expropriated to widen Saint Lawrence Boule-
vard; the said emplacement measuring thirty
seven feet and thirty five one hundredths in
depth, all according to english measurement, and
more or less, and bounded as follows, to wit:
in front by Saint Lawrence Boulevard, as
widened, in the rear by the lot number six
hundred and thirteen (613), and partly by the
lot number six hundred and sixteen (616), on
the northwest by the lot number six hundred
and thirteen, and on the southeast by the lot
number six hundred and sixteen (616), all of
the said official plan and book of reference—
with a stone and brick building for commercial
purposes and other structures erected on the
said emplacement.

To be sold at my office in the city of Mont-
real, on the TWENTY THIRD day of MAY
next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 18th April, 1917. 2026—16—2
[First published, 21st April, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **MISS MARY KING**,
No. 3302. } **spinster** in the exercise
of her rights, of the city and district of Mont-
real, plaintiff; against **WILFRID TALBOT**, of
the city and district of Montreal, and **ER-
NEST TALBOT**, heretofore of the city and
district of Montreal, and now of Ile Verte, dis-
trict of Kamouraska, formerly carrying on busi-
ness together as real estate agents, under the
name of "Talbot & Frères", Dame Eloise Bé-
nard, wife separated as to property of Fran-
çois Larouche, both of the city and district of
Montréal, and the latter a party hereto to
authorize his said wife for the purposes hereof,
and Alphonse Piquette, of the city and district
of Montreal, defendants.

As belonging to said Dame Eloise Bénard,
wife separated as to property of François La-
rouche, and the latter to authorize his said wife
and Alphonse Piquette:

That certain immovable bearing No. 1306, of
the official subdivision of original lot No. 2643,
on the official plan and book of reference of the
parish of Saint Laurent; bounded in front by
Gaspé street—with the buildings thereon erect-
ed.

The other following immoveables belonging
to Dame Eloise Bénard, wife separated as to
property of François Larouche, defendant, as
per last title:

That certain lot of land known and design-

158, de la subdivision du lot original No 342, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent; borné en front par la rue Saint-Laurent.

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros 844, 845, tous deux de la subdivision du lot original No 18, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

L'immeuble suivant appartenant à la défenderesse, Dame Eloise Bénard, épouse séparée de biens de François Larouche, et qui se trouve aussi la propriétaire enregistrée, l'autre défendeur cependant, A. Piquette, ayant depuis acquis le dit immeuble de la dite Dame Eloise Bénard, mais n'ayant aucun titre enregistré, le dit immeuble désigné comme suit:

Un lot de terre situé en la ville de Montréal, connu et désigné sous le numéro 1306, de la subdivision officielle du lot 2643, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent; borné en front par la rue Gaspé—avec les bâties dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX

Bureau du shérif,

Montréal, 18 avril 1917.

2019—16-2

[Première publication, 21 avril 1917.]

ated under the No. 158, of the subdivision of original lot No. 342, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded in front by Saint Laurent street;

Those lots of land known and designated under the numbers 844 and 845, of the subdivision of original lot No. 18, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

The following immoveable belonging to the defendant, Dame Eloise Bénard, wife separated as to property of François Larouche, who is the registered owner thereof, the other defendant, however, A. Piquette, having since acquired said immoveable from said Dame Eloise Bénard, but having no registered title, said immoveable being described as follows:

That certain lot of land situate in the city of Montreal, known and designated under the number 1306, of the official subdivision of the lot 2643, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, fronting on Gaspé street—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 18th April, 1917.

2020—16-2

[First publication, 21st April, 1917.]

OTTAWA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir: } DANFORD FARMS, LI-
No 3832. } MITED, demande-
resse; contre DANIEL JOYNT, défendeur; et
ARTHUR McCONNELL, distrayant.

Saisi sur ledit défendeur, à savoir:

Tout le lopin de terre sis et situé dans le canton Aylwin, dans le comté de Wright, dans la province de Québec, faisant partie du lot numéro vingt-six B (26b), dans le cinquième rang dudit canton Aylwin, et dont la subdivision est connue comme étant le village de Kazabazaa, décrit comme suit:

A partir d'un point sur la route principale Gatineau, une distance dans une direction ouest de 221 pieds depuis l'intersection avec ladite route principale Gatineau de la ligne qui sépare le côté ouest du lot 26-14 dudit lot 26b, du côté nord dudit chemin principal Gatineau; de là à l'est le long du côté nord dudit chemin principal Gatineau, une distance de 221 pieds jusqu'à l'intersection de la ligne qui sépare le côté ouest dudit lot 26-14 et dudit lot 26b; de là vers le nord le long de ladite ligne de séparation du côté ouest dudit lot 26-14 et dudit lot 26b, et parallèlement à son extension sur une distance de 324 pieds; de là vers l'ouest sur une ligne parallèle audit chemin principal Gatineau, une distance de 221 pieds, de là vers le sud sur une distance de 324 pieds; mesures approximatives, plus ou moins, jusqu'au point de départ; borné au sud par le chemin principal Gatineau, à l'est par le lot 26-14 et partie du lot 26b, au nord et à l'ouest par les autres parties du lot 26b—avec toutes les bâties dessus construites et les dépendances qui s'y rattachent.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement,

OTTAWA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit: } DANFORD FARMS, LI-
No. 3832. } MITED, plaintiff;
against DANIEL JOYNT, defendant; and
ARTHUR McCONNELL, distrayant.

Seized as belonging to said defendant, to wit:

All that certain piece or parcel of land, situate lying and being in the township of Aylwin, in the county of Wright, in the Province of Quebec, forming part of lot number twenty six B (26b), in the fifth range of said township of Aylwin, and the subdivision thereof known as the village of Kazabazaa, described as follows:

Beginning at a point on the main Gatineau road, distant in a westerly direction 221 feet from the intersection with said main Gatineau road of the line dividing the western side of lot 26-14 from said lot 26b, on the northerly side of said main Gatineau road; thence easterly along the northerly side of said main Gatineau road, a distance of 221 feet to the intersection of the line dividing the western side of said lot 26-14 and said lot 26b; thence northerly along the said line dividing the westerly side of said lot 26-14 and said lot 26b, and along an extension thereof, a distance of 324 feet; thence westerly on a line parallel with said main Gatineau road, a distance of 221 feet; thence southerly, a distance of 324 feet measurements, more or less, to the place of beginning; bounded on the south by the main Gatineau road, easterly by lot 26-14 and part of lot 26b, and northerly and westerly by the remaining portions of lot 26b—with all the buildings thereon and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the registry office, in the city

en la cité de Hull, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.
Le shérif,

C.-M. WRIGHT.

Bureau du shérif,
Hull, 12 avril 1917.
[Première publication, 21 avril 1917.]

1925—16-2

of Hull, on the TWENTY SECOND day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.
C.-M. WRIGHT,
Sheriff.

Sheriff's office.

Hull, 12th April, 1917.
[First publication, 21st April, 1917.]

1926—16-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS *Cour supérieure.*

Province de Québec, } **DANS** la cause de
District de Roberval. } **JOSEPH & COM-**
No 1195, à savoir: } **PANY**, de la cité de
Québec, marchands, vs **PIERRE TREMBLAY**,
de Hébertville station, Lac-Saint-Jean.

Un certain terrain ou emplacement sis et situé en le village d'Hébertville station, mesurant cinquante pieds de largeur sur soixante-quinze pieds de profondeur, plus ou moins, et faisant partie du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro six-A (ptie 6-A), des plans et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang ouest du canton de Labarre, dans le comté du Lac Saint-Jean—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances; borné en front vers l'ouest au chemin public, en arrière à la profondeur, du terrain de Alexis Gervais ou représentants, au sud au terrain de H.-A. Houde ou représentants, et au nord à celui de Joseph Côté ou représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wilbrod, (Hébertville station), **MARDI** le VINGT-DEUXIEME jour de MAI 1917, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

GEO. LEVESQUE,

Bureau du shérif.

Roberval, 17 avril 1917.

2041—16-2

[Première publication, 21 avril 1917.]

Sheriff's office.

Roberval, 17st April, 1917.

2042—16-2

[First publication, 21st April, 1917.]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } **COMPAGNIE**
No 426. } **MASSEY-HAR-**
RIS, LIMITEE, corps politique et incorporé, ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse; contre **HONORE CORBEIL**, de La Patrie, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

Le lot numéro cent un (101), des plans et livre de renvoi officiels du canton de Ditton, dans le district de Saint-François, contenant 100 acres de terre en superficie, plus ou moins—avec bâtisses et améliorations dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre-de-Ditton, le **DOUZIEME** jour de **JUIN** prochain 1917, à **DEUX** heures de l'après-midi.

Le shérif,

HENRY AYLMEY.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 9 mai 1917.

2377—19-2

[Première publication, 12 mai 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint-François.
Saint-François, to wit: } **THE MASSEY-HAR-**
No. 426. } **RIS COMPANY**,
LIMITED, a body politic and corporate, having its head office and chief place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; against **HONORE CORBEIL**, of La Patrie, in the district of Saint-François, defendant.

Seized as belonging to the aforesaid defendant:

The lot number one hundred and one (101), of the official plan and book of reference of the township of Ditton, in the district of Saint-François, containing 100 acres in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Pierre-de-Ditton, on **TWELFTH** day of **JUNE** next, 1917, at **TWO** o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 9th May, 1917.

2378—19-2

[First publication, 12th May, 1917.]

ROBERVAL

FIERI FACIAS *Superior Court.*

Province of Quebec, } **IN** the cause of
District of Roberval. } **JOSEPH & COM-**
No. 1195, to wit: } **PANY**, of the city of
Quebec, merchants; vs **PIERRE TREMBLAY**,
of Hébertville Station, Lake Saint John.

That certain lot of land or emplacement lying and situate in the village of Hébertville Station, measuring fifty feet in width by seventy five feet in depth, more or less, and forming part of the lot of land now known and designated under the number six A (Pt. 6-A), of the official cadastral plan and book of reference for the second west range of the township of Labarre, in the county of Lake Saint John—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; bounded in front towards the west by a public road, in rear at the depth of the land of Alexis Gervais or representatives, on the south by the land of H.-A. Houde or representatives, and on the north by that of Joseph Côté or representatives.

To be sold at the church door of the parish of Saint Wilbrod (Hébertville Station) on **TUESDAY**, the **TWENTY SECOND** day of **MAY**, 1917, at **TEN** o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff.

Sheriff's office.

Roberval, 17st April, 1917.

2042—16-2

[First publication, 21st April, 1917.]

SAINT-FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint-François.
Saint-François, to wit: } **THE MASSEY-HAR-**
No. 426. } **RIS COMPANY**,
LIMITED, a body politic and corporate, having its head office and chief place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; against **HONORE CORBEIL**, of La Patrie, in the district of Saint-François, defendant.

Seized as belonging to the aforesaid defendant:

The lot number one hundred and one (101), of the official plan and book of reference of the township of Ditton, in the district of Saint-François, containing 100 acres in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Pierre-de-Ditton, on **TWELFTH** day of **JUNE** next, 1917, at **TWO** o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 9th May, 1917.

2378—19-2

[First publication, 12th May, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } **LEON - O. NOEL,**
No 581. } de Saint-Ferdinand-d'Halifax, comté de Mégantic, médecin-chirurgien, demandeur; contre **FERDINAND ROY,** de la municipalité de D'Israéli, district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:
Ce certain morceau de terre connu et désigné comme étant le lot numéro dix-heuf (19), du deuxième rang du canton de Garthby, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour ledit canton de Garthby—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Luce-d'Israéli, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain 1917, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
HENRY AYLMEYER.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 18 avril 1917. 2033—16-2
[Première publication, 21 avril 1917.]

SAINT-HYACINTHE**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } **MARIE- MELI-**
No 46. } **NA BELAN-**

GER, du village d'Upton, et y faisant affaires seule sous le nom de "Hétu & fils", demanderesse; contre **MERIL ROIREAU,** boulanger, de Saint-Liboire, défendeur.

Un emplacement sis et situé au village de Saint-Liboire, connu et désigné sous les lots numéros deux cent cinquante-six (256) et deux cent soixante-dix-huit (278), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Liboire—avec une bâtisse exploitée comme boulangerie et accessoires et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain (1917), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Jos.-L. CORMIER.

Bureau du shérif,

Saint-Hyacinthe, 13 avril 1917. 1953—16-2
[Première publication, 21 avril 1916.]

TROIS-RIVIÈRES**MANDAT DES CURATEURS.**

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } **CHARLES BOU-**
No 58. } **TET,** requérant
cession; vs **C.-E. DUPUIS** et **ADELARD BOU-**
TET, débiteurs insolubles, et **WILLIAM**
VENNES et **J.-P. LALONDE,** curateurs conjoints.

Comme appartenant auxdits faillis, savoir:

a. Un lopin de terre situé en la paroisse de Sainte-Thècle, faisant partie du numéro quatre-vingt-quatre (Pte No 84), au cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Thècle, contenant un arpent et demi de front sur un arpent de profondeur; borné en front au chemin public, en

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: } **LEON - O. NOEL,** of
No. 584. } Saint-Ferdinand-d'Halifax, county of Mégantic, physician and surgeon, plaintiff; against **FERDINAND ROY,** of the municipality of D'Israéli, district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to said defendant:
That certain parcel of land known and designated as being the lot number nineteen (19), of the second range of the township of Garthby, on the official cadastral plan and book of reference of said township of Garthby—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Luce D'Israéli, on the TWENTY-SECOND day of MAY next, 1917, at ONE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMEYER,
Sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 18th April, 1917. 2034—16-2
[First publication, 21st April, 1917.]

SAINT HYACINTHE**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } **MARY MELINA**
No. 46. } **MBELANGER,** of the village d'Upton, and doing business alone under the name of "Hétu & Fils", plaintiff; against **MERIL ROIREAU,** baker, of Saint Liboire, defendant.

An emplacement situate in the village of Saint-Liboire, known and designated under lots numbers two hundred and fifty six (256) and two hundred and seventy eight (278), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Liboire—with a building used as baker-house and accessories and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Liboire, on the TWENTY SECOND day of MAY next (1917), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,
Sheriff.

Sheriff's office,

Saint-Hyacinthe, 13th April, 1917. 1954—16-2
[First publication, 21st April, 1917.]

THREE RIVERS**CURATOR'S WARRANT.**

Superior court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } **CHARLES BOUTET,**
No. 58. } petitioner for assignment; vs **C.-E. DUPUIS** and **ADELARD BOUTET,** insolvents, and **WILLIAM VENNES** and **J.-P. LALONDE,** joint curators.

As belonging to the aforesaid insolvent, viz:

a. That parcel of land situate in the parish of Sainte-Thècle, forming part of the lot number eighty four (Pt No. 84), on the official cadastre for the parish of Sainte-Thècle, containing one arpent and a half in front by one arpent in depth; bounded in front by the public road, in rear at

profondeur au bout d'un arpent, et au nord à veuve Pierre Jobin, et au sud à Elzéar Massicotte—avec bâtisses dessus construites;

b. Un autre terrain situé à Sainte-Thècle, faisant partie du numéro quatre-vingt-quatre (Pte No 84), au susdit cadastre officiel, de forme irrégulière, contenant dans la ligne nord-est environ soixante et dix-sept pieds, et borné par le terrain de Alphonse Grenier, du côté sud-est trois cent cinq pieds environ et borné par la Canadian Northern Quebec Ry, du côté sud cent trente-quatre pieds et borné par l'emplacement de Jules Ebacher, du côté sud-ouest environ cinq cent cinquante-deux pieds et borné par les emplacements de Raoul Frigon, Zéphirin Bellemare, Elzéar Massicotte et au terrain ci-dessus, avec un moulin à scie, manufacture de portes et châssis, avec engin, bouilloire et machineries quelconques servant à l'exploitation de ladite manufacture et une briqueterie dessus construite et autres dépendances. A la charge par l'adjudicataire dudit immeuble, de payer à la fonderie de Plessisville, de Plessisville, P. Q., le montant de six cent dix-neuf piastres et trente-quatre centins (\$619.34) avec intérêt au taux de sept pour cent à compter du 21 septembre 1916, suivant contrat en date du 10 mai 1915, pour les dites machineries.

c. Un lopin de terre situé à Sainte-Thècle, à être pris et détaché du lot numéro quatre-vingt-quatre (Pte No 84) du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Thècle, de forme irrégulière, contenant dans la ligne nord-est environ six cent dix-sept pieds, et borné par le terrain de Alphonse Grenier, du côté sud-est trois cent cinq pieds environ, et borné par le Canadian Northern Quebec Ry, du côté sud cent trente-quatre pieds et borné par l'emplacement de Jules Ebacher, et du côté sud-ouest environ cinq cent cinquante-deux pieds et borné par les emplacements de Raoul Frigon, Zéphirin Bellemare, Elzéar Massicotte et les acquéreurs; du côté nord-ouest trois cent soixante et quinze pieds borné par le ruisseau de la baie, ledit lopin de terre pouvant contenir environ cinq arpents de superficie, le tout à mesure anglaise et sans garantie de mesure—avec bâtisses érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc comme un seul et même immeuble à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thècle, le TREIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
CHAS. DUMOULIN.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 9 mai 1917. 2379—19-2
[Première publication, 12 mai 1917.]

one arpent distant from the front, on the north by widow Pierre Jobin, and on the south by Elzéar Massicotte—with the buildings thereon erected.

b. Another parcel of land situate at Sainte-Thècle, forming part of the lot number eighty four (Pt No. 84), on the aforesaid official cadastre, of irregular outline, containing in the north east line about seventy seven feet, and bounded by the land of Alphonse Grenier, on the south east side about three hundred and five feet and bounded by the Canadian Northern Quebec Ry., on the south side one hundred and thirty four feet and bounded by the emplacement of Jules Ebacher, on the south west side about five hundred and fifty two feet and bounded by the emplacements of Raoul Frigon, Zéphirin Bellemare, Elzéar Massicotte and the parcel of land above described, together with a saw-mill, a sash and door factory, the engine, boiler and all the machinery used in operating said factory and a brick-kiln thereon erected and all dependencies. Upon condition that the adjudicataire of said immovable pay to the Fonderie de Plessisville, of Plessisville, P. Q., the sum of six hundred and nineteen dollars and thirty four cents (\$619.34), with interest at the rate of seven per cent from the 21st September, 1916, as per contract dated the 10th May, 1915, for the aforesaid machinery.

c. That other parcel of land situate at Sainte-Thècle, to be taken out and detached from the lot number eighty four (Pt. No. 84) of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Sainte-Thècle, of irregular outline, containing in the north east line about six hundred and seventeen feet and bounded by the land of Alphonse Grenier, on the south east side three hundred and five feet and bounded by the Canadian Northern Quebec Ry., on the south side one hundred and thirty four and bounded by the emplacement of Jules Ebacher, and on the south west side about five hundred and fifty two feet and bounded by the emplacements of Raoul Frigon, Zéphirin Bellemare, Elzéar Massicotte and the purchasers; on the north west side, three hundred and seventy five feet and bounded by the *Ruisseau de la baie*, the said parcel of land containing about five arpents in superficies, the whole english measure and without warranty as to precise measurements—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold as a whole in bloc as one and the same immovable, at the church door of the parish of Sainte-Thècle, on the THIRTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHAS. DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 9th May, 1917. 2380—19-2
[First publication, 12th May, 1917].

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district d'Ottawa, No 4531. Cour supérieure. Dame Rosalie DeRepentigny, épouse commune en biens de J.-Bte Larose, ci-devant boulanger, de la cité de Hull, district d'Ottawa, dûment autorisée par ordre du juge à ester en justice, demanderesse; vs Jean-Baptiste Larose, de la cité de Hull, district d'Ottawa, défendeur.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Ottawa, No. 4531. Superior Court. Dame Rosalie DeRepentigny, wife common as to property of J.-Bte Larose, formerly baker, of the city of Hull, in the district of Ottawa, duly authorized to these presents, by order of a judge, plaintiff; vs Jean-Baptiste Larose, of the city of Hull, in the district of Ottawa, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le huitième jour de mai 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
DEVLIN, STE-MARIE & DUCLOS.
Hull, le 9 mai 1917. 2387—19-5

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the eighth day of May, 1917.

DEVLIN, STE-MARIE & DUCLOS,
Attorneys for plaintiff.
Hull, 9th May, 1917. 2388—19-5

Province de Québec, district de Montréal, No 4443. Cour supérieure. Dame Anysie Lemieux, épouse commune en biens de Philias Delage dit Lavigueur, demanderesse; vs Philias Delage dit Lavigueur, commerçant, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 9ième jour de mai 1917.

L'avocat de la demanderesse,
J.-E.-C. BUMBRAY.
Montréal, 9 mai 1917. 2389—19-5

Province of Quebec, District of Montreal, No. 4443. Superior Court. Dame Anysie Lemieux, wife common as to property of Philias Delage *alias* Lavigueur, Plaintiff; vs Philias Delage *alias* Lavigueur, trader, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 9th day of May, 1917.

J.-E.-C. BUMBRAY,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 9th May, 1917. 2390—19-5

Province de Québec, district de Montréal, No 2840. Cour supérieure. Dame Marceline Malo, épouse de Alphonse Piquette, menuisier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Alphonse Piquette, menuisier, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 4ième jour de mai 1917.

L'avocat de la demanderesse,
J.-E.-C. BUMBRAY.
Montréal, 4 mai 1917. 2391—19-2

Province of Quebec, district of Montreal, No. 2840. Superior Court. Dame Marceline Malo, wife of Alphonse Piquette, joiner, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Alphonse Piquette, joiner, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 4th day of May, 1917.

J.-E.-C. BUMBRAY,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 4th May, 1917. 2392—19-2

Compagnie formée

Avis est par le présent donné que la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte, dans le comté de Témiscouata, dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que 44 personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de \$48,500.00.

Donné conformément à l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce 4ème jour de mai mil neuf cent dix-sept.

(Signé) A. ROY, Président.
(Signé) EDMOND COTE, secrétaire. 2393

Notice is hereby given that La Compagnie d'Assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte, in the county of Temiscouata, in the Province of Quebec, has complied with the provisions of article 6889 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and that 44 duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to effect insurance to the amount of \$48,500.00.

Given pursuant to the article 6889 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this 4th day of May, one thousand nine hundred and seventeen.

(Signed) A. ROY, President.
(Signed) EDMOND COTE, Secretary. 2394

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser "*Gazette Officielle*", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS. SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES, L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Tarif des annonces:
Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "*The Official Gazette*", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:
First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Feuilles volantes, 65c par-douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,
E.-E. CINQ-MARS.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

1691

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E.-E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914.

1692

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 19.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dame Audet vs Nadeau.....	1151
" Beaulieu vs Larue.....	1151
" Bonin vs Daumery.....	1151
" Bourdeau vs Lafleur.....	1152
" Couture vs Boivin.....	1150
" Demers vs Langlois.....	1152
" DeRepentigny vs Larose.....	1176
" Gauvin vs Gervais.....	1150
" Laforge vs Lachapelle.....	1151

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Dame Lemay vs Laverdure.....	1153
------------------------------	------

ANNONCEURS, avis aux.....	1177
---------------------------	------

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:—

Frais funéraires des cantons de l'Est.....	1140
--	------

COMPAGNIE FORMÉE:—

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-l'Île-Verte.....	1177
--	------

COMPAGNIE NOMMANT UN NOUVEL AGENT:—

Lamont, Corliss & Coy.....	1153
----------------------------	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Côte Saint-Jean.....	1147
Garnier.....	1147
Lots de Saint-Octave à-to Saint-Rémi-de-la-Rivière-Métis.....	1148
Lots de Saint-Jules à-to Salvail.....	1147
Lots de Saint-Etienne-des-Grès à-to Saint-Barnabé.....	1147

Index of the Quebec Official Gazette, No. 19.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dame Landry vs Lebeau.....	1152
" Legault vs Thibert.....	1152
" Lees vs Lees.....	1152
" Lemieux vs Delage dit Lavigneux.....	1177
" Malo vs Piquette.....	1177
" Priden vs Trakas.....	1151
" Rosenfield vs Frankel.....	1152
" Wainstein vs Banovey.....	1151

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :

Martin vs Dme Sutherland.....	1153
-------------------------------	------

ADVERTISERS, notice to.....	1177
-----------------------------	------

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—

Frais funéraires des cantons de l'Est.....	1149
--	------

COMPANY INCORPORATED:—

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-l'Île-Verte.....	1177
--	------

COMPANY APPOINTING A NEW AGENT:—

Lamont, Corliss & Coy.....	1158
----------------------------	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Lots de la paroisse Saint-David-d'Yamaska à-to Saint-Gérard d'Yamaska..	1147
Lots de paroisse—parish Saint-Davis à-to Saint-Pie-de-Guire.....	1147
Municipalité—Lacolle.....	1149
Saint-Raphaël-d'Aston.....	1148
Très Saint-Sacrement.....	1148

FAILLITE:—

Aubin.....	1155
Dion & Paradis.....	1155
Dumais.....	1154
Gariépy.....	1155
Gauthier & Frères.....	1154
Glass & China Decorators, Ltd.....	1154

Lettres Patentes Supplémentaires:—

Crown Dairy, Ltd.....	1146
-----------------------	------

Lettres Patentes:—

Bienfond, ltée.....	1133
Civic Realities, Limited.....	1144
Colonial Security Coy, Ltd.....	1138
Delisle Lumber Coy.....	1140
Hôpital Saint-Roch, incorp.....	1134
Impervious Fabric Company, Ltd.....	1142
La Cie Bernier, ltée.....	1138
La Cie Hubert Moisan, assurance funé- raire de Québec.....	1136

LIQUIDATION:—

La Cie J. & S. Bessette, Ltée.....	1153
------------------------------------	------

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société d'apiculture du comté de l'Islet...	1150
Société coopérative agricole de Saint-Fal- vien.....	1150

NOMINATIONS:—

Commissaire des incendies: M. Eug. Le- clerc.....	1129
Cour des Commissaires:—	
Saint Léonard.....	1130
Sutton.....	1130
Juges de paix:—district de:—	
Montcalm.....	1129
Terrebonne.....	1129

VENTE PAR ENCAN:—

Dominion Express Coy.....	1156
---------------------------	------

VENTE PAR LICITATION:—

Thompson vs Bartley <i>et al.</i>	1157
---	------

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES:—

Ville d'Iberville.....	1156
------------------------	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Martel vs Hénare <i>et al.</i>	1158
--------------------------------------	------

BEDFORD:—

Choinière vs Quintal <i>et al.</i>	1160
--	------

KAMOURASKA:—

Côté vs Guérette.....	1160
-----------------------	------

MONTCALM:—

Ouellette vs hériciers Levis.....	1161
-----------------------------------	------

BANKRUPTCY:—

Laliberté, fils.....	1156
Peerless Lighting Co. Ltd.....	1155
Pontbriand.....	1154
Schloman <i>et al.</i>	1154
Talbot.....	1155

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

The Victoriaville Furniture Coy.....	1146
--------------------------------------	------

LETTERS PATENT:—

La Société de placements de Montréal, Ltée.....	1136
Le Club Canada, ltée.....	1135
National Picking & Preserving Coy, ltd.	1130
The British Canadian Life & Accident Insurance Company.....	1133
The Windsor Athletic Club, Incorp.....	1139
Vulcan Knitting Mills of Canada, ltd....	1143

WINDING UP:—

La Cie Cantin, Warwick.....	1153
-----------------------------	------

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

The Sherbrooke County Wool Growers & Sheep Breeders.....	1149
---	------

APPOINTMENTS:—

Commissary of fire: Mr. Eug. Leclerc....	1129
Commissioners court:—	
Saint Léonard.....	1130
Sutton.....	1130
Justices of the peace:—district of:—	
Montcalm.....	1129
Terrebonne.....	1129

AUCTION SALE:—

Dominion Express Company.....	1156
-------------------------------	------

SALE BY LICITATION:—

Thompson vs Bartley <i>et al.</i>	1157
---	------

SALE FOR MUNICIPAL TAXES:—

Town of Iberville.....	1156
------------------------	------

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

The Eastern Township Bank vs Petit....	1158
--	------

BEDFORD:—

Pigeon vs Roy.....	1159
--------------------	------

KAMOURASKA:—

Côté vs Guérette.....	1160
-----------------------	------

MONTCALM:—

Ouellette vs heirs Levis.....	1161
-------------------------------	------

MONTMAGNY:—

Côté vs Gaudreau..... 1161

MONTREAL:—

Aumais vs Jacobs *et al.*..... 1162
 Barrette vs Barrette..... 1164
 Barlie vs Huet dit Dulude..... 1168
 Chauret vs Bernard..... 1168
 Corbeau, failli-insolvent..... 1167
 Damien *et al.*, faillis-insolvent..... 1166
 Kahne vs Millman..... 1171
 King (Dlle) vs Talbot *et al.*..... 1172
 Lacombe vs Yon..... 1169
 Lafontaine vs Papienau *et al.*..... 1165
 L'Alliance Nationale vs Hébert *et al.*..... 1168
 Legault (Dme) vs Moritzer..... 1162
 Legault (Dme) vs Moritzer..... 1163

OTTAWA:—

Danford Farms, Ltd vs Joynt..... 1173

ROBERVAL:—

Joseph & Company vs Tremblay..... 1174

SAINT-FRANCOIS:—

Cie Massey-Harris, ltée vs Corbeil..... 1174

SAINT-HYACINTHE:—

Belanger vs Roireau..... 1175

TROIS-RIVIERES:—

Dupuis *et al.*, faillis..... 1175

MONTMAGNY:—

Côté vs Gaudreau..... 1161

MONTREAL:—

Levy (Dlle) vs Beauchamp..... 1169
 Lumber Construction Co. ltd vs Frankel..... 1163
 Maisonneuve vs Connolly..... 1170
 Marion vs Martel..... 1165
 Mathieu, failli-insolvent..... 1170
 Messieurs les ecclésiastiques du Séminaire
 de Saint-Sulpice de Montréal vs
 Geracimo..... 1164
 Monette, vs Dme Legault..... 1166
 Saint Germain vs Salhani..... 1166
 Terrault *et al* vs Dme Krasno *et vir.*..... 1167
 Trépanier vs Shughar *et al.*..... 1163
 Yale *et al* *èsq.* vs Schwartz..... 1162

OTTAWA:—

Danford Farms, Ltd vs Joynt..... 1173

ROBERVAL:—

Joseph & Company vs Tremblay..... 1174

SAINT FRANCIS:—

Noel vs Roy..... 1175

SAINT-HYACINTHE:—

Belanger vs Roireau..... 1175

THREE RIVERS:—

Dupuis *et al.*, insolvents..... 1175